

# **RAPPORT SUR LES RISQUES**

---

# 2020

PILIER 3 - 30.06.2020

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>RISQUES ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>TITRISATION</b>	<b>61</b>
1.1	Risques liés aux contextes macroéconomique, de marché et réglementaire	4	<b>5</b>	<b>RISQUE DE MARCHÉ</b>	<b>65</b>
1.2	Risque de crédit et de contrepartie	8	5.1	Value at risk 99% (VAR)	65
1.3	Risques de marché et structurels	9	5.2	Actifs pondérés et exigences de fonds propres	67
1.4	Risques opérationnels (y compris risque de conduite inappropriée) et de modèles	10	5.3	Actifs pondérés et exigences de fonds propres au titre du risque de marché – Informations quantitatives complémentaires	68
1.5	Risques de liquidité et de financement	12	<b>6</b>	<b>RISQUE OPÉRATIONNEL</b>	<b>71</b>
1.6	Risques liés aux activités d'assurance	13	<b>7</b>	<b>RISQUES STRUCTURELS DE TAUX ET DE CHANGE</b>	<b>73</b>
<b>2</b>	<b>GESTION DU CAPITAL ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES</b>	<b>15</b>	<b>8</b>	<b>RISQUE DE LIQUIDITÉ</b>	<b>75</b>
2.1	Périmètre prudentiel	15	8.1	Actifs grevés et non grevés (encumbered assets)	75
2.2	Actifs pondérés et exigences de fonds propres	19	8.2	Réserve de liquidité	77
2.3	Ratios TLAC et MREL	20	8.3	Ratios réglementaires	77
2.4	Ratio de levier	21	8.4	Bilan échéancé	78
2.5	Coussin contracyclique	21	<b>9</b>	<b>ANNEXES</b>	<b>83</b>
2.6	Ratio de conglomérat financier	22	9.1	Index des tableaux du rapport sur les risques	84
2.7	Informations quantitatives complémentaires sur le capital et l'adéquation des fonds propres	22			
<b>3</b>	<b>RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE</b>	<b>27</b>			
3.1	Informations quantitatives	27			
3.2	Informations quantitatives complémentaires sur le risque de crédit global (crédit et contrepartie)	42			
3.3	Détail risque de crédit	47			
3.4	Détail risque de contrepartie	55			

#### ABRÉVIATIONS COURANTES

Millions d'euros : M EUR / Milliards d'euros : Md EUR / ETP : Effectifs en équivalent temps plein  
Classements : les sources des classements sont mentionnées explicitement, à défaut, l'information est de source interne.

# RAPPORT SUR LES RISQUES

---

# 2020

PILIER 3 - 30.06.2020



# 1

## RISQUES ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

### FACTEURS DE RISQUES

---

Cette section indique les principaux facteurs de risques qui pourraient, selon les estimations du Groupe, avoir un impact significatif sur son activité, sa rentabilité, sa solvabilité ou son accès au financement.

Les risques propres à l'activité du Groupe sont présentés ci-après sous six principales catégories, conformément à l'article 16 du Règlement (UE) n° 2017/1129 dit « Prospectus 3 » du 14 juin 2017 dont les dispositions relatives aux facteurs de risques sont entrées en vigueur le 21 juillet 2019 :

- les risques liés aux contextes macroéconomique, de marché et réglementaire ;
- les risques de crédit et de contrepartie ;

- les risques de marché et structurels ;
- les risques opérationnels (y compris risque de conduite inappropriée) et de modèles ;
- les risques de liquidité et de financement ;
- les risques liés aux activités d'assurance.

Les facteurs de risques sont présentés sur la base d'une évaluation de leur importance, les risques majeurs étant indiqués en premier au sein de chaque catégorie. Les chiffres d'exposition ou de mesures de risques présentés en regard des facteurs de risques informent sur le degré d'exposition du Groupe mais ne sont pas nécessairement représentatifs d'une évolution future des risques.

## 1.1 RISQUES LIÉS AUX CONTEXTES MACROÉCONOMIQUE, DE MARCHÉ ET RÉGLEMENTAIRE

### 1.1.1 La pandémie de coronavirus (Covid-19) et ses conséquences économiques pourraient affecter négativement l'activité et la performance financière du Groupe.

En décembre 2019, une nouvelle souche de coronavirus (Covid-19) est apparue en Chine. Le virus s'est propagé dans de nombreux pays à travers le monde et l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré l'épidémie pandémique en mars 2020.

La propagation du virus et les mesures sanitaires prises pour y répondre (fermetures de frontières, mesures de confinement, restrictions concernant l'exercice de certaines activités économiques...) ont et pourront continuer à avoir un impact important, direct et indirect, sur la situation économique mondiale et les marchés financiers, et ainsi affecteront négativement l'activité, la performance financière et les résultats du Groupe.

La récession brutale subie par les pays affectés et la réduction des échanges commerciaux mondiaux continueront d'avoir des effets négatifs sur la conjoncture économique mondiale, tant que la production mondiale, les investissements, les chaînes d'approvisionnement et les dépenses de consommation seront affectés, impactant ainsi l'activité du Groupe et celle de ses clients et contreparties.

Les mesures de confinement ont par ailleurs conduit à une baisse de l'activité commerciale et des résultats du Groupe, du fait d'une ouverture réduite de son réseau d'agences et d'une moindre demande de ses clients. Une nouvelle phase de confinement pourrait impacter encore davantage ses résultats financiers.

Dans de nombreuses juridictions dans lesquelles le Groupe opère, les gouvernements et banques centrales ont pris ou annoncé des mesures exceptionnelles pour soutenir l'économie et ses acteurs (systèmes de garantie de prêts, reports d'échéances fiscales, recours facilité au chômage partiel, versement d'indemnités...) ou pour améliorer la liquidité sur les marchés financiers (achats d'actifs, etc.). L'accord trouvé le 21 juillet 2020 par la Commission européenne pour doter l'Union européenne d'un mécanisme de relance de 750 milliards d'euros, ainsi que l'annonce par le président français d'un nouveau plan à hauteur de 100 milliards d'euros, en cours d'élaboration, devraient favoriser un redressement davantage tiré par la demande. Si les premières mesures de soutien ont bien répondu aux effets immédiats de la crise, les dispositifs mis en place pourraient néanmoins être insuffisants pour accompagner la reprise. Parallèlement au bon déroulement de ces plans, la capacité de la BCE à mener son *quantitative easing* restera clé pour assurer la stabilité financière de la zone euro.

Dans le cadre du programme de prêts garantis par l'État français portant sur une enveloppe de 300 milliards d'euros, le Groupe a adapté ses procédures d'octroi pour traiter le flux massif de demandes. Le Groupe a pris des dispositions exceptionnelles pour accompagner financièrement ses clients et les aider à surmonter les effets de la pandémie Covid-19 sur leurs activités et leurs revenus. Le Groupe accompagne également ses clients à l'étranger dans le cadre des dispositifs publics ou privés de moratoires ou de prêts garantis par les États. Ces mesures obligent le Groupe à réaffecter des ressources et à adapter ses processus d'octroi et de gestion. Dans l'hypothèse où ces mesures d'accompagnement des entreprises et des particuliers seraient renforcées (élargissement des moratoires, nouveaux financements, renforcement des fonds propres, etc.), l'activité du Groupe et ses résultats pourraient continuer à être affectés.

Les mesures de confinement prises dans plusieurs des principaux pays où le Groupe exerce ses activités (l'Europe de l'ouest représente 68 % des expositions EAD (*Exposure at Default*) du Groupe au 30 juin 2020, dont 46 % sur la France), réduisent significativement l'activité économique et entraîneront une récession économique dans de nombreux pays. Les risques de nouveaux épisodes de confinement (en cas notamment de nouvelles vagues épidémiques) de même qu'un rattrapage trop lent de la demande pourraient accroître l'ampleur et la durée de ces récessions. Ceci, combiné à un haut niveau d'endettement des États et des entreprises, pourrait constituer un frein à la reprise et avoir des répercussions négatives importantes sur la qualité des contreparties du Groupe et le niveau des prêts non performants, octroyés aux entreprises et aux particuliers.

Au sein du portefeuille Entreprises, les secteurs les plus susceptibles d'être impactés à ce jour concernent notamment les secteurs automobile (1,0 % de l'exposition totale du Groupe au 30 juin 2020), du tourisme (0,6 % de l'exposition totale du Groupe), du transport aérien et de l'aéronautique (moins de 0,5 % de l'exposition totale du Groupe) et le transport maritime (moins de 1 % de l'exposition totale du Groupe). Le secteur pétrolier et gazier a été impacté très fortement par une baisse de la demande liée à la pandémie et par les actions initialement non coordonnées sur l'offre de la part de plusieurs pays producteurs tels que les pays de l'OPEP et la Russie, entraînant une forte chute des prix du baril ainsi qu'une importante volatilité des cours. Au sein du portefeuille Entreprises, ce secteur représentait environ 2,1 % de l'exposition totale du Groupe au 30 juin 2020.

Ce contexte a entraîné sur le premier semestre une augmentation significative du coût du risque du Groupe. Cette hausse tient compte de la modification de nos perspectives futures en accord avec les principes IFRS 9. Le coût du risque en 2020 est naturellement attendu à un niveau plus élevé que les années précédentes.

À titre d'information, le coût du risque s'établit à 97 points de base au deuxième trimestre 2020. Un coût du risque est attendu sur l'année 2020 dans le bas de la fourchette 70 pb – 100 pb. Au 30 juin 2020, le taux de créances douteuses s'établit à 3,2 %.

Les résultats et la situation financière du Groupe ont été affectés par les évolutions défavorables des marchés financiers dus à la crise liée à la Covid-19 observées en mars et avril 2020 (volatilités extrêmes, forte baisse des marchés actions et indices, tensions sur les spreads, baisse brutale et inattendue des dividendes, etc.). Ces conditions exceptionnelles ont affecté notamment la gestion des produits structurés sur actions. À titre d'illustration, les encours pondérés du risque (RWA) liés au risque de marché sont ainsi en hausse de 19 % sur le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 par rapport à la situation à fin décembre 2019, à 21 milliards d'euros.

La situation s'est depuis améliorée sur les marchés financiers à la suite des plans de relance annoncés par le gouvernement, des politiques accommodantes des banques centrales et d'un déconfinement progressif, mais la perspective de nouvelles vagues épidémiques et les incertitudes associées pourraient se traduire par un nouvel impact négatif sur les activités de marché du Groupe : baisse d'activité, hausse des coûts de couverture, pertes de trading, augmentation des réserves pour risque de marché, réduction de la liquidité sur certains marchés, pertes opérationnelles liées aux activités de marché, etc.

À titre d'information, les activités de Marché et Services aux Investisseurs, qui concentrent l'essentiel des risques de marché du Groupe, représentent 1,8 milliards d'euros de produit net bancaire, soit 17 % des revenus globaux du Groupe au premier semestre 2020.

Les mesures de confinement ont amené le Groupe à recourir massivement au travail à distance, y compris sur une partie significative de ses activités de marché. Ce fonctionnement en réponse immédiate à la situation de crise accroît le risque d'incidents opérationnels et le risque de cyber-attaque. L'ensemble du personnel reste par ailleurs sujet au risque sanitaire au niveau individuel, avec des impacts potentiels en termes d'organisation et de continuité de l'activité en cas d'absence prolongée.

L'environnement inédit généré par la crise liée à la Covid-19 pourrait altérer le résultat des modèles utilisés au sein du Groupe (notamment en matière de valorisation des actifs et d'évaluation des exigences de fonds propres au titre du risque de crédit), du fait notamment d'un calibrage effectué sur des périodes non comparables à la crise actuelle ou d'hypothèses qui ne seraient plus plausibles, conduisant les modèles au-delà de leur zone de validité. La baisse de performance temporaire et le recalibrage de ces modèles pourraient avoir un impact sur le résultat du Groupe.

Suite à la recommandation de la Banque centrale européenne le 27 mars 2020 aux institutions financières de la zone euro de suspendre les distributions de dividendes et les rachats d'actions à la lumière de la pandémie de Covid-19 jusqu'à octobre 2020 au moins, le Conseil d'administration du 31 mars 2020 a décidé de supprimer le versement du dividende prévu au titre de l'exercice 2019. La Banque centrale européenne (BCE) a étendu le 28 juillet 2020 sa recommandation faite aux banques de ne pas verser de dividendes et de ne pas racheter d'actions avant janvier 2021. La BCE examinera si cette orientation reste nécessaire au quatrième trimestre 2020, en tenant compte de l'environnement économique, de la stabilité du système financier et de la fiabilité de la planification des fonds propres. Au cours du deuxième semestre 2020, le Conseil d'administration proposera des orientations en matière de distribution aux actionnaires. Par ailleurs, dans le cadre des mesures et des actions de soutien mises en place par les banques centrales et les gouvernements, des restrictions ou des recommandations supplémentaires en matière de gestion de ses activités, de politique de distribution ou d'allocation du capital pourraient être émises. Enfin, de futures restrictions de versement de dividendes, notamment sous la pression de l'opinion publique, ne peuvent pas être exclues à ce stade.

L'incertitude quant à la durée et à l'ampleur de la pandémie de Covid-19 rend difficile la prévision de l'impact sur l'économie mondiale. Les conséquences sur le Groupe dépendront de la durée de la pandémie, des mesures prises par les gouvernements et banques centrales et de l'évolution du contexte sanitaire mais également économique, financier et social.

### **1.1.2 Le contexte économique et financier mondial, ainsi que le contexte des marchés sur lesquels le Groupe opère, pourraient avoir un impact significatif sur les activités du Groupe, sa situation financière et ses résultats.**

Le Groupe étant un établissement financier d'envergure mondiale, ses activités sont sensibles à l'évolution des marchés financiers et à l'environnement économique en Europe, aux États-Unis et dans le reste du monde. Le Groupe exerçait 47 % de son activité en France (en termes de produit net bancaire 2019), 34 % en Europe, 6 % sur la zone Amériques et 13 % dans le reste du monde. Le Groupe pourrait être confronté à des détériorations significatives des conditions de marché et de l'environnement économique résultant notamment de crises affectant les marchés de capitaux ou du crédit, de contraintes de liquidité, de récessions régionales ou mondiales, d'une volatilité importante des cours des matières premières (notamment le pétrole), des taux de change ou des taux d'intérêt, de l'inflation ou de la déflation, de dégradations de la notation, de restructurations ou de défauts des dettes souveraines ou privées, ou encore d'événements géopolitiques (tels que des actes terroristes ou des conflits armés). De tels événements, qui peuvent intervenir de manière brutale et dont les effets pourraient ne pas être anticipés et couverts, pourraient affecter de manière ponctuelle ou durable les conditions dans lesquelles évolue le Groupe et avoir un effet défavorable significatif sur sa situation financière, son coût du risque et ses résultats.

La situation liée à la crise de la Covid-19 constitue un facteur aggravant de ces risques et constitue la principale source d'incertitude. Elle est détaillée dans la section 1.1.1 *La pandémie de coronavirus (Covid-19) et ses conséquences économiques pourraient affecter négativement l'activité et la performance financière du Groupe.*

Au cours des dernières années, les marchés financiers ont ainsi connu des perturbations significatives résultant de l'inquiétude sur la trajectoire de la dette souveraine de plusieurs pays de la zone euro, le Brexit (se référer au facteur de risque *Le Brexit et son impact sur les marchés financiers et l'environnement économique pourraient avoir des répercussions sur l'activité et les résultats du Groupe*), la persistance des tensions commerciales et politiques (notamment entre les États-Unis et la Chine), les craintes d'un ralentissement cyclique de la croissance (notamment en Chine). La crise liée à la pandémie de Covid-19 est de nature inédite et ses effets potentiels sur les marchés peuvent encore être à venir. Ces éléments sont susceptibles d'affaiblir plusieurs secteurs économiques et par conséquent la qualité de crédit des acteurs concernés, ce qui pourrait affecter négativement les activités et les résultats du Groupe. Les risques géopolitiques restent par ailleurs toujours élevés et l'accumulation des différents risques est une source supplémentaire d'instabilité qui pourrait également peser sur l'activité économique et la demande de crédit, tout en augmentant la volatilité des marchés financiers.

La période prolongée de taux d'intérêt bas en zone Euro et aux États-Unis, sous l'effet de politiques monétaires accommodantes, a affecté, et pourrait continuer d'affecter, la marge nette d'intérêt du Groupe (qui s'élève à 1,9 milliard d'euros au premier semestre 2020 pour la Banque de détail en France). De plus, cet environnement de taux d'intérêt bas tend à entraîner une hausse de l'appétit pour le risque de certains acteurs du système bancaire et financier, des primes de risques faibles par rapport à leur moyenne historique et des niveaux de valorisation élevés de certains actifs. Le ralentissement économique en cours pourrait alors révéler des prises de risques excessives.

Par ailleurs, l'environnement de liquidité abondante qui a été à la base de l'accélération de la croissance du crédit en zone euro et notamment en France pourrait conduire à des mesures supplémentaires de régulation par les autorités de supervision afin de limiter l'octroi de crédits ou de protéger davantage les banques contre un retournement du cycle financier. Enfin, la hausse ou l'accumulation de risques géopolitiques et politiques (notamment au Moyen-Orient) est une source d'incertitude supplémentaire qui pourrait peser, en cas de conflit militaire, sur l'activité économique mondiale et la demande de crédit, tout en renforçant la volatilité des marchés financiers.

Les résultats du Groupe sont particulièrement exposés aux conditions économiques, financières et politiques des principaux marchés sur lesquels le Groupe est présent.

Au 30 juin 2020, les expositions EAD aux risques de crédit et de contrepartie du Groupe sont concentrées à hauteur de 90 % sur l'Europe et les États-Unis, avec une exposition prépondérante sur la France (46 % des EAD). Les autres expositions concernent l'Europe de l'ouest, hors France (à hauteur de 22 %), l'Amérique du nord (à hauteur de 14 %), l'Europe de l'Est, partie de l'Union européenne (à hauteur de 6 %) et l'Europe de l'Est hors Union européenne (à hauteur de 2 %).

En France, principal marché du Groupe, la bonne performance en termes de croissance durant la période 2016-2019 et les taux d'intérêt bas ont favorisé la reprise sur le marché de l'immobilier. Un retournement de l'activité dans ce secteur pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la valeur des actifs et l'activité du Groupe, se traduisant par une baisse de la demande de prêts et par une hausse des prêts non-performants.

Le Groupe exerce également des activités sur des marchés émergents tels que la Russie (2 % des expositions aux risques de crédit et de contrepartie du Groupe au 30 juin 2020) ou l'Afrique/Moyen-Orient (4 % des expositions crédit du groupe au 30 juin 2020). Un changement significatif défavorable du contexte politique, macro-économique ou financier de ces marchés émergents pourrait peser négativement sur

l'activité, les résultats et la situation financière du Groupe. Ces marchés peuvent être affectés par des facteurs d'incertitudes et des risques spécifiques tels que la baisse marquée des prix du pétrole depuis la pandémie de Covid-19 qui, si elle devait perdurer au-delà de plusieurs trimestres viendrait détériorer la santé financière des pays producteurs. La correction des déséquilibres macro-économiques ou budgétaires qui en résulteraient pourrait être imposée par les marchés avec un impact sur la croissance et le taux de change. Une autre source d'incertitude résulte de l'imposition de sanctions internationales vis-à-vis de certains pays comme la Russie. À plus long terme, la transition énergétique vers une économie « bas carbone » pourrait affecter les producteurs d'énergies fossiles, les secteurs d'activité fortement consommateurs d'énergie et les pays qui en dépendent. En outre, les activités de marchés de capitaux (y compris de change) et de trading de titres sur les marchés émergents peuvent être plus volatiles que dans les pays développés, et être exposées à des risques particuliers tels que l'instabilité politique et la volatilité des devises. Ces éléments pourraient avoir un effet défavorable significatif sur l'activité et les résultats du Groupe.

### 1.1.3 La non réalisation par le Groupe de son plan stratégique et de ses objectifs financiers communiqués au marché pourrait avoir un effet défavorable sur son activité, ses résultats et sur la valeur de ses instruments financiers.

Le 28 novembre 2017, le Groupe a communiqué un plan stratégique et financier pour la période 2017-2020. Ce plan prévoit un certain nombre d'initiatives, notamment la mise en œuvre par le Groupe d'une accélération de la transformation digitale de son modèle économique, la rationalisation du réseau d'agences de la Banque de détail en France, l'exécution du programme de recentrage des activités, l'amélioration de l'efficacité opérationnelle, le renforcement de son dispositif de contrôle interne et l'ancrage de la culture de responsabilité.

Ce plan stratégique repose sur un certain nombre d'hypothèses, notamment relatives au contexte macroéconomique et au développement de ses activités. La non-réalisation de ces hypothèses (y compris en cas de matérialisation d'un ou plusieurs des risques décrits dans cette section) ou la survenance d'événements non anticipés pourraient compromettre l'atteinte des objectifs du plan et avoir un effet défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats et sur la valeur de ses instruments financiers. Dans le cadre de sa communication financière, le Groupe est amené à régulièrement faire état de l'exécution de ces objectifs.

Compte tenu des incertitudes liées à l'ampleur et à la durée de la pandémie de Covid-19, le Groupe travaille à l'analyse de scénarios potentiels et de leurs impacts sur ses résultats, ainsi qu'à d'éventuelles mesures correctrices. Dans le respect des recommandations de l'Autorité des marchés financiers et dans l'attente de la conclusion de ces travaux, le Groupe a suspendu ses objectifs 2020 communiqués le 6 février 2020 dans le cadre de ses résultats annuels 2019.

Lors de la publication des résultats du 1<sup>er</sup> trimestre le 30 avril 2020, le Groupe a communiqué de nouveaux éléments de perspective concernant les frais de gestion, le coût du risque et sa solvabilité en 2020 afin de tenir compte des impacts possibles, avec un niveau d'incertitude important, de la crise sanitaire qui mène à réviser significativement le scénario macroéconomique de 2020. Ces objectifs ont été précisés lors de la publication des résultats du 3 août 2020. Le Groupe anticipe des frais de gestion en 2020, à 16,5 milliards d'euros hors éléments exceptionnels. Le Groupe anticipe, sur l'ensemble de l'année 2020, un coût du risque dans le bas de la fourchette comprise entre 70 et 100 points de base. Le Groupe vise, à fin 2020, un ratio CET1 dans le haut de la fourchette comprise entre 11,5 % et 12,0 %.

Le Groupe vise une position de leader bancaire dans le domaine de la finance responsable à travers, entre autres :

- un nouvel engagement à lever 120 milliards d'euros pour la transition énergétique entre 2019 et 2023 (dont 100 milliards d'euros d'émissions d'obligations durables et 20 milliards d'euros consacrés au secteur des énergies renouvelables sous forme de conseil et de financement) ;

- une sortie totale du charbon thermique programmée ;
- la signature en tant que co-fondateur des Principes pour un secteur bancaire responsable (*Principles for Responsible Banking*), à travers desquels le Groupe s'engage à aligner stratégiquement son activité sur les Objectifs de Développement Durable fixés par les Nations Unies et l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Ces mesures (ou des mesures similaires susceptibles d'être prises à l'avenir) pourraient dans certains cas réduire le résultat réalisé dans les secteurs concernés.

### 1.1.4 Le Groupe est soumis à un cadre réglementaire étendu dans les pays où il est présent et les modifications de ce cadre réglementaire pourraient avoir un effet négatif sur l'activité, la situation financière, les coûts du Groupe et l'environnement financier et économique dans lequel il opère.

Le Groupe applique les réglementations des juridictions où il exerce ses activités. Cela concerne les réglementations française, européenne, américaine, mais aussi d'autres réglementations locales, compte tenu des activités *cross-border* du Groupe. L'application des réglementations existantes et la mise en œuvre de celles à venir requièrent d'importants moyens qui pourraient peser sur les performances du Groupe. Par ailleurs, le non-respect de la réglementation pourrait se traduire par des sanctions financières, la détérioration de l'image du Groupe, la suspension forcée de ses activités ou le retrait de ses agréments. À titre d'illustration, les expositions aux risques de crédit et de contrepartie (*Exposure at Default* ou EAD) sur la France, l'Union européenne à 27 États membres (dont la France) et les États-Unis représentent respectivement 46 %, 66 % et 13 % au 31 décembre 2019.

Parmi les réglementations récentes qui ont une influence significative sur le Groupe :

- la mise en œuvre des réformes prudentielles, notamment dans le cadre de la finalisation des accords de Bâle, y compris la *Fundamental Review of the Trading Book* et l'initiative *IRB repair* (dont la nouvelle définition des défauts), pourrait se traduire par un renforcement des exigences de capital et de liquidité, une révision des standards relatifs aux calculs des encours de risque pondérés et une restriction de l'usage des modèles internes pour le calcul des exigences de fonds propres ;
- aux États-Unis, la mise en œuvre de la loi Dodd-Frank n'a pas encore été finalisée et des réglementations supplémentaires restent à prévoir (et notamment les nouveaux règlements de la *Securities and Exchange Commission* ou SEC). Ces évolutions pourraient notamment avoir un impact sur les activités de marché du Groupe aux États-Unis ;
- l'évolution constante de l'encadrement juridique et réglementaire relatif aux activités sur les marchés financiers (tels que les règlements et directives européens EMIR, MIFID 2, MIFIR ou la réglementation américaine Volcker) accroît les obligations du Groupe, notamment en matière de transparence et de *Reporting*. Ce contexte réglementaire, auquel s'ajoute le renforcement des contrôles exercés par différentes autorités, européennes et américaines notamment, pourrait avoir un impact significatif sur l'exercice de certaines des activités du Groupe, comme l'obligation de compenser certaines de ses opérations sur produits dérivés ou l'introduction de collatéral complémentaire ;
- des nouvelles mesures européennes visant à assainir le bilan des banques au travers d'une gestion active des créances non performantes (*Non-Performing Loans* ou NPLs) qui conduisent à une hausse des exigences prudentielles et nécessitent une adaptation de la stratégie du Groupe en matière de gestion des NPLs. Des dispositions réglementaires additionnelles (comme indiquées dans les *Guidelines* de l'Autorité Bancaire Européenne) dont la portée reste à déterminer, sont envisagées pour définir un cadre de bonnes pratiques d'octroi et de suivi des prêts ;



- le renforcement des exigences du superviseur (*via* l'adoption des meilleures pratiques) au sein du *Single Supervisory Mechanism* (SSM) pourrait peser sur les coûts de gestion et les niveaux d'encours pondérés des risques issus des modèles internes ;
- un renforcement des dispositions relatives au contrôle interne ainsi qu'aux règles de gouvernance et de bonne conduite du Groupe, avec un impact potentiel sur les coûts ;
- le renforcement des exigences en matière de qualité et de protection des données et un renforcement potentiel des exigences en matière de cyber-résilience en lien avec la consultation *Digital operational resilience framework for financial services* lancée par la Commission européenne en décembre 2019 ;
- les considérations autour de la finance durable dans l'agenda politique et réglementaire européen avec une incertitude sur la prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux dans le processus de surveillance et d'évaluation prudentielle (*Supervisory Review and Evaluation Process* – SREP) ainsi que sur le calcul de l'exigence en fonds propres prudentiels des établissements de crédit pour le Groupe ;
- le renforcement du régime de prévention et de résolution des crises prévue par la Directive communément appelée Directive sur le Redressement et la Résolution des Banques du 15 mai 2014 (DRRB), telle que révisée, donne pouvoir au Conseil de Résolution Unique (CRU) d'entamer une procédure de résolution lorsque le point de non-viabilité est atteint qui pourrait, afin de limiter le coût supporté par les contribuables, faire porter les pertes en priorité aux créanciers et actionnaires du Groupe. En cas de déclenchement du mécanisme de résolution, le Groupe pourrait notamment se voir contraint de céder certaines de ses activités, à modifier les conditions d'utilisation de ses instruments de dette, à émettre de nouveaux instruments de dette ou encore consentir à la dépréciation de ses instruments de dette, ou à leur conversion en titres de capital. Par ailleurs, la contribution du Groupe au financement annuel du Fonds de Résolution Unique (FRU) est significative et sera en croissance graduelle continue jusqu'à 2023, 2024 étant l'année où ce fonds sera pleinement doté. La contribution du Groupe aux mécanismes de résolution bancaire est détaillée en p.427 du Document d'Enregistrement Universel 2020.

De futures obligations légales et réglementaires pourraient par ailleurs s'imposer au Groupe, telles que :

- la poursuite en France de mesures consuméristes pesant sur les banques de détail (limitation des frais bancaires sur les particuliers avec des demandes d'élargissement aux TPE, PME, mesures de protection des clientèles vulnérables, souhait de responsabilités élargies des conseillers de clientèle sur les enjeux de société (égalité homme/femme, conseil à la transition énergétique, etc.)) ;
- l'obligation potentielle (à l'échelle européenne) d'ouvrir davantage les compte bancaires (livrets d'épargne, investissements) à des prestataires tiers et/ou de mettre en commun des données relatives aux clients.

Le Groupe est également soumis à des règles fiscales complexes dans les différents pays dans lesquels il intervient. Des changements dans les règles fiscales applicables, l'incertitude sur l'interprétation de tels changements ou leurs impacts peuvent avoir un effet négatif sur l'activité, la situation financière et les coûts du Groupe.

Par ailleurs, en tant que banque internationale, traitant notamment des opérations avec des *US persons*, libellées en dollar américain, ou faisant intervenir une institution financière américaine, le Groupe est soumis aux législations et réglementations américaines relatives notamment au respect des sanctions économiques, à la lutte contre la corruption et aux abus de marché. Plus généralement, dans le cadre de ces accords avec les autorités américaines et françaises, le Groupe s'est engagé à mettre en place, *via* un programme et une organisation

dédiée, des actions correctrices visant à remédier aux défaillances constatées, remédiation dont le coût sera significatif et à renforcer son programme de conformité. Le Groupe serait exposé à un risque (i) de sanctions administratives, incluant des amendes, une suspension de l'accès aux marchés américains, voire des retraits d'agrément, (ii) de poursuites pénales, et (iii) d'atteinte à sa réputation, dans l'hypothèse où serait constaté un manquement aux lois et réglementations américaines concernées, ou une violation des engagements pris par le Groupe dans le cadre de ces accords.

Au 30 juin 2020, le Groupe présente un montant de fonds propres CET1 de 44,5 milliards d'euros (pour un ratio CET1 de 12,3 %<sup>(1)</sup>) et un montant de fonds propres réglementaires globaux de 60,7 milliards d'euros (pour un ratio global de 17,7 %).

#### 1.1.5 Le Brexit et son impact sur les marchés financiers et l'environnement économique pourraient avoir des répercussions sur l'activité et les résultats du Groupe.

La loi sur l'accord de retrait du Royaume-Uni (*Withdrawal Agreement Act*) est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2020, confirmant ainsi le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

La période de transition au cours de laquelle le Royaume-Uni et l'Union européenne définiront l'avenir de leurs relations a commencé le 1<sup>er</sup> février 2020 et doit se terminer le 31 décembre 2020. Suite à l'annonce faite par le gouvernement britannique et l'UE le 15 juin 2020, le Royaume-Uni a confirmé sa décision de ne pas prolonger la période de transition ; cette décision devait être prise avant le 1<sup>er</sup> juillet 2020. Le gouvernement britannique a déclaré qu'il avait l'intention « d'intensifier les pourparlers » en vue de parvenir à un accord commercial d'ici fin 2020. Compte tenu de la lenteur des progrès réalisés à ce jour, la possibilité d'un Brexit "sans accord" subsiste dans le cas où aucun accord commercial n'est conclu et où aucune prolongation de la période de transition n'est décidée.

Au 31 décembre 2019, le Groupe porte une exposition de crédit (*Exposure at Default*) de 38 milliards d'euros sur le Royaume-Uni (soit 4 % des expositions de crédit du groupe). Au-delà d'un impact direct sur notre exposition de crédit au Royaume-Uni, le Brexit est susceptible, selon les scénarios envisagés, de perturber considérablement l'économie et les marchés financiers européens et mondiaux et ainsi d'avoir des répercussions sur l'ensemble de l'activité et des résultats du Groupe.

#### 1.1.6 Une intensification de la concurrence, par des acteurs bancaires et non bancaires, pourrait avoir un effet défavorable sur l'activité et les résultats du Groupe, tant sur son marché domestique français qu'à l'international.

Du fait de son activité internationale, le Groupe est confronté à une concurrence intense sur les marchés locaux et mondiaux dans lesquels il opère, que ce soit de la part d'acteurs bancaires ou non bancaires. À ce titre, le Groupe est exposé au risque de ne pas parvenir à conserver ou développer ses parts de marché dans ses différentes activités. Cette concurrence peut également conduire à une pression sur les marges, préjudiciable à la rentabilité de ses activités.

En France et sur les autres marchés principaux dans lequel le Groupe exerce ses activités, la présence d'importants acteurs bancaires et financiers locaux, ainsi que l'émergence de nouveaux acteurs (notamment des banques et prestataires de services financiers en ligne) ont intensifié la concurrence sur la quasi-totalité des produits et des services proposés par le Groupe (notamment nos activités de banque en ligne, avec Boursorama qui comptait 2 100 000 clients à fin 2019). Sous l'impulsion de nouveaux acteurs comme les *fintechs*, de nouveaux services, automatisés, évolutifs et basés sur de nouvelles technologies (telle que la *blockchain*) se développent rapidement et modifient fondamentalement la relation des consommateurs avec les prestataires de services financiers, ainsi que la fonction de réseaux traditionnels d'agences bancaires. La concurrence avec ces nouveaux

(1) Ratios hors phasage d'IFRS 9 (ratio de CET1 de 12,5% incluant 20 pb au titre du phasage d'IFRS 9).

acteurs pourrait également être exacerbée par le développement de substituts à la monnaie banque centrale (crypto-devises, monnaie digitale banque centrale, etc.). Dans ce contexte, des investissements complémentaires pourraient être nécessaires pour que le Groupe soit en mesure de proposer de nouveaux services innovants et d'être compétitif face à ces nouveaux acteurs.

Les mouvements de concentration dans le secteur des services financiers pourraient permettre aux concurrents du Groupe de renforcer leurs capitaux, leurs ressources, et leur capacité à offrir une gamme de services financiers plus étendue. Par ailleurs, la

concurrence s'accroît avec l'émergence d'acteurs non bancaires qui, dans certains cas, peuvent être avantagés par une réglementation plus souple et notamment moins exigeante en termes de fonds propres.

Pour répondre à ces défis, le Groupe a mis en place une stratégie, notamment en matière de développement des technologies digitales et de mise en place de partenariats commerciaux ou capitalistiques avec ces nouveaux acteurs (telle que la plate-forme proposant des investissements verts Lumo). Cette intensification de la concurrence pourrait toutefois avoir un effet défavorable sur l'activité et les résultats du Groupe, tant sur le marché français qu'à l'international.

## 1.2 RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

Les actifs pondérés (RWA) soumis aux risques de crédit et de contrepartie s'élèvent à 291,9 milliards d'euros au 30 juin 2020.

### 1.2.1 Le Groupe est exposé à des risques de contrepartie et de concentration susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité du Groupe, sa situation financière et ses résultats.

Du fait de ses activités de financement ou ses activités de marché, le Groupe est exposé de manière importante au risque de crédit et de contrepartie. Le Groupe pourrait ainsi subir des pertes en cas de défaillance d'une ou plusieurs contreparties, notamment si le Groupe rencontrait des difficultés juridiques ou autres pour exercer ses sûretés ou si la valeur de ces sûretés ne permettait pas de couvrir intégralement l'exposition en cas de défaut. Malgré la vigilance mise en œuvre par le Groupe, visant à limiter les effets de concentration de son portefeuille d'expositions crédit, il est possible que des défaillances de contreparties soient amplifiées au sein d'un même secteur économique ou d'une région du monde par des effets d'interdépendances de ces contreparties. Par ailleurs, certains secteurs économiques pourraient à plus long terme être particulièrement affectés par les mesures mises en place pour favoriser la transition énergétique ou par les risques physiques liés au changement climatique.

Ainsi, le défaut d'une ou plusieurs contreparties importantes du Groupe pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son coût du risque, ses résultats et sa situation financière.

À titre d'information, au 31 décembre 2019, l'exposition du Groupe au risque de crédit (EAD, hors risque de contrepartie) est de 801 milliards d'euros avec la répartition suivante par type de contrepartie : 32 % sur les entreprises, 24 % sur les souverains, 25 % sur la clientèle de détail et 7 % sur les établissements de crédit et assimilés. Les actifs pondérés par les risques (RWA) au titre du risque de crédit s'élèvent à 264 milliards d'euros.

S'agissant des risques de contrepartie résultant des opérations de marché (hors CVA), à fin décembre 2019, la valeur exposée (EAD) est de 118 milliards d'euros, principalement sur les établissements de crédit et assimilés (42 %) et les entreprises (38 %), et dans une moindre mesure les souverains (20 %). Les actifs pondérés par les risques (RWA) au titre du risque de contrepartie sont de 16 milliards d'euros.

Les principaux secteurs auxquels le Groupe était exposé sur son portefeuille Entreprises à fin décembre 2019 sont les secteurs Activités financières (à hauteur de 17 % de l'exposition), les Services aux entreprises (11 %), les Activités immobilières (10 %), le Commerce de gros (7 %), le secteur Transports, postes, logistique (7 %), le secteur Pétrole et gaz (6 %) et les Services collectifs (6 %).

Par ailleurs, les secteurs particulièrement impactés par la crise liée à la Covid-19 sont mentionnés dans le facteur de risque 1.1.1 *La pandémie de coronavirus (Covid-19) et ses conséquences économiques pourraient affecter négativement l'activité et la performance financière du Groupe.*

En termes de concentration géographique, les cinq principaux pays sur lesquels le Groupe est exposé au 31 décembre 2019 sont la France (pour 45 % de l'EAD totale Groupe, portant principalement sur la Clientèle de détail et les Entreprises), les États-Unis (pour 14 % de l'EAD, portant principalement sur les Entreprises et les souverains), la République tchèque (pour 5 % de l'EAD totale Groupe, portant principalement sur la clientèle de détail, les entreprises et les souverains), le Royaume-Uni (pour 4 % de l'EAD, portant principalement sur les entreprises et les établissements de crédit), et l'Allemagne (pour 4 % de l'EAD totale Groupe, portant principalement sur les entreprises et les établissements de crédit).

Pour plus de détails sur le risque de crédit et de contrepartie, voir la section 4.5.6 *Informations quantitatives* du Document d'Enregistrement Universel 2020.

### 1.2.2 La solidité financière et le comportement des autres institutions financières et acteurs de marché pourraient avoir un effet défavorable sur l'activité du Groupe.

À titre d'information, au 31 décembre 2019, l'exposition (EAD) du Groupe aux risques de crédit et de contrepartie sur les Établissements financiers s'élève à 107 milliards d'euros, soit 12 % de l'EAD au risque de crédit du Groupe.

Les institutions financières constituent des contreparties importantes du Groupe sur les marchés de capitaux et les marchés interbancaires. Les établissements financiers sont étroitement liés, en raison notamment de leurs activités de marché, de compensation, de contrepartie et de financement. La défaillance d'un ou plusieurs acteurs du secteur ou une crise de confiance affectant un ou plusieurs acteurs peut entraîner par un effet de contagion une contraction généralisée de la liquidité sur le marché ou des défaillances en chaîne.

Le Groupe est également exposé aux chambres de compensation et à leurs membres du fait de l'augmentation des opérations traitées au travers de ces institutions. À titre d'information, l'exposition du Groupe aux chambres de compensation s'élevait à 32 milliards d'euros d'EAD au 31 décembre 2019. Le défaut d'une chambre de compensation ou de l'un de ses membres pourrait générer des pertes pour le Groupe et avoir un effet défavorable sur les activités et les résultats du Groupe.

### 1.2.3 Un provisionnement tardif ou insuffisant des expositions de crédit pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats du Groupe et sa situation financière.

Le Groupe comptabilise régulièrement des provisions au titre des créances douteuses dans le cadre de son activité de financement, afin d'anticiper l'occurrence des pertes. Le montant des provisions repose sur la meilleure évaluation à date du taux de recouvrement des créances concernées. Cette évaluation s'appuie sur l'analyse de la situation actuelle et prospective de l'emprunteur ainsi que sur l'analyse de la valeur et des perspectives de recouvrement de la créance, en tenant compte des sûretés éventuelles. Dans certains cas (prêts aux clients individuels), la méthode de provisionnement peut faire appel à des modèles statistiques reposant sur l'analyse des historiques des pertes et de recouvrement. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Groupe comptabilise en outre des provisions sur encours sains en application de la norme comptable IFRS 9. Cette évaluation repose sur des modèles statistiques d'évaluation des probabilités de défaut et des pertes possibles en cas de défaut qui tiennent compte d'une analyse prospective sur la base de scénarios macroéconomiques.

Les principes de la norme comptable IFRS 9 et les modèles de provisionnement peuvent s'avérer procycliques en cas de détérioration marquée et brutale de l'environnement, ce qui s'est traduit par une charge importante en termes de coût net du risque sur le premier semestre 2020 en anticipation des dégradations à venir sur la base d'une approche multi scénarios économiques. Une telle aggravation du contexte pourrait encore entraîner une variation significative et/ou non totalement anticipée du coût du risque et donc des résultats du Groupe.

Au 30 juin 2020, le stock de provisions relatif aux encours (bilan et hors-bilan) s'élève à 3,2 milliards d'euros sur les actifs sains et à 10 milliards d'euros sur les actifs en défaut. Les encours provisionnables en défaut (étape 3 en IFRS 9) représentent 18,7 milliards d'euros, dont 55 % sur la France, 18 % sur la zone Afrique et Moyen-Orient et 13 % sur la zone Europe de l'ouest (hors France). Le taux brut d'encours douteux au bilan représente 3,2 % et le taux de couverture brut de ces encours s'élève à environ 54 %. A titre d'information, le coût du risque s'établit à 81 points de base au premier semestre 2020, contre un coût du risque de 25 points de base sur l'année 2019.

## 1.3 RISQUES DE MARCHÉ ET STRUCTURELS

Le risque de marché correspond au risque de pertes de valeur d'instruments financiers, résultant des variations de paramètres de marché, de la volatilité de ces paramètres et des corrélations entre ces paramètres. Les paramètres concernés sont notamment les taux de change, les taux d'intérêt, ainsi que les prix des titres (actions, obligations) et des matières premières, des dérivés et de tout autre actif.

### 1.3.1 L'évolution et la volatilité des marchés financiers peuvent avoir un impact défavorable significatif sur l'activité et les résultats des activités de marché du Groupe.

Dans le cadre de ses activités de marché, le Groupe est exposé à un « risque de marché ». À titre d'information, les activités de Marché et Services aux Investisseurs, qui concentrent l'essentiel des risques de marché du Groupe, représentent 1,8 milliards d'euros de produit net bancaire au premier semestre 2020, soit 17 % des revenus globaux du Groupe. Au 30 juin 2020, les encours pondérés (RWA) soumis au risque de marché s'élèvent à 21 milliards d'euros (soit 6 % du total des encours pondérés du groupe).

La volatilité des marchés financiers peut avoir un effet défavorable significatif sur les activités de marchés de capitaux du Groupe. En particulier :

- une volatilité importante sur une longue période peut entraîner des corrections sur les actifs risqués et générer des pertes pour le Groupe ;
- un changement brutal du niveau de volatilité peut rendre difficiles ou plus coûteuses les couvertures de certains produits structurés et ainsi augmenter le risque de perte pour le Groupe.

Au cours des dernières années, les marchés ont subi d'importantes perturbations avec une volatilité élevée (la crise liée à la Covid-19 étant le dernier exemple en date, cf. éléments spécifiés dans le facteur de risque 1.1.1 *La pandémie de coronavirus (Covid-19) et ses conséquences économiques pourraient affecter négativement l'activité et la performance financière du Groupe*), qui pourraient se reproduire à l'avenir et se traduire par des pertes significatives sur les activités de

marchés du Groupe. Ces pertes pourraient s'étendre à de nombreux produits de *trading* et de couverture, notamment aux contrats de *swap*, *forward* et *future*, aux options et aux produits structurés.

Dans le cas où un environnement de volatilité bas émerge, reflétant un sentiment globalement optimiste sur les marchés et/ou la présence de vendeurs systématiques de volatilité, des risques accrus de correction sont également présents, notamment si les principaux acteurs du marché ont des positions similaires sur certains produits. De telles corrections pourraient se traduire par des pertes significatives sur les activités de marché du Groupe.

La volatilité des marchés financiers rend difficiles les prévisions de tendances et la mise en œuvre de stratégies de *trading* efficaces et augmente également le risque de perte sur les positions nettes acheteuses lorsque les prix baissent et, à l'inverse, sur les positions nettes vendeuses lorsque les prix augmentent. Ces pertes pourraient avoir un effet défavorable significatif sur les résultats et la situation financière du Groupe.

L'évaluation et l'encadrement des risques de marché dans le Groupe reposent sur un ensemble d'indicateurs de risque permettant d'évaluer les pertes potentielles encourues à divers horizons de temps et niveaux de probabilité donnés, en définissant divers scénarios d'évolution des paramètres de marché impactant les positions du Groupe. Ces scénarios sont basés sur des observations historiques ou sont définis de façon théorique. Cependant ces approches de gestion du risque reposent sur un ensemble d'hypothèses et de raisonnements qui pourraient se révéler inadaptés dans certaines configurations ou en cas de survenance d'événements non anticipés, avec pour conséquence une sous-évaluation potentielle des risques et un impact négatif significatif sur le résultat des activités de marché.

Par ailleurs, en cas de dégradation de la situation des marchés, le Groupe pourrait connaître un déclin du volume des transactions réalisées pour le compte de ses clients, conduisant à une diminution des revenus générés par cette activité et notamment des commissions perçues.

### 1.3.2 La variation des taux d'intérêt pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats de la banque de détail.

Le Groupe réalise une part importante de ses résultats sous forme de marge nette d'intérêt et reste à ce titre fortement exposé aux fluctuations des taux d'intérêt ainsi qu'aux changements de la courbe des taux, notamment dans ses activités de Banque de détail. Les résultats du Groupe sont donc sensibles à l'évolution des taux d'intérêt en Europe et sur d'autres marchés sur lesquels le Groupe est présent. En Europe, en particulier, un environnement prolongé de taux d'intérêt bas, voire négatifs, a affecté et pourrait continuer d'affecter de manière défavorable les résultats de la banque de détail du Groupe, principalement en France.

À titre d'information, le produit net bancaire (PNB) de la Banque de détail en France représente 3,6 milliards d'euros au premier semestre 2020.

Pour plus de détails sur les risques structurels de taux, voir le chapitre 3.5 *Risques structurels de taux* et la Note 8.1 *Information sectorielle* du chapitre 6 du Document d'Enregistrement Universel 2020.

### 1.3.3 Les fluctuations des taux de change pourraient impacter de manière négative les résultats du Groupe.

Du fait de ses activités internationales et de son implantation géographique dans de nombreux pays, les revenus et charges du Groupe ainsi que ses actifs et passifs sont libellés dans différentes devises, ce qui l'expose au risque de variations des taux de change.

Le Groupe publie ses états financiers consolidés en euros, devise dans laquelle sont libellées la plupart de ses dettes, ce qui l'expose à un risque de conversion pour les éléments libellés dans d'autres devises, lors de la préparation de ses états financiers consolidés. Les fluctuations des taux de change de ces devises par rapport à l'euro pourraient avoir un effet négatif sur les résultats consolidés, la situation financière et les flux de trésorerie du Groupe. Les variations de taux de change pourraient également affecter de manière négative la valeur (libellée en euros) des investissements du Groupe dans ses filiales hors de la zone euro.

À titre d'information, au 31 décembre 2019, sur un total bilan actif de 1 356 milliards d'euros, 61 % étaient libellés en euros, 19 % en dollars et 4 % en yens.

Voir le chapitre 4.6.5 *Exigences en fonds propres et encours pondérés au titre des risques de marché*, le chapitre 4.8.3 *Risque Structurel de Change* et la Note 8.5 *Opérations en devises* du chapitre 6 du Document d'Enregistrement Universel 2020.

## 1.4 RISQUES OPÉRATIONNELS (Y COMPRIS RISQUE DE CONDUITE INAPPROPRIÉE) ET DE MODÈLES

Au 30 juin 2020, les actifs pondérés soumis aux risques opérationnels du Groupe s'élèvent à 48 milliards d'euros, soit 13 % des RWA totaux du Groupe. Ces encours pondérés portent principalement sur les activités de Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (à hauteur de 67 % du total du risque opérationnel).

Entre 2015 et 2019, le risque opérationnel de Société Générale s'est concentré en moyenne sur cinq catégories de risque, qui représentent 96 % du montant total des pertes opérationnelles du Groupe sur la période : les fraudes et autres activités criminelles (29 %), principalement composées de fraudes externes, les erreurs d'exécution (23 %), les litiges avec les autorités (18 %), les litiges commerciaux (14 %) et les erreurs de *pricing* ou d'évaluation du risque dont le risque de modèle (12 %). Les autres catégories de risque opérationnel du Groupe (activités non autorisées sur les marchés, défaillance des systèmes d'information et pertes des moyens d'exploitation) restent toujours peu significatives, concentrant 4 % des pertes du Groupe en moyenne sur la période 2015 à 2019.

Voir le chapitre 4.7.3 *Mesure du risque opérationnel* du Document d'Enregistrement Universel 2020 pour plus d'informations sur la répartition des pertes opérationnelles.

### 1.4.1 Les risques juridiques auxquels le Groupe est exposé pourraient avoir un effet défavorable significatif sur sa situation financière et ses résultats.

Le Groupe et certains de ses représentants, anciens et actuels, peuvent être impliqués dans diverses actions en justice, notamment des procédures civiles, administratives, fiscales, pénales et arbitrales. La grande majorité de ces procédures s'inscrit dans le cadre de l'activité courante du Groupe. Ces dernières années, le nombre de litiges avec des clients, déposants, créanciers et investisseurs ainsi que le nombre

de procédures intentées contre des intermédiaires financiers comme les banques et les conseillers en investissement ont augmenté, en partie en raison d'un contexte financier difficile. Cette augmentation des litiges a accru le risque, pour le Groupe, de pertes ou de réputation. De telles procédures ou mesures d'application réglementaires pourraient également conduire à des amendes civiles, administratives, fiscales ou pénales qui nuiraient à l'activité du Groupe, ainsi qu'à sa situation financière et son résultat opérationnel.

Lors de la préparation de ses états financiers, le Groupe procède à l'estimation des conséquences des procédures civiles, administratives, fiscales, pénales ou arbitrales dans lesquelles il est impliqué, et enregistre une provision lorsque des pertes liées à ces procédures sont probables et peuvent être raisonnablement estimées. Il est par nature difficile de prévoir le dénouement des litiges et des procédures impliquant les entités du Groupe, en particulier si ceux-ci sont initiés par diverses catégories de plaignants, si le montant des demandes de dommages-intérêts n'est pas précisé ou est indéterminé ou encore s'il s'agit d'une procédure sans précédent. Si ces estimations se révélaient inexactes ou si les provisions enregistrées par le Groupe ne permettraient pas de couvrir les risques liés à ces procédures, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur la situation financière et les résultats du Groupe.

La provision enregistrée dans les comptes du Groupe au titre des litiges de droit public représente 340 millions d'euros au 31 décembre 2019.

Pour une description des procédures en cours les plus significatives, se référer à la section *Risques de non-conformité, litiges*, à la Note 8.3.2 *Autres provisions*, et à la Note 9 *Informations sur les risques et litige* du chapitre 6 du Document d'Enregistrement Universel 2020.

**1.4.2 Une défaillance opérationnelle, une interruption ou un incident d'exploitation affectant les partenaires commerciaux du Groupe, ou une défaillance ou une violation des systèmes d'information du Groupe pourrait avoir un effet défavorable sur l'activité du Groupe, entraîner des pertes et une atteinte à la réputation du Groupe.**

Les systèmes de communication et d'information du Groupe sont cruciaux pour la conduite de ses activités et cette importance est renforcée avec la généralisation de la banque à distance. Tout dysfonctionnement, toute panne, toute interruption de service ou violation de ses systèmes, même brève et temporaire, pourrait entraîner des perturbations importantes dans l'activité du Groupe. De tels incidents pourraient engendrer des coûts significatifs liés à la récupération et à la vérification des informations, une perte de revenus, une perte de clients, des litiges avec les contreparties ou les clients, des difficultés à gérer les opérations de marché et de refinancement court terme et finalement entacher la réputation du Groupe.

Le Groupe est exposé au risque de défaillance opérationnelle ou d'incident d'exploitation sur ses propres systèmes et sur les systèmes de ses partenaires externes, notamment d'intermédiaires financiers auxquels il fait appel pour ses règlements ou transactions sur titres (tels que les agents et chambres de compensation, entreprises de marchés) ainsi que de clients et d'autres intervenants de marché.

L'interconnexion entre les multiples institutions financières et agents et chambres de compensation, entreprises de marché, ainsi que la concentration croissante de ces acteurs, augmente le risque que la défaillance opérationnelle de l'un d'entre eux puisse provoquer une défaillance opérationnelle de l'ensemble du secteur, qui pourrait avoir un impact défavorable sur la capacité du Groupe à conduire ses activités et pourrait dès lors entraîner des pertes. La concentration sectorielle, entre intervenants de marché ou entre intermédiaires financiers, est susceptible d'accroître ce risque dans la mesure où des systèmes complexes et disparates doivent être coordonnés, souvent dans de brefs délais.

Le Groupe est aussi exposé aux risques liés à la cybercriminalité et connaît des tentatives d'intrusion frauduleuse de ses systèmes d'information. Ainsi, chaque année, le Groupe connaît de nombreuses attaques cyber sur ses systèmes, ou *via* ceux de ses clients, partenaires ou fournisseurs. Le Groupe pourrait subir des attaques ciblées et sophistiquées sur son réseau informatique, aboutissant à des détournements de fonds, des pertes, vols ou divulgation de données confidentielles ou de données clients (notamment en violation du règlement européen sur la protection des données (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD)). De tels agissements sont susceptibles d'être à l'origine de pertes opérationnelles et d'avoir un effet défavorable sur l'activité du Groupe et ses résultats.

Voir la partie *Risques liés à la sécurité de l'information* de la section 4.7.1 *Organisation de la gestion du risque opérationnel*, la partie *Données quantitatives* de la section 4.7.3 *Mesure du risque opérationnel* pour un détail des pertes liées au risque opérationnel et la section 4.7.4 *Actifs pondérés et exigences en fonds propres* du Document d'Enregistrement Universel 2020 concernant la répartition des encours pondérés au titre des risques opérationnels par pôle.

Les risques opérationnels spécifiques à la crise liée à la Covid-19 sont par ailleurs mentionnés dans la section 1.1.1 *La pandémie de coronavirus (Covid-19) et ses conséquences économiques pourraient affecter négativement l'activité et la performance financière du Groupe*.

**1.4.3 Une détérioration de la réputation du Groupe pourrait affecter sa position concurrentielle, son activité et sa situation financière.**

L'image de solidité financière et d'intégrité du Groupe est primordiale afin de fidéliser et de développer ses relations avec ses clients et ses autres contreparties dans un contexte hautement concurrentiel. Toute atteinte portée à la réputation du Groupe pourrait entraîner une perte d'activité avec ses clients ou de confiance de la part de ses investisseurs, susceptible d'affecter la position concurrentielle du Groupe, son activité et sa situation financière.

Ainsi, des commentaires négatifs concernant le Groupe, qu'ils soient fondés ou non, pour des faits qui lui sont imputables ou non, pourraient détériorer la réputation du Groupe et affecter sa position concurrentielle.

La réputation du Groupe pourrait également être entachée par des problèmes liés à des faiblesses dans les dispositifs de contrôle visant à surveiller et prévenir les risques opérationnels, de non-conformité, de crédit et de marché, notamment lorsqu'il s'agit de surveiller les comportements inappropriés de ses salariés (corruption, fraude, abus de marchés, évasion fiscale, etc.), le risque pouvant provenir du comportement lui-même, mais également des sanctions administratives ou pénales résultant d'un environnement de contrôle insuffisamment efficace, telle que la sanction émise par les autorités américaine et française en 2018.

Des financements accordés par la Banque non conformes à la réglementation ou à ses engagements pourraient impacter la réputation du Groupe. Ainsi, des modalités de distribution des produits et services qui n'assureraient pas une information suffisante aux clients, un défaut de transparence dans sa communication – notamment financière – ou encore des règles de gestion interne (incluant la gestion des ressources humaines ou les relations avec les fournisseurs et prestataires) ne répondant pas aux obligations réglementaires ou aux engagements de la Banque pourraient influencer sur la réputation du Groupe. Par ailleurs, une stratégie en matière de responsabilité sociale de l'entreprise (et en particulier concernant les enjeux environnementaux) jugée insuffisamment ambitieuse par rapport aux attentes des parties prenantes externes ou des difficultés à mettre en œuvre cette stratégie pourraient avoir un impact sur la réputation du Groupe.

Les conséquences de ces événements potentiels, pouvant éventuellement générer des litiges, varient selon l'importance de la couverture médiatique et le contexte et restent difficiles à estimer.

Le Groupe suit notamment la satisfaction et la fidélité de ses clients via l'utilisation d'un dispositif *Net Promoter Score*<sup>®</sup>, détaillé dans la section 5.1.3 *Satisfaire les clients en assurant leur protection* du chapitre 5 *Responsabilité Sociale de l'Entreprise* du Document d'Enregistrement Universel 2020.

**1.4.4 Une incapacité à conserver ou attirer des collaborateurs qualifiés pourrait peser sur les performances du Groupe.**

Le Groupe emploie plus de 138 000 collaborateurs<sup>(1)</sup> dans 62 pays et accompagne au quotidien 29 millions de clients particuliers, entreprises et investisseurs institutionnels<sup>(2)</sup> à travers le monde. La performance des activités bancaires et financières est étroitement liée au facteur humain. L'incapacité à attirer et à fidéliser les collaborateurs, que ce soit en termes de perspectives de carrière et de formation ou en termes d'alignement de la rémunération avec les pratiques de marché, pourrait peser sur les performances du Groupe. Une rotation du personnel trop élevée et le départ de talents stratégiques pourraient ainsi exposer le Groupe à une perte de savoir-faire et une dégradation de la qualité de service, au détriment de la satisfaction client.

(1) Effectif à fin 2019 hors personnel intérimaire.

(2) Hors clients des compagnies d'assurance du Groupe.

En outre, le secteur financier européen est soumis à un encadrement accru des politiques de rémunération des employés, avec notamment des règles sur certaines modalités de rémunération (fixes, variables, conditions de performance, paiements différés...), ce qui peut contraindre le Groupe dans sa capacité à attirer et fidéliser les talents. C'est le cas en particulier de la directive CRD IV, qui s'applique depuis 2014 aux banques de l'Espace économique européen et donc au Groupe, et comprend un plafonnement de la composante variable de la rémunération par rapport à sa composante fixe pour la population régulée, ce qui pourrait réduire les capacités du Groupe à attirer et conserver des collaborateurs.

#### **1.4.5 Les modèles utilisés notamment au sein du Groupe dans la prise de décisions stratégiques et dans le système de gestion des risques pourraient connaître des défaillances ou s'avérer inadaptés et engendrer des pertes financières pour le Groupe.**

Les modèles internes déployés au sein du Groupe pourraient s'avérer déficients sur le plan de la conception, du calibrage, de l'utilisation ou du suivi de la performance au cours du temps relevant du risque opérationnel et donc générer des résultats erronés, avec des conséquences notamment financières.

En particulier :

- la valorisation de certains instruments financiers ne se négociant pas sur des marchés réglementés ou sur d'autres plateformes de *trading*, tels que des contrats de dérivés de gré à gré entre banques, fait appel à des modèles internes qui intègrent des paramètres non observables. Le caractère non observable de ces paramètres induit un degré supplémentaire d'incertitude sur l'adéquation de la valorisation des positions. Dans l'hypothèse où les modèles internes concernés s'avéreraient inadaptés à l'évolution des conditions de marché, certains instruments détenus par le Groupe pourraient se trouver mal valorisés, et le Groupe pourrait subir des pertes. À titre d'information, les actifs et passifs financiers évalués en juste valeur au bilan de niveau 3 (pour lesquels la valorisation n'est pas basée sur des données observables) représentent respectivement 16 milliards d'euros et 46 milliards d'euros au 30 juin 2020 (voir Note 3.4.1 et Note 3.4.2 des états financiers consolidés inclus dans le second amendement au Document d'Enregistrement Universel 2020 sur les actifs et passifs financiers évalués en juste valeur de niveau 3) ;
- l'évaluation de la solvabilité des clients et de l'exposition de la Banque au risque de crédit et contrepartie est généralement fondée sur des hypothèses et des observations historiques qui peuvent s'avérer inadaptées aux nouvelles conditions économiques, et s'appuie sur des scénarios et perspectives économiques qui peuvent

mal anticiper des conditions économiques défavorables ou la survenance d'événements sans précédent. Cette évaluation erronée pourrait entre autres entraîner un sous-provisionnement des risques et une mauvaise évaluation des exigences de fonds propres ;

- les stratégies de couverture utilisées dans les activités de marché font appel à des modèles qui incluent des hypothèses sur l'évolution des paramètres de marché et sur leur corrélation, en partie déduite des observations historiques. Ces modèles pourraient s'avérer inadaptés dans certaines configurations de marché (en cas de forts mouvements de volatilité découlant par exemple d'une nouvelle vague de Covid-19, de l'évolution de la guerre commerciale entre les USA et la Chine ou du Brexit), induisant une stratégie de couverture inefficace, et ainsi causer de pertes non anticipées susceptibles d'avoir un effet défavorable sur la situation financière du Groupe ;
- la gestion du risque de taux du portefeuille d'investissement et du risque de liquidité de l'ensemble du bilan et hors bilan fait appel à des modèles comportementaux dépendant des conditions de marché. Ces modèles, s'appuyant notamment sur des observations historiques, pourraient avoir un impact sur la couverture de ces risques lors de la survenance d'événements sans précédent.

#### **1.4.6 Le Groupe pourrait subir des pertes en raison d'événements imprévus ou catastrophiques, notamment une crise sanitaire, des attaques terroristes ou des catastrophes naturelles.**

Le Groupe reste dépendant de son environnement naturel et social. La survenue d'une nouvelle crise épidémique ou pandémique (telle que la crise liée à la Covid-19) ou d'une crise liée à la pollution de l'environnement naturel pourrait avoir un impact significatif sur les activités du Groupe. De même, des attaques terroristes, des catastrophes naturelles (tels que les tremblements de terre notamment en Roumanie, les inondations, notamment la crue exceptionnelle de la Seine), des conditions météorologiques extrêmes (telles que des canicules), ou des mouvements sociaux d'ampleur (tel que le mouvement des « gilets jaunes ») pourraient troubler les activités du Groupe.

De tels événements sont susceptibles de créer des perturbations économiques, financières et logistiques et de provoquer des difficultés opérationnelles (notamment des restrictions de déplacements ou la relocalisation des employés) pour le Groupe.

Ces événements pourraient affecter négativement la capacité du Groupe à conduire ses activités et également exposer ses activités d'assurance à des pertes significatives et des coûts accrus (notamment en termes de primes de réassurance). En cas de survenance de tels événements, le Groupe pourrait subir des pertes.

## **1.5 RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT**

### **1.5.1 L'accès du Groupe au financement et les coûts de ce financement pourraient être affectés de manière défavorable en cas de résurgence des crises financières ou de détérioration des conditions économiques.**

À l'occasion de crises passées (telles que la crise financière de 2008, la crise de la dette souveraine de la zone euro ou plus récemment les tensions sur les marchés financiers liées à la crise de la Covid-19 avant l'intervention des banques centrales), l'accès au financement des banques européennes a pu être ponctuellement restreint ou soumis à des conditions moins favorables.

Si les conditions défavorables du marché de la dette venaient à réapparaître à la suite d'une nouvelle crise systémique ou propre au Groupe, l'effet sur la liquidité du secteur financier européen en général et sur le Groupe en particulier pourrait être très significativement

défavorable et avoir un impact négatif sur les résultats opérationnels du Groupe ainsi que sur sa situation financière.

Depuis plusieurs années, les banques centrales ont par ailleurs pris des mesures afin de faciliter l'accès des établissements financiers à la liquidité, notamment en abaissant leurs taux d'intérêt à des niveaux historiquement bas et en mettant en place des facilités type TLTRO (*Targeted Longer-Term Refinancing Operations*). Dans l'hypothèse où les banques centrales mettraient fin à ces mesures exceptionnelles, le Groupe pourrait faire face à une évolution défavorable de son coût de financement et de son accès à la liquidité.

En outre, si le Groupe ne parvenait pas à maintenir un niveau satisfaisant de collecte de dépôts auprès de ses clients, il pourrait être contraint de recourir à des financements plus coûteux, ce qui réduirait sa marge nette d'intérêts et ses résultats.

Le ratio réglementaire de liquidité court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou LCR) s'établit en moyenne à 167 % au deuxième trimestre 2020 et les réserves de liquidité s'élèvent à 227 milliards d'euros au 30 juin 2020.

**1.5.2 Une dégradation de la notation externe du Groupe ou de la notation souveraine de l'État français pourrait avoir un effet défavorable sur le coût de financement du Groupe et son accès à la liquidité.**

Pour le bon exercice de ses activités, le Groupe est dépendant de son accès au financement et à d'autres sources de liquidité. En cas de difficultés d'accès au marché de la dette garantie et/ou non garantie, en raison de la situation du marché ou de facteurs spécifiques au Groupe, à des conditions jugées acceptables, ou si le Groupe subissait un retrait imprévu de trésorerie ou de collatéral, y compris une baisse significative des dépôts clients, sa liquidité pourrait être négativement affectée. En outre, si le Groupe ne parvenait pas à maintenir un niveau satisfaisant de collecte de dépôts auprès de ses clients, il pourrait être contraint de recourir à des financements plus coûteux, ce qui réduirait sa marge nette d'intérêts et ses résultats.

Le Groupe est exposé au risque de hausse des *spreads* de crédit. Le coût de financement à moyen et long terme du Groupe est directement lié au niveau des *spreads* de crédit qui peuvent fluctuer en fonction des conditions générales de marché. Ces *spreads* peuvent également être affectés par une évolution défavorable de la notation souveraine de la France ou de la notation externe du Groupe et de ses filiales par les agences de notation.

Le Groupe est actuellement suivi par quatre agences de notation financière – Fitch Ratings, Moody's, R&I et Standard & Poor's. Une dégradation de la notation de crédit du Groupe accordée par ces agences, ou par d'autres agences, est susceptible de limiter son accès au financement, de renchérir le coût de son financement, ou encore de réduire ses capacités à intervenir sur certains types d'opérations ou de clientèle. Elle pourrait aussi contraindre le Groupe à fournir des garanties supplémentaires à certaines contreparties, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur son activité, sa situation financière et ses résultats.

La dégradation de l'environnement économique suite à la crise sanitaire et ses impacts sur le Groupe, notamment en termes de rentabilité et de coût du risque, pourraient accroître le risque de voir ses notations externes dégradées. Les notations du Groupe pourraient ainsi faire l'objet d'un placement sous perspective négative ou faire l'objet d'une dégradation. Par ailleurs, les notations de l'État français pourraient également faire l'objet d'une dégradation, du fait notamment d'une augmentation de son endettement et des déficits publics (encore accrus par la crise liée à la Covid-19 et les mesures prises par l'État français pour y répondre). Ces éléments pourraient avoir un impact négatif sur le coût de financement du Groupe et son accès à la liquidité. Les notations du Groupe par les agences FitchRatings, Moody's, R&I et Standard & Poor's sont disponibles sur le site internet du Groupe (<https://www.societegenerale.com/fr/mesurer-notre-performance/investisseurs/investisseurs-dette/notations-financieres>).

L'accès au financement et les contraintes de liquidité peuvent avoir un effet défavorable significatif sur l'activité du Groupe, sa situation financière, ses résultats et sa capacité à honorer ses obligations vis-à-vis de ses contreparties.

Pour l'année 2020, le Groupe a ajusté son programme d'émissions à environ 13 milliards d'euros de dette vanille long terme, portant principalement sur de la dette senior préférée et sécurisée et de la dette senior non préférée.

Au 30 juin 2020, le Groupe avait levé un total de 20,6 milliards d'euros de financement long terme (dont 20 milliards d'euros pour la maison-mère et 0,6 milliard d'euros pour les filiales), portant principalement au niveau de la maison-mère sur des émissions seniors structurées (10 milliards d'euros), sur des émissions senior vanille non préférées (6,6 milliards d'euros), sur des émissions senior vanille préférées non sécurisées (1,7 milliard d'euros) et sur des émissions sécurisées (1,3 milliard d'euros).

Voir le chapitre 2.6 *Politique financière* du Deuxième Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2020 incluant la décomposition de la réalisation du programme de financement long terme du Groupe (page 40).

## 1.6 RISQUES LIÉS AUX ACTIVITÉS D'ASSURANCE

**1.6.1 Une détérioration de la situation de marché, et notamment une fluctuation trop importante, à la hausse comme à la baisse, des taux d'intérêt, pourraient avoir un impact défavorable significatif sur l'activité d'assurance vie du métier « Assurance » du Groupe.**

Au premier semestre 2020, les activités d'assurances du Groupe représentaient un produit net bancaire de 440 millions d'euros, soit 4,2 % du produit net bancaire consolidé du Groupe. L'activité du Pôle Assurances du Groupe est principalement concentrée sur l'Assurance Vie. Au 30 juin 2020, les contrats d'assurance-vie présentaient un encours de 122 milliards d'euros, réparti entre contrats en support euro (à hauteur de 70 %) et contrats en unités de compte (à hauteur de 30 %).

Le métier « Assurance » du Groupe est fortement exposé au risque structurel de taux du fait de la proportion obligatoire importante des fonds en euros de ses contrats d'assurance-vie. Le niveau et les évolutions de taux d'intérêt peuvent dans certaines configurations avoir un impact défavorable significatif sur les résultats et la situation financière de ce métier.

En pesant sur le rendement des contrats en support euros, une perspective prolongée de taux d'intérêt bas réduit l'attractivité de ces supports pour les investisseurs, ce qui peut affecter négativement la collecte de fonds et les revenus tirés de ce compartiment d'activité de l'assurance-vie.

Une forte hausse des taux d'intérêt pourrait aussi dégrader la compétitivité de l'offre d'assurance-vie en euros (par rapport à des supports d'épargne bancaire par exemple) et provoquer des rachats et des arbitrages importants de la part de la clientèle, dans un contexte défavorable de moins-values latentes du stock obligataire. Cette configuration pourrait affecter les revenus et la rentabilité du Pôle Assurance-vie.

Plus généralement, un fort écartement des *spreads* et une baisse des marchés actions pourraient également avoir un impact défavorable significatif sur les résultats de l'activité d'assurance vie du Groupe.

En cas de détérioration des paramètres de marché, le Groupe pourrait être amené à renforcer les fonds propres de ses filiales d'Assurance afin de leur permettre de continuer à satisfaire leurs exigences réglementaires de fonds propres.





# 2

## GESTION DU CAPITAL ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

### 2.1 PÉRIMÈTRE PRUDENTIEL

Le tableau suivant présente les principales sources d'écart entre le périmètre comptable (groupe consolidé) et le périmètre prudentiel (vision du régulateur bancaire).

**TABLEAU 1 : DIFFÉRENCE ENTRE PÉRIMÈTRE STATUTAIRE ET PÉRIMÈTRE PRUDENTIEL**

Type d'entité	Traitement comptable	Traitement prudentiel sous CRR/CRD4
Entités ayant une activité financière	Consolidation par intégration globale	Consolidation globale
Entités ayant une activité d'assurance	Consolidation par intégration globale	Mise en équivalence
Participations ayant une activité financière par nature	Mise en équivalence	Mise en équivalence
Co-entreprises ayant une activité financière par nature	Mise en équivalence	Consolidation proportionnelle

**TABLEAU 2 : RAPPROCHEMENT DU PÉRIMÈTRE STATUTAIRE ET DU PÉRIMÈTRE PRUDENTIEL DU BILAN CONSOLIDÉ**

<b>ACTIF au 30.06.2020</b> (En M EUR)	<b>Bilan consolidé</b>	<b>Retraitements liés aux assurances<sup>(1)</sup></b>	<b>Retraitements liés aux méthodes de consolidation</b>	<b>Bilan consolidé sous périmètre prudentiel</b>
Caisse et banques centrales	144 417	(0)	0	144 417
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	419 147	10 119	-	429 266
Instruments dérivés de couverture	21 845	46	-	21 891
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	55 606	(0)	-	55 606
Titres au coût amorti	14 877	(0)	-	14 877
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	55 292	0	377	55 669
<i>dont prêts subordonnés bancaires</i>	121	-	-	121
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	458 500	1 563	(6)	460 057
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	470	-	-	470
Placements des activités d'assurance	163 219	(163 219)	-	-
Actifs d'impôts	5 052	(108)	-	4 944
<i>dont actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles</i>	2 223	-	(687)	1 536
<i>dont actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles</i>	2 168	-	670	2 838
Autres actifs	77 196	(2 669)	46	74 572
<i>dont actifs de fonds de pension à prestations définies</i>	122	-	-	122
Actifs non courants destinés à être cédés	3 788	-	-	3 788
Participations dans les entreprises mises en équivalence	106	4 805	(74)	4 837
Immobilisations corporelles et incorporelles	29 812	(169)	0	29 643
<i>dont immobilisations incorporelles</i>	2 458	-	(140)	2 318
Écarts d'acquisition	4 045	(325)	-	3 720
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 453 372</b>	<b>(149 957)</b>	<b>343</b>	<b>1 303 758</b>

(1) Retraitement des entités exclues du périmètre prudentiel et réintégration des opérations intragroupe liées à ses entités.

<b>PASSIF au 30.06.2020</b> (En M EUR)	<b>Bilan consolidé</b>	<b>Retraitements liés aux assurances<sup>(1)</sup></b>	<b>Retraitements liés aux méthodes de consolidation</b>	<b>Bilan consolidé sous périmètre prudentiel</b>
Banques centrales	2 980	-	-	2 980
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	405 113	2 364	-	407 477
Instruments dérivés de couverture	12 705	0	-	12 705
Dettes représentées par un titre	136 261	1 143	-	137 404
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	121 542	(3 682)	45	117 905
Dettes envers la clientèle	444 470	1 668	(64)	446 074
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8 629	-	-	8 629
Passifs d'impôts	1 239	(220)	0	1 019
Autres passifs	94 115	(9 499)	362	84 978
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	928	(0)	-	928
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	140 701	(140 701)	-	-
Provisions	4 348	(15)	0	4 333
Dettes subordonnées	14 662	39	-	14 701
<i>dont titres subordonnés remboursables y compris réévaluation des éléments couverts</i>	14 299	42	-	14 341
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>1 387 693</b>	<b>(148 903)</b>	<b>343</b>	<b>1 239 133</b>
Capitaux propres part du Groupe	60 659	(203)	(0)	60 456
<i>Capital et réserves liées</i>	30 115	0	-	30 115
<i>Réserves consolidées</i>	32 457	(203)	(0)	32 254
<i>Résultat de l'exercice</i>	(1 590)	0	-	(1 590)
<i>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i>	(323)	(0)	(0)	(323)
Participations ne donnant pas le contrôle	5 020	(851)	-	4 169
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>65 679</b>	<b>(1 054)</b>	<b>0</b>	<b>64 625</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 453 372</b>	<b>(149 957)</b>	<b>343</b>	<b>1 303 758</b>

(1) Retraitement des entités exclues du périmètre prudentiel et réintégration des opérations intragroupes liées à ses entités.

Les principales sociétés exclues du périmètre prudentiel sont les suivantes :

**TABLEAU 3 : ENTITÉS EXCLUES DU PÉRIMÈTRE PRUDENTIEL**

Société	Activité	Pays
Antarius	Assurance	France
ALD RE Designated Activity Company	Assurance	Irlande
Catalyst RE International LTD	Assurance	Bermudes
Société Générale Strakhovanie Zhizni LLC	Assurance	Russie
Sogelife	Assurance	Luxembourg
SG Strakhovanie LLC	Assurance	Russie
Sogecap	Assurance	France
Komerční Pojistovna A.S.	Assurance	République tchèque
La Marocaine Vie	Assurance	Maroc
Oradea Vie	Assurance	France
Société Générale RE SA	Assurance	Luxembourg
Sogessur	Assurance	France
Société Générale Life Insurance Broker SA	Assurance	Luxembourg
Banque Pouyanne	Banque	France

**TABLEAU 4 : FONDS PROPRES PRUDENTIELS ET RATIOS DE SOLVABILITÉ CRR/CRD4<sup>(1)</sup>**

(En M EUR)	30.06.2020	31.12.2019
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>	<b>60 659</b>	<b>63 527</b>
Titres super subordonnés (TSS)	(8 159)	(9 500)
Titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI)	(283)	(283)
<b>Capitaux propres consolidés, part du Groupe, net des TSS et TSDI</b>	<b>52 217</b>	<b>53 744</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	4 195	3 928
Immobilisations incorporelles	(2 260)	(2 214)
Écarts d'acquisitions	(3 715)	(4 302)
Dividendes proposés à l'AG et coupons à verser sur TSS et TSDI	(84)	(102)
Déductions et retraitements prudentiels	(5 845)	(5 057)
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES COMMON EQUITY TIER 1</b>	<b>44 508</b>	<b>45 997</b>
Titres super subordonnés (TSS) et actions de préférence	8 159	8 165
Autres fonds propres additionnels de catégorie 1	179	84
Déductions <i>Additional Tier 1</i>	(138)	(137)
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES TIER 1</b>	<b>52 708</b>	<b>54 109</b>
Instruments Tier 2	12 228	13 032
Autres fonds propres additionnels de catégorie 2	234	42
Déductions Tier 2	(1 268)	(1 915)
<b>Fonds propres globaux</b>	<b>63 902</b>	<b>65 268</b>
<b>TOTAL DES ENCOURS PONDÉRÉS</b>	<b>360 749</b>	<b>345 010</b>
Encours pondérés au titre du risque de crédit	291 912	282 536
Encours pondérés au titre du risque de marché	20 984	14 513
Encours pondérés au titre du risque opérationnel	47 853	47 961
<b>Ratios de solvabilité</b>		
Ratio <i>Common Equity Tier 1</i>	12,3%	13,3%
Ratio Tier 1	14,6%	15,7%
Ratio Global	17,7%	18,9%

(1) Ratios publiés selon les règles CRR/CRD4 publiées le 26 juin 2013, incluant le compromis danois pour les activités d'assurance. Ratios hors phasage d'IFRS 9 (ratio CET1 de 12,5% incluant 20 pb au titre du phasage d'IFRS 9). Chiffres 31/12/2019 retraités de l'annulation du dividende 2019, en lien avec les restrictions au versement de dividendes émises par les autorités européennes.

**TABLEAU 5 : DÉDUCTIONS ET RETRAITEMENTS PRUDENTIELS CET1 AU TITRE DE CRR/CRD4**

(En MEUR)	30.06.2020	31.12.2019
Écrêtage des intérêts minoritaires	(2 351)	(1 861)
Actifs d'impôt différé	(1 536)	(1 903)
<i>Prudent Value Adjustment</i>	(1 063)	(935)
Neutralisation de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et de la DVA	(186)	217
Autres	(709)	(575)
<b>TOTAL DES DÉDUCTIONS ET RETRAITEMENTS PRUDENTIELS CET1</b>	<b>(5 845)</b>	<b>(5 057)</b>

Les déductions et retraitements prudentiels CRR/CRD4 inclus dans la catégorie « Autres » portent essentiellement sur les éléments suivants :

- différence positive, s'il y a lieu, entre les pertes attendues sur les prêts et créances sur la clientèle évaluée en méthode interne et la somme des ajustements de valeur et des dépréciations afférentes ;
- pertes attendues sur les expositions du portefeuille de participations ;
- plus et moins-values latentes sur les opérations de couverture de flux de trésorerie ;
- actifs du fonds de pension à prestations définies, nets des impôts différés ;
- positions de titrisation pondérées à 1 250%, lorsque ces positions sont exclues du calcul des actifs pondérés.

## 2.2 ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES

L'Accord de Bâle 3 a fixé les règles de calcul des exigences risque des opérations en permettant l'utilisation de deux approches minimales en fonds propres avec l'objectif de mieux appréhender les risques auxquels sont soumises les banques. Le calcul des encours pondérés au titre du risque de crédit prend en compte le profil de risques des

opérations grâce à l'utilisation de deux approches de détermination des encours pondérés : une méthode standard et des méthodes avancées s'appuyant notamment sur des modèles internes pondérés au titre du risque de crédit prenant en compte le profil de notation des contreparties.

### ÉVOLUTION DES ENCOURS PONDÉRÉS ET DES EXIGENCES DE FONDS PROPRES

TABLEAU 6 : EXIGENCES DE FONDS PROPRES ET ENCOURS PONDÉRÉS DU GROUPE (OVI)

(En M EUR)	Encours pondérés des risques (RWA)		Exigences de fonds propres	
	30.06.2020	31.03.2020	30.06.2020	31.03.2020
<b>Risque de crédit (à l'exclusion du Risque de contrepartie)</b>	<b>256 319</b>	<b>252 701</b>	<b>20 506</b>	<b>20 216</b>
<i>dont approche standard</i>	90 205	91 013	7 216	7 281
<i>dont approche fondée sur les notations internes « fondation » IRBF</i>	4 793	4 768	383	381
<i>dont approche fondée sur les notations internes avancées IRBA</i>	141 020	137 215	11 282	10 977
<i>dont action en approche IRB sous méthode de pondération simple ou approche du modèle interne (IMA)</i>	20 301	19 705	1 624	1 576
<b>Risque de contrepartie</b>	<b>21 828</b>	<b>21 762</b>	<b>1 746</b>	<b>1 741</b>
<i>dont montant d'exposition au risque pour les contributions au fonds de défaillance d'une contrepartie centrale</i>	725	993	58	79
<i>dont CVA</i>	3 441	2 925	275	234
<b>Risque de règlement-livraison</b>	<b>13</b>	<b>248</b>	<b>1</b>	<b>20</b>
<b>Expositions de titrisation dans le portefeuille bancaire (après plafonnement)</b>	<b>5 342</b>	<b>5 358</b>	<b>427</b>	<b>429</b>
<i>dont approche fondée sur les notations externes (SEC-ERBA) incluant l'approche IAA</i>	3 201	3 136	256	250
<i>dont approche fondée sur les notations internes (SEC-IRBA)</i>	1 822	1 927	146	154
<i>dont approche standard (SEC-SA)</i>	319	295	25	24
<i>dont 1 250% / déductions</i>	-	-	-	-
<b>Risque de marché</b>	<b>20 984</b>	<b>19 797</b>	<b>1 679</b>	<b>1 584</b>
<i>dont approche standard</i>	1 748	1 998	140	160
<i>dont IMA</i>	19 236	17 800	1 539	1 424
Grands risques	-	-	-	-
<b>Risque opérationnel</b>	<b>47 853</b>	<b>47 856</b>	<b>3 828</b>	<b>3 828</b>
<i>dont approche par indicateur de base</i>	-	-	-	-
<i>dont approche standard</i>	2 362	2 365	189	189
<i>dont approche par mesure avancée</i>	45 491	45 491	3 639	3 639
Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à une pondération de risque de 250%)	8 408	7 735	673	619
Ajustement plancher	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>360 749</b>	<b>355 457</b>	<b>28 860</b>	<b>28 437</b>

**TABLEAU 7 : VENTILATION PAR PÔLE DES ENCOURS PONDÉRÉS (RWA) PAR TYPE DE RISQUE**

(En Md EUR)	Crédit	Marché	Opérationnel	Total 30.06.2020	Total 31.12.2019
Banque de détail en France	98,3	0,1	5,4	103,9	97,8
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	105,3	0,2	6,8	112,2	115,3
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	78,4	20,3	32,2	130,9	117,7
Hors Pôles	9,9	0,4	3,5	13,8	14,1
<b>Groupe</b>	<b>291,9</b>	<b>21,0</b>	<b>47,9</b>	<b>360,7</b>	<b>345,0</b>

Au 30 juin 2020, la ventilation des encours pondérés (360,7 milliards d'euros) s'analyse comme suit :

- Le risque de crédit représente 81% des encours pondérés (dont 36% pour la Banque de détail et Services Financiers Internationaux) ;
- Le risque de marché représente 6% des encours pondérés (dont 97% pour la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs) ;
- Le risque opérationnel représente 13% des encours pondérés (dont 67% pour la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs).

## 2.3 RATIOS TLAC ET MREL

**TABLEAU 8 : CALCUL DU RATIO TLAC\***

(En M EUR)	30.06.2020
<b>Total des fonds propres réglementaires</b>	<b>63 902</b>
<i>Dont fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)</i>	44 508
<i>Dont fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)</i>	8 201
<i>Dont fonds propres de catégorie 2 (T2)</i>	11 194
<b>Ajustements prudentiels</b>	<b>1 480</b>
<b>Total des fonds propres éligibles</b>	<b>65 382</b>
Dettes Senior Non Preferred > 1 an	28 301
Déductions SNP autodétenues	(66)
<b>Total des fonds propres et dettes éligibles junior</b>	<b>93 616</b>
<b>Actifs pondérés</b>	<b>360 749</b>
<b>Exposition levier</b>	<b>1 248 204</b>
<b>Ratio TLAC en fonds propres et dettes éligibles junior (% de RWA)</b>	<b>25,95%</b>
Dettes Senior Préférées (2,5%* RWA)	9 019
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES ET DETTES ÉLIGIBLES (DETTES JUNIOR ET DETTES SENIOR PRÉFÉRÉES)</b>	<b>102 635</b>
<b>Ratio TLAC en Total des fonds propres et dettes éligibles (% de RWA)</b>	<b>28,45%</b>
<b>Ratio TLAC en Total des fonds propres et dettes éligibles (en % de l'exposition levier)</b>	<b>8,22%</b>

(\*) Conformément au paragraphe 3 de l'article 72ter du règlement (UE) n° 2019/876, certaines dettes senior préférées (dont le montant atteint 10,3 milliards d'euros au 30 juin 2020) peuvent être éligibles dans la limite de 2,5% des actifs pondérés.

Au 30 juin 2020, le ratio TLAC en fonds propres et dettes éligibles junior est de 25,95%. Le ratio atteint 28,45% en utilisant l'option des dettes senior préférées dans la limite de 2,5% des actifs pondérés. Le ratio TLAC en pourcentage de l'exposition en levier s'élève à 8,22%.

## 2.4 RATIO DE LEVIER

Le Groupe calcule son effet de levier selon le référentiel du ratio de levier CRR modifié par l'acte délégué du 10 octobre 2014 et a intégré dans son pilotage les évolutions apportées par CRR2 applicables dès juin 2021 (sauf pour le coussin G-SIB attendu en janvier 2022).

Le pilotage du ratio de levier vise à la fois à calibrer le montant de fonds propres « Tier 1 » (numérateur du ratio) et à encadrer l'exposition levier du Groupe (dénominateur du ratio) pour atteindre les objectifs de niveau de ratio que se fixe le Groupe. Pour ce faire, l'exposition « levier » des différents métiers fait l'objet d'un encadrement sous le contrôle de la Direction financière du Groupe.

Le Groupe se donne comme objectif de maintenir un ratio de levier consolidé sensiblement supérieur au niveau minimum de 3,5% requis par le Comité de Bâle, et adopté en Europe dans la CRR2 et incluant une fraction du coussin systémique applicable au Groupe.

Le ratio de levier s'élève à 4,2% au 30 juin 2020, contre 4,3% au 31 décembre 2019. Les expositions prises en compte aux fins du ratio de levier tiennent compte de l'exemption relative aux expositions centralisées auprès de la Caisse des dépôts et consignations au titre de l'épargne réglementée.

**TABLEAU 9 : SYNTHÈSE DU RATIO DE LEVIER ET PASSAGE DU BILAN COMPTABLE SUR PÉRIMÈTRE PRUDENTIEL À L'EXPOSITION LEVIER**

(En M EUR)	30.06.2020	31.12.2019
<b>Fonds Propres Tier 1<sup>(1)</sup></b>	<b>52 708</b>	<b>51 942</b>
Total bilan prudentiel actif <sup>(2)</sup>	1 303 758	1 203 797
Ajustements au titre des actifs fiduciaires inscrits au bilan mais exclus de l'exposition de levier	-	-
Ajustements au titre des expositions sur dérivés	(142 917)	(80 869)
Ajustements au titre des opérations de financement sur titres <sup>(3)</sup>	6 920	(3 037)
Exposition hors bilan (engagements de financement et garanties financières)	106 299	103 856
Ajustements techniques et réglementaires (déductions prudentielles Fonds Propres Tier 1)	(9 487)	(10 217)
<b>Ajustements techniques et réglementaires (exemption Epargne Réglementée)</b>	<b>(16 369)</b>	<b>(13 268)</b>
<b>Exposition Levier</b>	<b>1 248 204</b>	<b>1 200 262</b>
<b>Ratio de levier</b>	<b>4,2%</b>	<b>4,3%</b>

(1) La présentation du capital est disponible en Tableau 4 Fonds propres prudentiels et Ratio de solvabilité CRR/CRD4.

(2) Le rapprochement du bilan consolidé et du bilan comptable sur périmètre prudentiel est disponible en Tableau 2.

(3) Opérations de financement sur titres : titres reçus en pension, titres donnés en pension, opérations de prêt ou d'emprunt de titres et toutes autres opérations sur titres similaires.

## 2.5 COUSSIN CONTRACYCLIQUE

**TABLEAU 10 : EXIGENCES AU TITRE DU COUSSIN CONTRACYCLIQUE (CCYB2)**

	30.06.2020	31.12.2019
Montant total d'encours pondérés (en M EUR)	360 749	345 010
Coussin de fonds propres contracyclique propre à l'établissement (taux)	0,06%	0,28%
Coussin de fonds propres contracyclique propre à l'établissement (en M EUR)	230	951

## 2.6 RATIO DE CONGLOMÉRAT FINANCIER

Le ratio de conglomérat financier présenté lors de la publication du Pilier 3 du 31 mars 2020 a été modifié comme suit :

Au 31 décembre 2019, le ratio de conglomérat financier était de 145%, composé d'un numérateur « Fonds propres du conglomérat financier » de 70,2 milliards d'euros et d'un dénominateur « Exigence réglementaire des entités réglementées » de 48,4 milliards d'euros.

## 2.7 INFORMATIONS QUANTITATIVES COMPLÉMENTAIRES SUR LE CAPITAL ET L'ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

**TABLEAU 11 : PARTICIPATIONS NON DÉDUITES DANS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE (INS1)**

(En M EUR)	30.06.2020	31.12.2019
Exposition	4 810	4 569
RWA	17 797	16 904

### DÉTAIL DU CALCUL DU RATIO DE LEVIER

**TABLEAU 9A : RÉSUMÉ DU RAPPROCHEMENT ENTRE ACTIFS COMPTABLES ET EXPOSITIONS AUX FINS DU RATIO DE LEVIER (LRSUM)**

(En M EUR)	30.06.2020	31.12.2019
1 Total de l'actif selon les états financiers publiés	1 453 372	1 356 303
2 Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation réglementaire	(149 614)	(152 506)
3 (Ajustement pour actifs fiduciaires comptabilisés au bilan conformément au référentiel comptable applicable mais exclus de la mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier au titre de l'article 429, paragraphe 13, du règlement (UE) n° 575/2013)	-	-
4 Ajustements pour instruments financiers dérivés	(142 917)	(80 869)
5 Ajustement pour les opérations de financement sur titres (SFT)	6 920	(3 037)
6 Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	106 299	103 856
EU-6a (Ajustement pour expositions intra-groupe exemptées de la mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier au titre de l'article 429, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 575/2013)	-	-
EU-6b (Ajustement pour expositions exemptées de la mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier au titre de l'article 429, paragraphe 14, du règlement (UE) n° 575/2013)	(16 369)	(13 268)
7 Autres ajustements	(9 487)	(10 217)
<b>8 Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier</b>	<b>1 248 204</b>	<b>1 200 262</b>



**TABLEAU 9B : RATIO DE LEVIER - DÉCLARATION COMMUNE (LRCOM)**

(En M EUR)

		30.06.2020	31.12.2019
<b>EXPOSITIONS AU BILAN (EXCEPTÉ DÉRIVÉS ET SFT)</b>			
1	Éléments du bilan (dérivés, SFT et actifs fiduciaires exclus, mais sûretés incluses)	939 672	867 660
2	(Actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	(9 487)	(10 217)
3	Total des expositions au bilan (dérivés, SFT et actifs fiduciaires exclus) (somme des lignes 1 et 2)	930 185	857 443
<b>EXPOSITIONS SUR DÉRIVÉS</b>			
4	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	19 290	17 696
5	Montant supplémentaire pour les expositions futures potentielles associées à toutes les transactions sur dérivés (évaluation au prix du marché)	73 070	86 463
EU-5a	Exposition déterminée par application de la méthode de l'exposition initiale	-	-
6	Sûretés fournies pour des dérivés lorsqu'elles sont déduites des actifs du bilan selon le référentiel comptable applicable	-	-
7	(Dédution des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)	(22 494)	(18 234)
8	(Jambe CCP exemptée des expositions pour transactions compensées par le client)	(20 169)	(13 712)
9	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)	121 445	126 517
10	(Ajustements liés à la compensation des notionnels et de la déduction de l'exposition potentielle future des dérivés de crédit vendus)	(113 756)	(116 140)
11	Total des expositions sur dérivés (somme des lignes 4 à 10)	57 386	82 590
<b>EXPOSITIONS SUR SFT</b>			
12	Actifs SFT bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	246 261	260 561
13	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs SFT bruts)	(93 761)	(108 670)
14	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs SFT	18 203	17 750
EU-14a	Dérogation pour SFT : Exposition au risque de crédit de la contrepartie conformément à l'article 429 <i>ter</i> , paragraphe 4, et à l'article 222 du règlement (UE) n° 575/2013	-	-
15	Expositions lorsque l'établissement agit en qualité d'agent	-	-
EU-15a	(Jambe CCP exemptée des expositions pour SFT compensées par le client)	-	-
16	Total des expositions sur opérations de financement sur titres (somme des lignes 12 à 15a)	170 703	169 641
<b>AUTRES EXPOSITIONS DE HORS BILAN</b>			
17	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	219 663	214 380
18	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	(113 364)	(110 524)
19	Autres expositions de hors bilan (somme des lignes 17 et 18)	106 299	103 856
<b>EXPOSITIONS EXEMPTÉES AU TITRE DE L'ARTICLE 429, PARAGRAPHES 7 ET 14, DU RÈGLEMENT (UE) NO 575/2013 (EXPOSITIONS AU BILAN ET HORS BILAN)</b>			
EU-19a	(Expositions intra-groupe exemptées (sur base individuelle) au titre de l'article 429, paragraphe 7, du règlement (UE) n° 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan))	-	-
EU-19b	(Expositions exemptées au titre de l'article 429, paragraphe 14, du règlement (UE) n° 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan))	(16 369)	(13 268)
<b>FONDS PROPRES ET TOTAL DES EXPOSITIONS</b>			
20	Fonds propres de catégorie 1	52 708	51 942
21	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier (somme des lignes 3, 11, 16, 19, EU-19a et EU-19b)	1 248 204	1 200 262
<b>RATIO DE LEVIER</b>			
22	Ratio de levier	4,2%	4,3%
<b>CHOIX EN MATIÈRE DE DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET MONTANT DES ACTIFS FIDUCIAIRES DÉCOMPTABILISÉS</b>			
EU-23	Choix en matière de dispositions transitoires pour la définition de la mesure des fonds propres	Définition définitive	Définition définitive
EU-24	Montant des actifs fiduciaires décomptabilisés au titre de l'article 429, paragraphe 11, du règlement (UE) n° 575/2013	-	-

**TABLEAU 9C : RATIO DE LEVIER - VENTILATION DES EXPOSITIONS AU BILAN (EXCEPTÉ DÉRIVÉS, SFT ET EXPOSITIONS EXEMPTÉES) (LRSPL)**

(En M EUR)		<b>30.06.2020</b>	<b>31.12.2019</b>
<b>EU-1</b>	<b>Total des expositions au bilan (excepté dérivés, SFT et expositions exemptées), dont :</b>	<b>939 672</b>	<b>867 660</b>
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	85 188	86 320
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont :	854 484	781 340
EU-4	Obligations garanties	-	-
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	250 863	201 137
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	16 404	14 754
EU-7	Établissements	43 773	34 524
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	14 917	15 976
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	191 154	201 637
EU-10	Entreprises	212 119	200 365
EU-11	Expositions en défaut	8 259	15 794
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	116 995	97 153

## LIEN ENTRE BILAN PRUDENTIEL ET TYPE DE RISQUE

**TABLEAU 12 : RAPPROCHEMENT DU BILAN CONSOLIDÉ SOUS PÉRIMÈTRE STATUTAIRE ET DU BILAN CONSOLIDÉ SOUS PÉRIMÈTRE PRUDENTIEL ET AFFECTATION DANS LES CATÉGORIES DE RISQUES RÉGLEMENTAIRES (LII)**

Le tableau du 31 décembre 2019 a été modifié comme suit :

<b>ACTIF au 31.12.2019</b> <i>(En M EUR)</i>	<b>Bilan consolidé</b>	<b>Bilan consolidé sous périmètre prudentiel</b>	<b>Soumis au risque de crédit</b>	<b>Soumis au risque de contrepartie</b>	<b>Soumis au risque de marché</b>	<b>Soumis au cadre de la titrisation</b>	<b>Part non soumise à des exigences de fonds propres ou déduite des fonds propres</b>
Caisse et banques centrales	102 311	102 311	102 311	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	385 739	395 238	29 305	256 863	369 904	-	-
Instruments dérivés de couverture	16 837	16 873	-	16 873	122	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	53 256	53 256	53 256	-	20	-	-
Titres au coût amorti	12 489	12 489	12 489	-	7	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	56 366	56 460	38 294	18 168	10 270	-	-
<i>dont prêts subordonnés bancaires</i>	88	88	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	450 244	451 797	420 362	19 540	19 279	11 894	-
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	401	401	401	-	-	-	-
Placements des activités d'assurance	164 938	-	-	-	-	-	-
Actifs d'impôts	5 779	5 644	3 741	-	-	-	1 903
<i>dont actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles</i>	2 659	1 903	-	-	-	-	1 903
<i>dont actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles</i>	2 082	2 732	2 732	-	-	-	-
Autres actifs	68 045	65 496	65 326	-	3 307	-	169
<i>dont actifs de fonds de pension à prestations définies</i>	120	120	-	-	-	-	169
Actifs non courants destinés à être cédés	4 507	4 507	4 507	-	-	-	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	112	4 540	4 540	-	-	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	30 652	30 483	28 269	-	-	-	2 214
<i>dont immobilisations incorporelles</i>	2 363	2 225	11	-	-	-	2 214
Écarts d'acquisition	4 627	4 302	-	-	-	-	4 302
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 356 303</b>	<b>1 203 797</b>	<b>762 801</b>	<b>311 444</b>	<b>402 909</b>	<b>11 894</b>	<b>8 588</b>

<b>PASSIF au 31.12.2019</b> <i>(En M EUR)</i>	<b>Bilan consolidé</b>	<b>Bilan consolidé</b>	<b>Soumis au</b>	<b>Soumis au</b>	<b>Soumis au</b>	<b>Soumis au</b>	<b>Part non</b>
	<b>consolidé</b>	<b>sous périmètre</b>	<b>risque</b>	<b>risque de</b>	<b>risque de</b>	<b>cadre de</b>	<b>soumise à des</b>
		<b>prudentiel</b>	<b>de crédit</b>	<b>contrepartie</b>	<b>marché</b>	<b>la titrisation</b>	<b>exigences de</b>
							<b>fonds propres</b>
							<b>ou déduite des</b>
							<b>fonds propres</b>
Banques centrales	4 097	4 097	-	-	-	-	4 097
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	364 129	367 298	-	237 303	332 540	-	34 758
Instruments dérivés de couverture	10 212	10 215	-	10 215	107	-	-
Dettes représentées par un titre	125 168	126 303	-	-	28 445	-	97 858
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	107 929	104 347	-	5 705	5 606	-	98 642
Dettes envers la clientèle	418 612	420 056	-	8 760	8 394	-	411 296
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6 671	6 671	-	-	-	-	6 671
Passifs d'impôts	1 409	1 013	-	-	-	-	1 013
Autres passifs	85 062	76 012	-	-	4 756	-	71 256
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	1 333	1 333	-	-	-	-	1 333
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	144 259	-	-	-	-	-	-
Provisions	4 387	4 373	-	-	21	-	4 352
Dettes subordonnées	14 465	14 505	-	-	-	-	14 505
<i>dont titres subordonnés</i>							
<i>remboursables y compris</i>							
<i>réévaluation des éléments</i>							
<i>couverts</i>	14 032	14 074	-	-	-	-	14 074
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>1 287 733</b>	<b>1 136 223</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>745 781</b>
Capitaux propres part du Groupe	63 527	63 324	-	-	-	-	63 324
<i>Capital et réserves liées</i>	31 102	31 102	-	-	-	-	31 102
<i>Réserves consolidées</i>	29 558	29 355	-	-	-	-	29 355
<i>Résultat de l'exercice</i>	3 248	3 248	-	-	-	-	3 248
<i>Gains et pertes comptabilisés</i>							
<i>directement en capitaux propres</i>	(381)	(381)	-	-	-	-	(381)
<i>Participations ne donnant pas</i>							
<i>le contrôle</i>	5 043	4 250	-	-	-	-	4 250
<b>Total capitaux propres</b>	<b>68 570</b>	<b>67 574</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>67 574</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 356 303</b>	<b>1 203 797</b>	<b>-</b>	<b>261 983</b>	<b>379 869</b>	<b>-</b>	<b>823 928</b>

# 3

## RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

### 3.1 INFORMATIONS QUANTITATIVES

---

Dans cette section, la mesure adoptée pour les expositions de crédit est l'EAD – *Exposure At Default* (bilan et hors bilan). Les EAD en méthode standard sont présentées nettes de provisions spécifiques et de collatéraux financiers.

L'EAD est ventilée selon l'axe du garant, après prise en compte de l'effet de substitution (sauf indication).

La présentation des données appliquée depuis l'année dernière est en cohérence avec les orientations relatives aux exigences de publications prudentielles publiées par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) en décembre 2016 (document EBA/GL/2016/11).

Cette présentation met en avant les catégories d'expositions telles que définies dans les portefeuilles des états réglementaires COREP, en lien avec les exigences de l'ABE sur le Pilier 3.

Plus d'informations disponibles dans les sections 3.2 *Informations quantitatives complémentaires sur le risque de crédit global (crédit et contrepartie)*, 3.3 *Détail risque de crédit* et 3.4 *Détail risque de contrepartie* du présent rapport.

## MESURE DES RISQUES ET NOTATIONS INTERNES

TABLEAU 13 : ÉCHELLE DE NOTATION INTERNE DE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ET CORRESPONDANCE INDICATIVE AVEC CELLE DES AGENCES

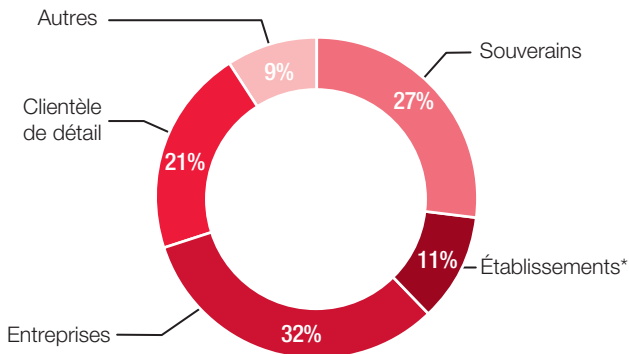
Fourchette de probabilité de défaut	Note interne de la contrepartie	Équivalent indicatif Standard & Poor's	Équivalent indicatif Fitch	Équivalent indicatif Moody's	Probabilité de défaut à un an
0,00 à < 0,15	1	AAA	AAA	Aaa	0,009%
	2+	AA+	AA+	Aa1	0,014%
	2	AA	AA	Aa2	0,020%
	2-	AA-	AA-	Aa3	0,026%
	3+	A+	A+	A1	0,032%
	3	A	A	A2	0,036%
	3-	A-	A-	A3	0,061%
0,25 à < 0,50	4+	BBB+	BBB+	Baa1	0,130%
0,50 à < 0,75	4	BBB	BBB	Baa2	0,257%
0,75 à < 2,50	4-	BBB-	BBB-	Baa3	0,501%
	5+	BB+	BB+	Ba1	1,100%
	5	BB	BB	Ba2	2,125%
2,50 à < 10,00	5-	BB-	BB-	Ba3	3,260%
	6+	B+	B+	B1	4,612%
	6	B	B	B2	7,761%
	6-	B-	B-	B3	11,420%
10,00 à < 100	7+	CCC+	CCC+	Caa1	14,328%
	7	CCC	CCC	Caa2	20,441%
	7-	C / CC / CCC-	CCC-	Caa3	27,247%

## EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT

Au 30 juin 2020, l'EAD du Groupe est de 990 milliards d'euros.

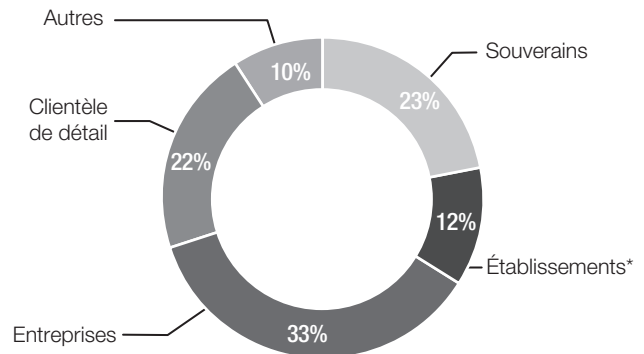
### VENTILATION DES EXPOSITIONS DU GROUPE PAR CATÉGORIE D'EXPOSITIONS AU 30 JUIN 2020

Engagements bilan et hors bilan (soit 990 Md EUR d'EAD)



### VENTILATION DES EXPOSITIONS DU GROUPE PAR CATÉGORIE D'EXPOSITIONS AU 31 DÉCEMBRE 2019

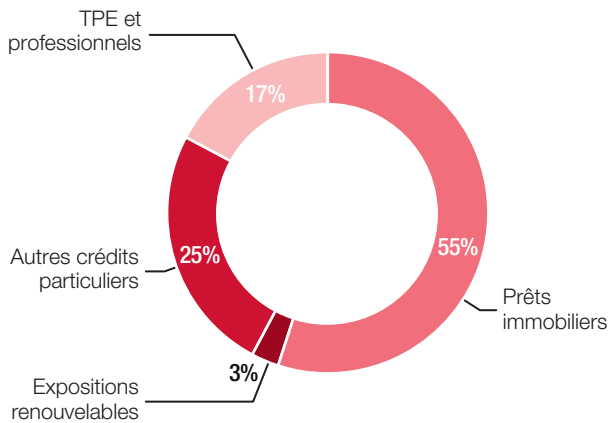
Engagements bilan et hors bilan (soit 918 Md EUR d'EAD)



\* Établissements : portefeuilles bâlois banques et collectivités territoriales.

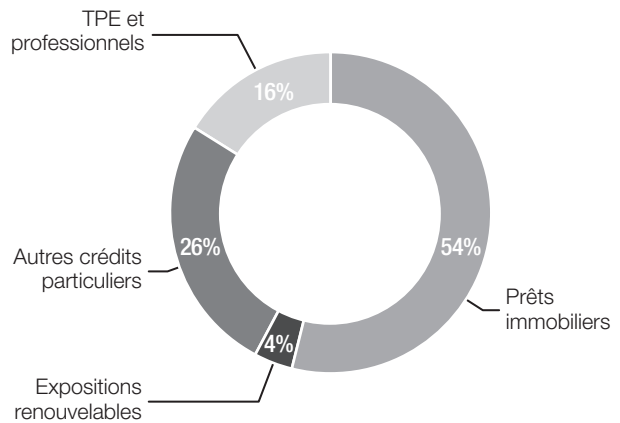
### VENTILATION DU PORTEFEUILLE CLIENTÈLE DE DÉTAIL GROUPE PAR SOUS-CATÉGORIE D'EXPOSITIONS AU 30 JUIN 2020

Engagements bilan et hors bilan (soit 204 Md EUR d'EAD)

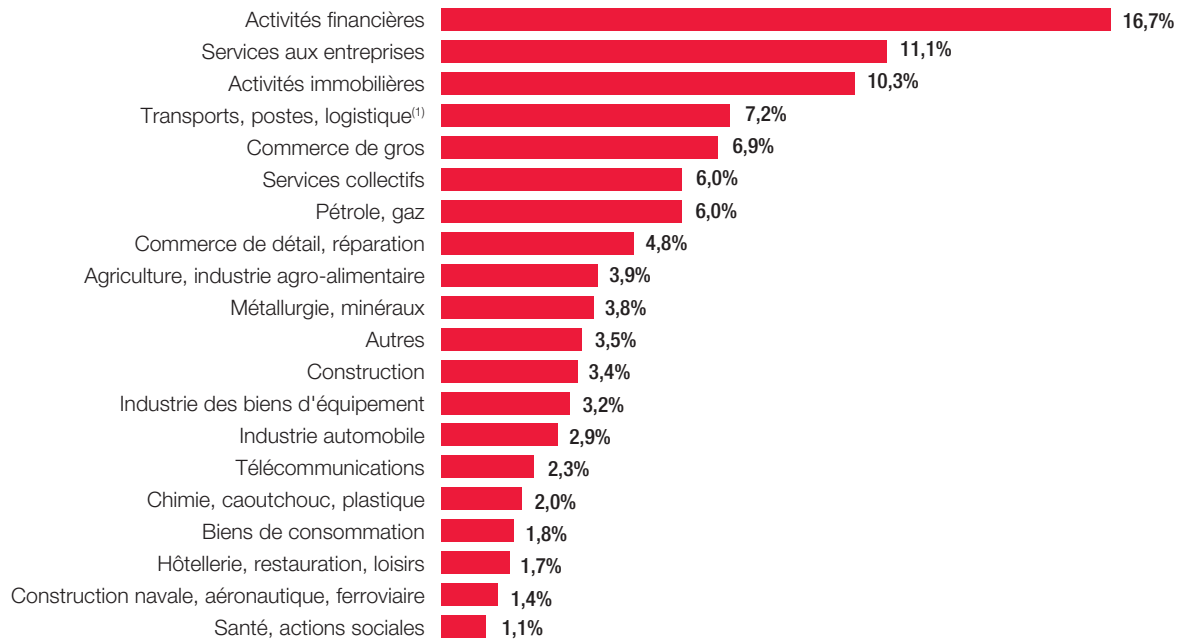


### VENTILATION DU PORTEFEUILLE CLIENTÈLE DE DÉTAIL GROUPE PAR SOUS-CATÉGORIE D'EXPOSITIONS AU 31 DÉCEMBRE 2019

Engagements bilan et hors bilan (soit 203 Md EUR d'EAD)



## VENTILATION SECTORIELLE DES EXPOSITIONS « ENTREPRISES » DU GROUPE (PORTEFEUILLE BÂLOIS)



(1) Dont 0,7% des expositions totales «Entreprises» du Groupe au titre du transport maritime.

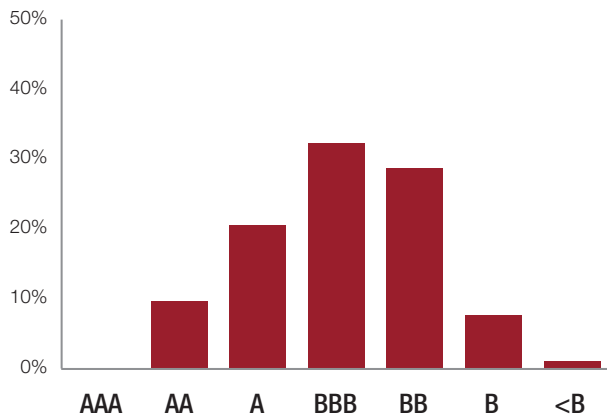
L'EAD du portefeuille Entreprises est présentée au sens bâlois (grandes entreprises y compris compagnies d'assurance, fonds et *hedge funds*, PME, financements spécialisés, activités d'affacturage), selon l'axe de l'emprunteur, avant effet de substitution (périmètre du risque crédit : risque débiteur, émetteur et de remplacement).

Au 30 juin 2020, le portefeuille Entreprises s'élève à 345 milliards d'euros (encours bilan et hors bilan mesurés en EAD). Trois secteurs représentent plus de 10% du portefeuille (activités financières, services aux entreprises et activités immobilières). Les engagements du Groupe sur ses dix premières contreparties Entreprises représentent 5% de ce portefeuille.

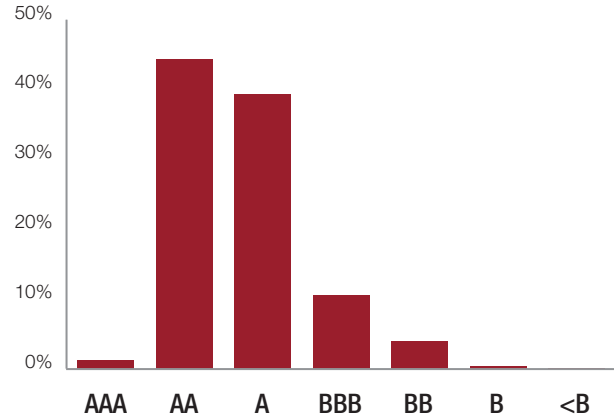


## EXPOSITION SUR LES CLIENTÈLES ENTREPRISES ET BANCAIRE

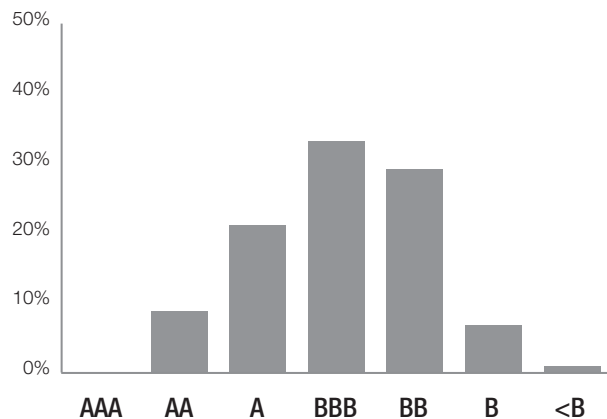
**RÉPARTITION PAR NOTE INTERNE  
DU RISQUE SUR LA CLIENTÈLE « ENTREPRISES »  
AU 30 JUIN 2020 (EN % DE L'EAD)**



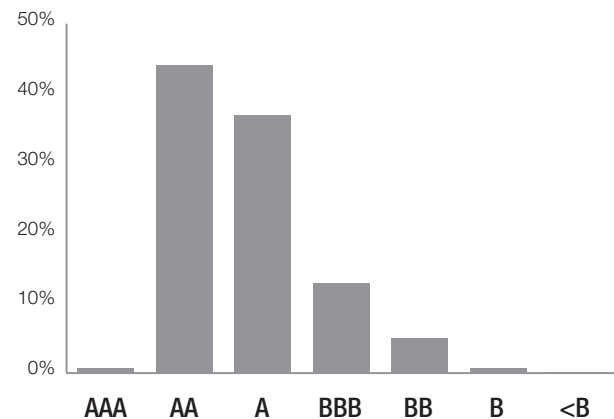
**RÉPARTITION PAR NOTE INTERNE DU RISQUE  
SUR LA CLIENTÈLE BANCAIRE 30 JUIN 2020  
(EN % DE L'EAD)**



**RÉPARTITION PAR NOTE INTERNE  
DU RISQUE SUR LA CLIENTÈLE « ENTREPRISES »  
AU 31 DÉCEMBRE 2019 (EN % DE L'EAD)**



**RÉPARTITION PAR NOTE INTERNE DU RISQUE  
SUR LA CLIENTÈLE BANCAIRE AU 31 DÉCEMBRE 2019  
(EN % DE L'EAD)**



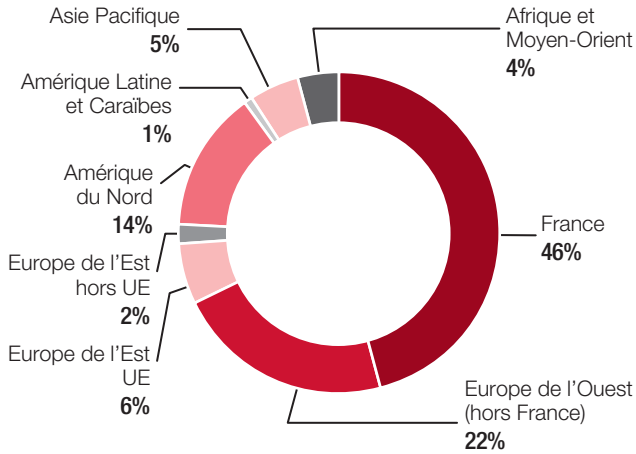
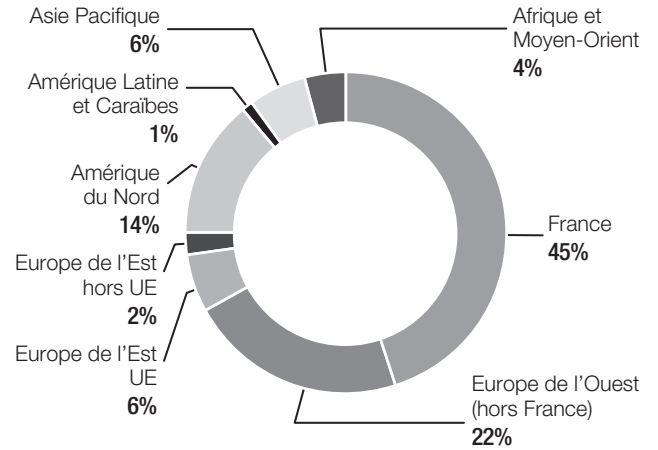
Sur la clientèle « Entreprises », le périmètre retenu correspond aux crédits sains traités en méthode IRB (hors critère de classement prudentiel, par pondération, du financement spécialisé), sur l'ensemble du portefeuille de clients Entreprises, tous pôles confondus. Il représente une EAD de 276 milliards d'euros (sur une EAD totale sur le portefeuille bâlois « Entreprises » de 311 milliards d'euros, méthode Standard comprise). La répartition par rating de l'exposition « Entreprises » du Groupe démontre la bonne qualité du portefeuille. Elle est fondée sur la notation interne de la contrepartie, présentée en équivalent Standard & Poor's.

Au 30 juin 2020, la majorité de l'exposition se concentre sur des contreparties *Investment Grade*, c'est-à-dire dont le rating interne en équivalent Standard and Poor's est supérieur à BBB- (63% de la clientèle « Entreprises » en incluant le risque de contrepartie, 58% sur le seul risque de crédit). Les opérations portant sur les contreparties *Non Investment Grade* sont très souvent assorties de garanties et de collatéraux permettant d'atténuer le risque.

Sur la clientèle bancaire, le périmètre retenu correspond aux crédits sains traités en méthode IRB, sur l'ensemble du portefeuille Banques, tous pôles confondus. Il représente une EAD de 65 milliards d'euros (sur une EAD totale sur le portefeuille bâlois Banques de 107 milliards d'euros, méthode standard comprise). La répartition par rating de l'exposition sur contreparties bancaires du groupe Société Générale démontre la bonne qualité du portefeuille. Elle est fondée sur la notation interne de la contrepartie, présentée en équivalent Standard & Poor's.

Au 30 juin 2020, l'exposition sur la clientèle bancaire se concentre sur des contreparties *Investment Grade* d'une part (96% de l'exposition en incluant le risque de contrepartie, 95% sur le seul risque de crédit) et sur les pays développés d'autre part (91%).

## VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT

VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS  
AU RISQUE DE CRÉDIT DU GROUPE  
AU 30 JUIN 2020 (TOUTES CLIENTÈLES  
CONFONDUES) : 990 MD EURVENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS  
AU RISQUE DE CRÉDIT DU GROUPE  
AU 31 DÉCEMBRE 2019 (TOUTES CLIENTÈLES  
CONFONDUES) : 918 MD EUR

Au 30 juin 2020, 90% des expositions du Groupe (bilan et hors bilan) sont concentrées sur les grands pays industrialisés. Près de la moitié des concours est portée par une clientèle française (31% sur le portefeuille hors clientèle de détail et 15% sur la clientèle de détail).

## ANALYSE DES ENCOURS NON PERFORMANTS

Les tableaux qui suivent ont été élaborés en conformité avec les orientations de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) sur la publication des expositions non performantes et renégociées (document EBA/GL/2018/10 de décembre 2018).

Ils présentent la qualité de crédit des expositions restructurées et des expositions performantes et non performantes, par zone géographique et secteur d'activité, avec les provisions et sûretés assorties, ainsi que le détail de la variation sur l'exercice des encours de prêts et avances non performants.

Pour information, et conformément aux recommandations de la BCE, les notions de défaut bâlois, d'encours dépréciés et d'expositions non performantes sont alignées au sein du groupe Société Générale.

Le ratio de prêts non performants au 30 juin 2020 est de 3,2%.

Ce ratio est calculé conformément aux orientations relatives aux exigences de publications prudentielles publiées par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE).

**TABLEAU 14 : QUALITÉ DE CRÉDIT DES EXPOSITIONS RESTRUCTURÉES (MODÈLE 1 NPL)**

30.06.2020								
(En M EUR)	Valeur comptable brute/montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de restructuration				Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés reçues et garanties financières reçues sur les expositions restructurées	
	Performantes restructurées	Non performantes restructurées			Sur les expositions performantes restructurées	Sur les expositions non performantes restructurées	TOTAL	Dont sûretés et garanties financières reçues sur les expositions non performantes faisant l'objet de mesures de restructuration
		TOTAL	Dont en défaut	Dont dépréciées				
<b>Prêts et avances</b>	<b>1 090</b>	<b>2 928</b>	<b>2 928</b>	<b>2 928</b>	<b>(30)</b>	<b>(1 198)</b>	<b>885</b>	<b>594</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	0	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédits	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres entreprises financières	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises non-financières	566	1 323	1 323	1 323	(8)	(654)	704	492
Ménages	523	1 606	1 606	1 606	(22)	(545)	181	102
<b>Titres de créances</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Engagements de financements donnés</b>	<b>12</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>(2)</b>	<b>(9)</b>	<b>30</b>	<b>29</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 102</b>	<b>2 963</b>	<b>2 963</b>	<b>2 963</b>	<b>(32)</b>	<b>(1 207)</b>	<b>915</b>	<b>623</b>

**TABLEAU 15 : EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES PAR NOMBRE DE JOURS D'IMPAYÉS (MODÈLE 3 NPL)**

(En M EUR)	30.06.2020											
	Performants					Non performants						
	TOTAL performants	Pas d'impayés ou impayés ≤ 30 j.	Impayés > 30 j et ≤ 90 j.	TOTAL non performant	Pas d'impayés ou impayés ≤ 90 j.	Impayés > 90 j. ≤ 180 j.	Impayés > 180 j. ≤ 1 an	Impayés > 1 an ≤ 2 ans	Impayés > 2 ans ≤ 5 ans	Impayés > 5 ans ≤ 7 ans	Impayés > 7 ans	Dont en défaut
<b>Prêts et avances</b>	<b>528 240</b>	<b>527 064</b>	<b>1 176</b>	<b>17 660</b>	<b>13 248</b>	<b>677</b>	<b>751</b>	<b>788</b>	<b>1 057</b>	<b>431</b>	<b>707</b>	<b>17 660</b>
Banques centrales	10 586	10 586	-	13	-	-	-	-	-	-	13	13
Administrations publiques	16 221	16 219	2	97	0	-	-	4	50	-	43	97
Établissements de crédits	12 244	12 243	2	8	5	-	0	-	-	-	3	8
Autres sociétés financières	33 651	33 651	0	167	47	-	-	-	120	-	-	167
Sociétés non financières	235 257	234 757	500	8 566	7 137	265	243	243	302	95	281	8 566
<i>Dont petites et moyennes entreprises</i>	<i>45 268</i>	<i>45 061</i>	<i>208</i>	<i>3 588</i>	<i>2 791</i>	<i>81</i>	<i>163</i>	<i>116</i>	<i>157</i>	<i>83</i>	<i>197</i>	<i>3 588</i>
Ménages	220 281	219 608	673	8 809	6 059	412	509	541	585	336	367	8 809
<b>Encours de titres de créances</b>	<b>70 396</b>	<b>70 396</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>
Banques centrales	2 263	2 263	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	52 874	52 874	-	7	7	-	-	-	-	-	-	7
Établissements de crédits	7 437	7 437	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres sociétés financières	3 522	3 522	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	4 300	4 300	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Expositions hors bilan</b>	<b>389 632</b>			<b>1 097</b>								<b>1 097</b>
Banques centrales	737			-								-
Administrations publiques	3 453			0								0
Établissements de crédits	123 416			13								13
Autres sociétés financières	72 566			-								-
Sociétés non financières	173 214			1 000								1 000
Ménages	16 247			84								84
<b>TOTAL</b>	<b>988 268</b>	<b>597 459</b>	<b>1 176</b>	<b>18 764</b>	<b>13 255</b>	<b>677</b>	<b>751</b>	<b>788</b>	<b>1 057</b>	<b>431</b>	<b>707</b>	<b>18 764</b>

**TABLEAU 16 : EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES ET PROVISIONS CORRESPONDANTES (MODÈLE 4 NPL)**

30.06.2020															
(En M EUR)	Valeur comptable brute/montant nominal										Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions			Sûretés et garanties financières reçues	
	Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes - dépréciations cumulées et provisions			Expositions non performantes - dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions			Sortie partielle du bilan cumulée	Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
	TOTAL	dont étape 1 <sup>(1)</sup>	dont étape 2 <sup>(2)</sup>	TOTAL	dont étape 2 <sup>(2)</sup>	dont étape 3 <sup>(3)</sup>	TOTAL	dont étape 1 <sup>(1)</sup>	dont étape 2 <sup>(2)</sup>	TOTAL	dont étape 2 <sup>(2)</sup>	dont étape 3 <sup>(3)</sup>			
<b>Prêts et avances</b>	<b>528 240</b>	<b>483 807</b>	<b>44 433</b>	<b>17 660</b>	<b>-</b>	<b>17 660</b>	<b>(2 662)</b>	<b>(1 154)</b>	<b>(1 508)</b>	<b>(9 546)</b>	<b>-</b>	<b>(9 546)</b>	<b>(545)</b>	<b>249 125</b>	<b>4 064</b>
Banques centrales	10 586	10 584	2	13	-	13	(0)	(0)	(0)	(13)	-	(13)	-	12	-
Administrations publiques	16 221	15 841	380	97	-	97	(4)	(4)	(0)	(55)	-	(55)	(0)	4 565	44
Établissements de crédits	12 244	11 878	366	8	-	8	(4)	(3)	(2)	(7)	-	(7)	(0)	1 616	0
Autres sociétés financières	33 651	33 520	131	167	-	167	(18)	(15)	(3)	(86)	-	(86)	-	5 398	11
Sociétés non financières	235 257	216 569	18 688	8 566	-	8 566	(1 546)	(631)	(915)	(4 767)	-	(4 767)	(158)	101 041	2 252
<i>Dont petites et moyennes entreprises</i>	<i>45 268</i>	<i>40 085</i>	<i>5 183</i>	<i>3 588</i>	<i>-</i>	<i>3 588</i>	<i>(554)</i>	<i>(215)</i>	<i>(339)</i>	<i>(2 010)</i>	<i>-</i>	<i>(2 010)</i>	<i>-</i>	<i>29 425</i>	<i>1 015</i>
Ménages	220 281	195 416	24 865	8 809	-	8 809	(1 090)	(502)	(588)	(4 619)	-	(4 619)	(387)	136 494	1 757
<b>Encours des titres de créances</b>	<b>70 396</b>	<b>70 204</b>	<b>192</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>(11)</b>	<b>(6)</b>	<b>(6)</b>	<b>(7)</b>	<b>-</b>	<b>(7)</b>	<b>-</b>	<b>4 620</b>	<b>-</b>
Banques centrales	2 263	2 192	71	-	-	-	(3)	(1)	(2)	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	52 874	52 857	17	7	-	7	(7)	(4)	(3)	(7)	-	(7)	-	-	-
Établissements de crédits	7 437	7 437	-	-	-	-	(0)	(0)	-	-	-	-	-	219	-
Autres sociétés financières	3 522	3 522	-	-	-	-	(0)	(0)	-	-	-	-	-	1 973	-
Sociétés non financières	4 300	4 196	104	-	-	-	(1)	(0)	(1)	-	-	-	-	2 427	-
<b>Expositions hors bilan</b>	<b>389 632</b>	<b>381 854</b>	<b>7 779</b>	<b>1 097</b>	<b>-</b>	<b>1 097</b>	<b>(483)</b>	<b>(212)</b>	<b>(271)</b>	<b>(346)</b>	<b>-</b>	<b>(346)</b>	<b>-</b>	<b>49 168</b>	<b>196</b>
Banques centrales	737	737	-	-	-	-	(0)	(0)	-	-	-	-	-	12	-
Administrations publiques	3 453	3 397	55	0	-	0	(1)	(0)	(0)	-	-	-	-	2 854	-
Établissements de crédits	123 416	122 935	480	13	-	13	(42)	(2)	(40)	-	-	-	-	497	4
Autres sociétés financières	72 566	72 440	126	-	-	-	(8)	(7)	(1)	-	-	-	-	5 184	-
Sociétés non financières	173 214	166 489	6 726	1 000	-	1 000	(363)	(174)	(190)	(330)	-	(330)	-	35 293	177
Ménages	16 247	15 856	391	84	-	84	(68)	(29)	(39)	(15)	-	(15)	-	5 328	15
<b>TOTAL</b>	<b>988 268</b>	<b>935 865</b>	<b>52 403</b>	<b>18 764</b>	<b>-</b>	<b>18 764</b>	<b>(3 157)</b>	<b>(1 371)</b>	<b>(1 785)</b>	<b>(9 899)</b>	<b>-</b>	<b>(9 899)</b>	<b>-</b>	<b>302 913</b>	<b>4 260</b>

(1) Actifs sans augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

(2) Actifs présentant une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, mais non dépréciés.

(3) Actifs dépréciés.

**TABLEAU 17 : VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES ACTIFS PAR LIEU DE RÉSIDENCE DE LA CONTREPARTIE  
(MODÈLE 5 NPL)**

30.06.2020						
(En M EUR)	Valeur comptable brute / montant nominal					Provisions relatives aux engagements hors bilan et garanties financières données
	dont non performantes					
	TOTAL nominal	TOTAL non performant	dont en défaut	dont soumises à dépréciation	Dépréciation cumulée	
<b>Expositions bilan</b>	<b>616 302</b>	<b>17 667</b>	<b>17 667</b>	<b>593 206</b>	<b>(12 227)</b>	-
France	299 321	9 341	9 341	277 622	(6 297)	
États-Unis	51 314	385	385	51 133	(242)	
République tchèque	39 193	521	521	39 193	(409)	
Allemagne	28 612	515	515	28 555	(281)	
Royaume-Uni	17 703	362	362	17 414	(163)	
Luxembourg	13 894	135	135	13 874	(49)	
Japon	1 801	0	0	1 801	(15)	
Autres pays	164 464	6 409	6 409	163 614	(4 771)	
<b>Expositions hors bilan</b>	<b>390 730</b>	<b>1 097</b>	<b>1 097</b>	-	-	<b>(829)</b>
France	212 895	641	641			(371)
États-Unis	43 466	1	1			(56)
République tchèque	7 107	63	63			(36)
Allemagne	8 967	1	1			(32)
Royaume-Uni	26 102	7	7			(9)
Luxembourg	8 490	-	-			(2)
Japon	25 432	-	-			(1)
Autres pays	58 271	385	385			(321)
<b>TOTAL</b>	<b>1 007 032</b>	<b>18 764</b>	<b>18 764</b>	<b>593 206</b>	<b>(12 227)</b>	<b>(829)</b>

**TABLEAU 18 : QUALITÉ DE CRÉDIT DES PRÊTS ET AVANCES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ (MODÈLE 6 NPL)**

Le tableau ci-dessous présente les prêts et avances à des entreprises non financières, conformément aux orientations de l'ABE (EBA/GL/2018/10).

(En M EUR)	30.06.2020				
	Valeur comptable brute				
	TOTAL nominal	Dont non performantes		dont prêts et avances soumis à dépréciation	Dépréciation cumulée
TOTAL non performant		dont en défaut			
Agriculture, sylviculture et pêche	1 720	106	106	1 638	(91)
Industries extractives	11 477	686	686	11 460	(329)
Industrie manufacturière	34 741	1 616	1 616	33 890	(1 250)
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	11 730	110	110	11 580	(99)
Alimentation en eau	2 266	36	36	1 841	(35)
Construction	8 108	617	617	7 512	(572)
Commerce de gros et de détail	27 233	2 090	2 090	26 170	(1 550)
Transports et stockage	18 822	660	660	18 199	(528)
Hébergement et restauration	3 585	334	334	3 380	(272)
Information et communication	6 846	155	155	6 775	(101)
Activités financières et d'assurance	-	-	-	-	-
Activités immobilières	26 367	475	475	23 749	(321)
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	7 326	260	260	6 890	(263)
Activités de services administratifs et de soutien	6 724	190	190	6 553	(160)
Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	13 634	25	25	5 465	(12)
Enseignement	324	13	13	319	(11)
Services de santé humaine et action sociale	1 622	79	79	1 558	(59)
Arts, spectacles et activités récréatives	883	34	34	827	(32)
Autres services	60 416	1 079	1 079	57 025	(628)
<b>TOTAL</b>	<b>243 823</b>	<b>8 566</b>	<b>8 566</b>	<b>224 831</b>	<b>(6 313)</b>

**TABLEAU 19 : ÉVOLUTIONS DU SOLDE DES PRÊTS ET TITRES DE CRÉANCE EN DÉFAUT ET AYANT FAIT L'OBJET D'UNE RÉDUCTION DE VALEUR (CR2-B)**

<i>(En M EUR)</i>	<b>30.06.2020</b>
	<b>Valeur comptable brute des expositions en défaut</b>
<b>Solde initial (31.12.2019)</b>	<b>16 031</b>
Prêts et titres de créance en défaut ou ayant fait l'objet d'une réduction de valeur (dépréciés) depuis la période précédente	2 378
Retour au statut « non en défaut »	(425)
Montants sortis du bilan	(545)
Autres variations	228
<b>SOLDE DE CLÔTURE (30.06.2020)</b>	<b>17 667</b>

**TABLEAU 20 : SÛRETÉS OBTENUES PAR PRISE DE POSSESSION ET PROCESSUS D'EXÉCUTION (MODÈLE 9 NPL)**

<i>(En M EUR)</i>	<b>30.06.2020</b>	
	<b>Sûretés obtenues par prise de possession</b>	
	<b>Valeur lors de la comptabilisation initiale</b>	<b>Variations négatives cumulées</b>
Immobilisations corporelles (IC)	14	-
Autres qu'IC	0	-
<i>Biens immobiliers résidentiels</i>	0	-
<i>Biens immobiliers commerciaux</i>	-	-
<i>Biens mobiliers (voiture, expédition, etc.)</i>	-	-
<i>Instruments de capitaux propres et titres de créance</i>	-	-
<i>Autres</i>	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>-</b>



**TABLEAU 21 : INFORMATIONS SUR LES PRÊTS ET AVANCES SOUMIS À DES MORATOIRES LÉGISLATIFS ET NON LÉGISLATIFS**

30.06.2020																	
(en M EUR)	Valeur comptable brute								Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit						Valeur comptable brute		
	Expositions performantes				Expositions non performantes				Expositions performantes			Expositions non performantes			Nouvelles expositions non performantes		
	TOTAL	TOTAL performant	restructuration	de	déprouvés	TOTAL non performant	restructuration	de	impayés ≤ 90 j.	TOTAL	performant	restructuration	de	déprouvés		TOTAL non performant	restructuration
<b>Prêts et avances soumis à un moratoire</b>	<b>39 495</b>	<b>39 015</b>	<b>671</b>	<b>4 916</b>	<b>480</b>	<b>49</b>	<b>172</b>	<b>(224)</b>	<b>(165)</b>	<b>(10)</b>	<b>(114)</b>	<b>(59)</b>	<b>(11)</b>	<b>(48)</b>		<b>24</b>	
<i>dont ménages</i>	9 973	9 868	256	653	105	24	55	(62)	(43)	(3)	(34)	(19)	(4)	(17)	12		
<i>dont prêts et avances collatéralisés par des biens immobiliers résidentiels</i>	6 187	6 137	190	366	50	12	25	(25)	(16)	(1)	(14)	(9)	(3)	(8)	3		
<i>dont sociétés non financières</i>	29 519	29 144	414	4 263	375	25	117	(162)	(121)	(7)	(80)	(40)	(7)	(31)	13		
<i>dont petites et moyennes entreprises</i>	15 191	15 073	137	830	118	18	42	(116)	(90)	(3)	(55)	(26)	(6)	(17)	12		
<i>dont prêts et avances collatéralisés par des biens immobiliers résidentiels</i>	2 722	2 643	190	408	78	14	37	(25)	(13)	(4)	(11)	(13)	(5)	(13)	-		

**TABEAU 22 : VENTILATION DES PRÊTS ET AVANCES SOUMIS À DES MORATOIRES LÉGISLATIFS ET NON LÉGISLATIFS PAR ÉCHÉANCE RÉSIDUELLE DES MORATOIRES**

30.06.2020									
Valeur comptable brute									
(En M EUR)	Nombre de débiteurs	TOTAL	dont moratoires législatifs	dont expiré	Maturité résiduelle des moratoires				
					<= 3 mois	> 3 mois <= 6 mois	> 6 mois <= 9 mois	> 9 mois <= 12 mois	> 1 année
Prêts et avances pour lesquels un moratoire a été offert	398 845	42 610							
Prêts et avances soumis à moratoire (accordés)	368 535	40 744	4 594	1 192	13 543	20 329	589	4 793	305
<i>dont ménages</i>		10 735	1 792	727	4 965	4 065	291	489	206
<i>dont prêts et avances collatéralisés par des biens immobiliers résidentiels</i>		6 702	1 269	427	2 537	2 766	278	488	206
<i>dont sociétés non financières</i>		30 009	2 802	466	8 578	16 264	298	4 304	99
<i>dont petites et moyennes entreprises</i>		15 306	635	96	2 705	12 375	97	12	22
<i>dont prêts collatéralisés par des biens immobiliers résidentiels</i>		2 921	1 320	200	1 465	1 040	48	105	64

Le groupe Société Générale a accordé des moratoires à ses clients afin de répondre à la crise de la Covid-19. Au 30 juin 2020, l'exposition du Groupe relative aux prêts faisant l'objet de moratoires s'élève à 40,7 milliards d'euros, au sein desquels 83% ont une maturité résiduelle inférieure à 6 mois. Ces moratoires ont été accordés à des ménages, catégorie composée de professionnels et de particuliers, à hauteur de 10,7 milliards d'euros et à des entreprises non financières à hauteur de 30,0 milliards d'euros.

**TABLEAU 23 : INFORMATIONS SUR LES PRÊTS ET AVANCES NOUVELLEMENT CONSENTIS FOURNIS DANS LE CADRE DES NOUVEAUX RÉGIMES DE GARANTIE PUBLIQUE APPLICABLES INTRODUITS EN RÉPONSE À LA CRISE COVID-19**

	30.06.2020			
	Valeur comptable brute		Montant maximum de la garantie envisageable	Valeur comptable brute
	TOTAL	dont restructurées	Garanties publiques reçues	Nouvelles expositions non performantes
Prêts et avances nouvellement consentis soumis à des régimes de garantie publics	13 878	-	12 130	177
<i>dont ménages</i>	3 329			17
<i>dont prêts et avances collatéralisés par des biens immobiliers résidentiels</i>	-			-
<i>dont sociétés non financières</i>	10 548	-	9 276	160
<i>dont petites et moyennes entreprises</i>	4 706			54
<i>dont prêts et avances collatéralisés par des biens immobiliers résidentiels</i>	-			-

Au 30 juin 2020, 13,9 milliards d'euros de prêts couverts via des mécanismes de garanties publiques ont été accordés par le groupe Société Générale à ses clients. Le montant des garanties associées à ces prêts s'élève à 12,1 milliards d'euros.

## 3.2 INFORMATIONS QUANTITATIVES COMPLÉMENTAIRES SUR LE RISQUE DE CRÉDIT GLOBAL (CRÉDIT ET CONTREPARTIE)

### INTRODUCTION

Les informations quantitatives relatives au risque de crédit dans les tableaux qui suivent viennent enrichir, au titre du Pilier 3, les informations de la section précédente *Risque de crédit : informations quantitatives*.

La présentation des données est en cohérence avec les orientations relatives aux exigences de publications prudentielles publiées par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) en décembre 2016 (document EBA/GL/2016/11).

Cette présentation met en avant les catégories d'expositions telles que définies dans les portefeuilles des états réglementaires COREP, en lien avec les exigences de l'ABE sur le Pilier 3.

Les références entre parenthèses dans les titres de tableaux correspondent aux formats demandés par l'ABE dans le cadre du Pilier 3 révisé (document EBA/GL/2016/11).

Dans cette section, les montants indiqués correspondent au risque de crédit global qui renvoie à la somme du risque de crédit et du risque de contrepartie.

### DÉFINITION DES MÉTRIQUES RÉGLEMENTAIRES

Les principales métriques utilisées dans les tableaux suivants sont :

- l'exposition, correspondant à la totalité des actifs (ex. : prêts, créances, produits à recevoir, etc.) qui sont liés à des transactions sur le marché ou avec un client et enregistrés dans le bilan et le hors bilan de la Banque ;
- l'exposition nette, correspondant à l'exposition initiale nette de provisions ;
- l'EAD (*Exposure At Default*), correspondant à l'exposition (bilan et hors bilan) encourue par l'établissement financier en cas de défaut de la contrepartie. Sauf mention contraire, l'EAD est présentée post CRM (*Credit Risk Mitigation*), après prise en compte des garanties et des collatéraux. Les EAD en méthode standard sont présentées nettes de provisions spécifiques et de collatéraux financiers ;
- les encours pondérés en risque (*Risk-Weighted Assets, RWA*), calculés à partir des expositions et du niveau de risque qui leur est associé, lequel est fonction de la qualité de crédit des contreparties ;
- la perte attendue (*Expected Loss, EL*), correspondant à la perte susceptible d'être encourue compte tenu de la qualité du montage de la transaction et de toutes mesures prises pour atténuer le risque, telles que les sûretés réelles. Dans la méthode IRBA, l'équation suivante résume le rapport entre ces variables :  

$$EL = EAD \times PD \times LGD$$
 (sauf pour les créances en défaut).

Une vision simplifiée des expositions au risque de crédit selon les catégories de débiteurs est présentée ci-dessous.

TABLEAU 24 : CATÉGORIES D'EXPOSITIONS

<b>Souverains</b>	Créances ou créances conditionnelles sur les états souverains, les autorités régionales, les collectivités locales ou les entités du secteur public ainsi que les banques multilatérales de développement et les organisations internationales.
<b>Établissements</b>	Créances ou créances conditionnelles sur des établissements de crédit réglementés et assimilés ou sur des États, collectivités locales ou autres entités du secteur public n'ayant pas le statut de contreparties souveraines.
<b>Entreprises</b>	Créances ou créances conditionnelles sur de grandes entreprises, lesquelles incluent toutes les expositions qui ne font pas partie des portefeuilles définis ci-dessus. De plus, les petites et moyennes entreprises, définies comme des sociétés dont le chiffre d'affaires total est inférieur à 50 M EUR par an, sont incluses dans cette catégorie en tant que sous-portefeuille.
<b>Clientèle de détail</b>	Créances ou créances conditionnelles soit sur un ou des particuliers, soit sur une entreprise de taille petite ou moyenne, sous réserve, dans ce dernier cas, que le montant total dû à l'établissement de crédit n'excède pas 1 million d'euros.  L'exposition à la clientèle de détail est en outre décomposée en plusieurs catégories : prêts immobiliers, crédits renouvelables et autres crédits aux particuliers, le solde correspondant aux expositions aux très petites entreprises et aux professionnels.
<b>Autres</b>	Créances relatives essentiellement à des opérations de titrisation, aux participations, aux immobilisations, aux comptes de régularisation, aux contributions aux fonds de défaillance des contreparties centrales, aux expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier en méthode standard, et aux expositions en défaut en méthode standard.

## VENTILATION DU RISQUE DE CRÉDIT GLOBAL - SYNTHÈSE

L'EAD augmente de 72 milliards d'euros entre le 31 décembre 2019 et le 30 juin 2020 (990 milliards d'euros au 30 juin 2020 contre 918 milliards d'euros au 31 décembre 2019).

La variation se concentre principalement sur les catégories d'expositions suivantes :

- souverains : augmentation de 54 milliards d'euros, majoritairement liée aux expositions sur les banques centrales ;
- entreprises : augmentation de 16 milliards d'euros, principalement sur la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs et sur la Banque de Détail en France.

**TABLEAU 25 : EXPOSITION, EAD ET RWA AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT GLOBAL PAR MÉTHODE ET CATÉGORIE D'EXPOSITIONS**

30.06.2020									
Portefeuille global									
(En M EUR)	IRB			Standard			Total		
Catégorie d'expositions	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA
Souverains	244 572	258 707	6 237	7 913	9 292	8 467	252 485	267 999	14 704
Établissements	72 270	64 939	6 974	37 866	41 789	3 630	110 136	106 728	10 603
Entreprises	388 322	283 184	114 645	51 502	35 802	31 500	439 824	318 986	146 145
Clientèle de détail	173 348	171 733	33 732	47 392	32 029	21 294	220 740	203 763	55 026
Autres	37 709	37 423	25 425	59 494	54 766	36 553	97 203	92 188	61 979
<b>TOTAL</b>	<b>916 222</b>	<b>815 986</b>	<b>187 013</b>	<b>204 167</b>	<b>173 679</b>	<b>101 444</b>	<b>1 120 389</b>	<b>989 664</b>	<b>288 457</b>

31.12.2019									
Portefeuille global									
(En M EUR)	IRB			Standard			Total		
Catégorie d'expositions	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA
Souverains	193 948	205 582	5 698	8 373	8 497	7 980	202 321	214 079	13 678
Établissements	69 465	61 876	7 205	42 257	44 888	3 992	111 721	106 764	11 196
Entreprises	365 942	265 515	103 431	57 800	37 199	34 107	423 741	302 714	137 538
Clientèle de détail	171 615	170 549	35 248	46 759	32 900	22 383	218 374	203 449	57 631
Autres	36 765	36 532	23 778	59 155	54 626	36 087	95 920	91 157	59 865
<b>TOTAL</b>	<b>837 734</b>	<b>740 054</b>	<b>175 359</b>	<b>214 343</b>	<b>178 110</b>	<b>104 549</b>	<b>1 052 077</b>	<b>918 164</b>	<b>279 908</b>

**TABLEAU 26 : EXPOSITION, EAD ET RWA AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT DE LA CLIENTÈLE DE DÉTAIL PAR MÉTHODE ET SOUS-CATÉGORIE D'EXPOSITIONS**

<b>30.06.2020</b>									
<b>Portefeuille clientèle de détail</b>									
<i>(En MEUR)</i>	<b>IRB</b>			<b>Standard</b>			<b>Total</b>		
<b>Sous-catégorie d'expositions</b>	<b>Exposition</b>	<b>EAD</b>	<b>RWA</b>	<b>Exposition</b>	<b>EAD</b>	<b>RWA</b>	<b>Exposition</b>	<b>EAD</b>	<b>RWA</b>
Prêts immobiliers	112 227	111 684	15 765	10 232	-	-	122 459	111 684	15 765
Expositions renouvelables	5 040	4 236	1 802	4 945	2 276	1 699	9 985	6 513	3 501
Autres crédits particuliers	33 933	34 287	10 056	17 560	16 181	11 297	51 493	50 468	21 353
TPE et professionnels	22 149	21 526	6 109	14 655	13 572	8 298	36 804	35 098	14 407
<b>TOTAL</b>	<b>173 348</b>	<b>171 733</b>	<b>33 732</b>	<b>47 392</b>	<b>32 029</b>	<b>21 294</b>	<b>220 740</b>	<b>203 763</b>	<b>55 026</b>

<b>31.12.2019</b>									
<b>Portefeuille clientèle de détail</b>									
<i>(En MEUR)</i>	<b>IRB</b>			<b>Standard</b>			<b>Total</b>		
<b>Sous-catégorie d'expositions</b>	<b>Exposition</b>	<b>EAD</b>	<b>RWA</b>	<b>Exposition</b>	<b>EAD</b>	<b>RWA</b>	<b>Exposition</b>	<b>EAD</b>	<b>RWA</b>
Prêts immobiliers	111 271	110 758	16 206	8 671	3	1	119 942	110 762	16 207
Expositions renouvelables	5 353	4 794	2 170	5 196	2 579	1 934	10 549	7 373	4 105
Autres crédits particuliers	35 071	35 420	10 761	18 323	16 968	12 169	53 394	52 389	22 931
TPE et professionnels	19 920	19 577	6 110	14 569	13 349	8 279	34 489	32 927	14 389
<b>TOTAL</b>	<b>171 615</b>	<b>170 549</b>	<b>35 248</b>	<b>46 759</b>	<b>32 900</b>	<b>22 383</b>	<b>218 374</b>	<b>203 449</b>	<b>57 631</b>

**TABLEAU 27 : EAD PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE ET PRINCIPAUX PAYS PAR CATÉGORIE D'EXPOSITIONS**

(En M EUR)	30.06.2020						Répartition en %
	Souverains	Établissements	Entreprises	Clientèle de détail	Autres	Total	
France	113 751	38 184	117 103	152 632	34 207	455 876	46%
Royaume-Uni	8 859	9 675	17 254	3 231	4 365	43 384	4%
Allemagne	7 837	7 887	10 818	9 116	6 481	42 140	4%
Italie	3 441	570	7 350	7 191	3 861	22 413	2%
Luxembourg	12 619	543	11 012	891	1 619	26 684	3%
Espagne	1 223	1 600	5 820	668	1 704	11 015	1%
Suisse	12 614	1 490	5 090	1 123	327	20 645	2%
Autres pays d'Europe de l'Ouest	7 721	5 774	25 222	3 467	5 518	47 703	5%
République tchèque	15 211	1 657	13 312	14 263	898	45 342	5%
Roumanie	4 226	233	1 773	2 085	2 478	10 795	1%
Autres pays d'Europe de l'Est UE	689	521	3 502	546	397	5 656	1%
Fédération de Russie	2 101	621	6 183	3 052	3 740	15 697	2%
Autres pays d'Europe de l'Est hors UE	43	538	1 321	118	209	2 229	0%
États-Unis	46 089	17 230	51 445	173	17 760	132 698	13%
Autres pays d'Amérique du Nord	189	2 611	2 547	39	552	5 938	1%
Amérique latine et Caraïbes	397	1 396	5 864	106	513	8 276	1%
Afrique/Moyen-Orient	8 734	2 243	15 572	4 823	5 102	36 474	4%
Japon	12 451	3 243	3 772	5	212	19 683	2%
Autres pays d'Asie	6 067	10 687	14 026	233	2 244	33 257	3%
Autres	3 737	24	-	-	-	3 761	0%
<b>TOTAL</b>	<b>267 999</b>	<b>106 728</b>	<b>318 986</b>	<b>203 763</b>	<b>92 188</b>	<b>989 664</b>	<b>100%</b>

Le tableau du 31 décembre 2019 a été modifié afin de reclasser les expositions envers des banques multilatérales de développement dans la catégorie géographique "Autres", conformément aux Q&As de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) sur le sujet :

(En M EUR)	31.12.2019						Répartition en %
	Souverains	Établissements	Entreprises	Clientèle de détail	Autres	Total	
France	74 995	35 401	110 656	151 942	33 457	406 451	44%
Royaume-Uni	5 230	10 142	14 159	3 838	4 365	37 735	4%
Allemagne	7 011	7 207	10 871	8 901	6 494	40 484	4%
Italie	2 893	626	7 134	7 249	4 225	22 126	2%
Luxembourg	11 112	911	10 636	207	1 326	24 193	3%
Espagne	1 061	1 836	5 684	707	1 639	10 925	1%
Suisse	12 009	2 068	4 586	1 275	325	20 263	2%
Autres pays d'Europe de l'Ouest	7 089	4 461	22 672	1 840	5 224	41 286	4%
République tchèque	12 253	1 502	12 791	14 518	978	42 042	5%
Roumanie	3 687	241	1 823	2 188	3 353	11 292	1%
Autres pays d'Europe de l'Est UE	975	792	3 877	530	396	6 569	1%
Fédération de Russie	2 554	1 806	6 204	3 728	4 164	18 455	2%
Autres pays d'Europe de l'Est hors UE	69	585	1 650	140	246	2 690	0%
États-Unis	41 144	19 828	48 477	222	16 406	126 078	14%
Autres pays d'Amérique du Nord	209	1 975	2 838	100	484	5 606	1%
Amérique latine et Caraïbes	510	1 862	5 361	91	442	8 265	1%
Afrique/Moyen-Orient	7 662	2 911	15 780	5 668	5 358	37 378	4%
Japon	13 730	2 610	2 714	5	266	19 325	2%
Autres pays d'Asie	5 927	10 000	14 803	301	2 011	33 042	4%
Autres	3 958	-	-	-	-	3 958	0%
<b>TOTAL</b>	<b>214 079</b>	<b>106 764</b>	<b>302 714</b>	<b>203 449</b>	<b>91 157</b>	<b>918 164</b>	<b>100%</b>

À fin juin 2020, l'Europe de L'Ouest, y compris la France, représente 68% de l'exposition globale du Groupe (88% en ce qui concerne la clientèle de détail seule).

La hausse de 54 milliards d'euros sur le portefeuille Souverains se concentre essentiellement en France (+39 milliards d'euros).

La hausse de 16 milliards d'euros sur le portefeuille Entreprises est principalement portée par la France (+6 milliards d'euros), le Royaume-Uni (+3 milliards d'euros) et les États-Unis (+3 milliards d'euros).

TABLEAU 28 : EAD PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE ET PRINCIPAUX PAYS DE LA CLIENTÈLE DE DÉTAIL

(En M EUR)	30.06.2020					Répartition en %
	Prêts immobiliers	Expositions renouvelables	Autres crédits particuliers	TPE et professionnels	Total	
France	97 801	4 486	29 287	21 059	152 632	75%
Allemagne	19	333	4 411	4 353	9 116	4%
Italie	49	85	4 770	2 287	7 191	4%
Autres pays d'Europe de l'Ouest	2 379	285	3 249	3 467	9 380	5%
République Tchèque	11 038	337	1 452	1 435	14 263	7%
Roumanie	1	437	1 238	410	2 085	1%
Autres pays d'Europe de l'Est UE	8	53	26	459	546	0%
Fédération de Russie	43	139	2 705	165	3 052	1%
Autres pays d'Europe de l'Est hors UE	37	23	53	4	118	0%
Amérique du nord	22	75	11	105	213	0%
Amérique Latine et Caraïbes	13	41	36	16	106	0%
Afrique / Moyen-Orient	192	167	3 194	1 271	4 823	2%
Asie	82	53	35	68	238	0%
<b>TOTAL</b>	<b>111 684</b>	<b>6 513</b>	<b>50 468</b>	<b>35 098</b>	<b>203 763</b>	<b>100%</b>

(En M EUR)	31.12.2019					Répartition en %
	Prêts immobiliers	Expositions renouvelables	Autres crédits particuliers	TPE et professionnels	Total	
France	97 170	4 965	30 953	18 854	151 942	75%
Allemagne	19	312	4 108	4 461	8 901	4%
Italie	47	83	4 786	2 333	7 249	4%
Autres pays d'Europe de l'Ouest	1 886	407	2 405	3 169	7 867	4%
République Tchèque	11 216	383	1 433	1 485	14 518	7%
Roumanie	1	454	1 305	428	2 188	1%
Autres pays d'Europe de l'Est UE	8	37	19	466	530	0%
Fédération de Russie	45	187	3 289	207	3 728	2%
Autres pays d'Europe de l'Est hors UE	39	39	57	4	140	0%
Amérique du nord	21	166	7	129	323	0%
Amérique Latine et Caraïbes	13	27	36	14	91	0%
Afrique / Moyen-Orient	214	241	3 919	1 293	5 668	3%
Asie	83	70	71	82	306	0%
<b>TOTAL</b>	<b>110 762</b>	<b>7 373</b>	<b>52 389</b>	<b>32 927</b>	<b>203 449</b>	<b>100%</b>



## 3.3 DÉTAIL RISQUE DE CRÉDIT

Dans cette section, les montants indiqués correspondent au strict risque de crédit incluant l'exposition au risque pour les contributions au fonds de défaillance d'une contrepartie centrale (0,7 milliard d'euros de RWA au 30 juin 2020). Le risque de contrepartie est exclu de cette section.

### VENTILATION DU RISQUE DE CRÉDIT - SYNTHÈSE

**TABLEAU 29 : EXPOSITION, EAD ET RWA AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT PAR CATÉGORIE D'EXPOSITIONS ET MÉTHODE**

30.06.2020									
(En M EUR)	IRB			Standard			Total		
Catégorie d'expositions	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA
Souverains	217 271	231 293	5 795	7 870	9 249	8 466	225 141	240 542	14 260
Établissements	52 001	44 665	4 064	12 041	15 956	2 827	64 042	60 621	6 892
Entreprises	339 765	234 737	102 129	50 475	34 791	30 731	390 239	269 527	132 860
Clientèle de détail	173 242	171 627	33 724	47 376	32 027	21 292	220 618	203 655	55 016
Autres	37 708	37 421	25 425	59 292	54 564	36 341	97 000	91 985	61 766
<b>TOTAL</b>	<b>819 986</b>	<b>719 743</b>	<b>171 137</b>	<b>177 055</b>	<b>146 587</b>	<b>99 657</b>	<b>997 040</b>	<b>866 330</b>	<b>270 794</b>

31.12.2019									
(En M EUR)	IRB			Standard			Total		
Catégorie d'expositions	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA
Souverains	171 106	182 628	5 396	8 370	8 495	7 980	179 476	191 123	13 376
Établissements	49 459	41 870	4 304	13 047	15 679	2 957	62 506	57 549	7 260
Entreprises	321 911	221 595	92 792	56 758	36 158	33 280	378 669	257 753	126 072
Clientèle de détail	171 426	170 360	35 238	46 758	32 899	22 382	218 184	203 259	57 621
Autres	36 756	36 522	23 778	58 965	54 436	35 897	95 721	90 959	59 675
<b>TOTAL</b>	<b>750 657</b>	<b>652 977</b>	<b>161 507</b>	<b>183 898</b>	<b>147 666</b>	<b>102 498</b>	<b>934 555</b>	<b>800 642</b>	<b>264 005</b>

**TABLEAU 30 : APPROCHE INTERNE - EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT PAR CATÉGORIE D'EXPOSITIONS ET PAR ÉCHELLE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (CR6) - IRBA**

Le tableau suivant présente les expositions du Groupe soumises au risque de crédit et faisant l'objet d'un modèle interne pour la détermination des RWA.

30.06.2020												
(En M EUR)	Échelle de PD	Exposition initiale bilan avant CCF	Exposition hors bilan avant CCF	CCF moyen	EAD après CRM et après CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Maturité moyenne	RWA	RW moyen	Pertes anticipées	Provisions
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15	190 710	1 777	66%	222 083	0,02%	2,29%	1,24	1 629	1%	2	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	1 436	16	75%	3 242	0,26%	18,67%	3,21	813	25%	2	-
	0,50 à < 0,75	16 434	0	0%	2 145	0,50%	29,58%	2,65	1 138	53%	3	-
	0,75 à < 2,50	1 907	904	75%	2 488	1,76%	19,75%	2,22	1 146	46%	9	-
	2,50 à < 10,00	2 032	836	68%	855	5,34%	36,04%	1,86	677	79%	16	-
	10,00 à < 100,00	681	382	62%	372	11,74%	22,08%	1,79	387	104%	10	-
	100,00 (défaut)	111	0	75%	64	100,00%	81,02%	1,09	0	0%	59	-
<b>Sous-total</b>	<b>213 310</b>	<b>3 916</b>	<b>68%</b>	<b>231 249</b>	<b>0,11%</b>	<b>3,14%</b>	<b>1,29</b>	<b>5 790</b>	<b>3%</b>	<b>100</b>	<b>(88)</b>	
Établissements	0,00 à < 0,15	26 847	6 942	57%	39 800	0,04%	11,26%	2,27	1 784	4%	2	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	466	969	64%	1 082	0,26%	22,29%	2,07	252	23%	1	-
	0,50 à < 0,75	7 825	2 506	32%	1 574	0,22%	12,71%	2,13	291	18%	1	-
	0,75 à < 2,50	3 520	983	54%	1 408	1,67%	24,60%	1,66	888	63%	6	-
	2,50 à < 10,00	1 058	429	48%	624	3,82%	27,81%	1,40	514	82%	6	-
	10,00 à < 100,00	184	225	38%	138	15,33%	7,47%	1,45	241	174%	7	-
	100,00 (défaut)	26	15	40%	32	100,00%	36,27%	2,44	92	283%	11	-
<b>Sous-total</b>	<b>39 927</b>	<b>12 069</b>	<b>52%</b>	<b>44 659</b>	<b>0,27%</b>	<b>12,38%</b>	<b>2,22</b>	<b>4 062</b>	<b>9%</b>	<b>34</b>	<b>(63)</b>	
Entreprises – PME	0,00 à < 0,15	1 128	589	53%	1 586	0,09%	32,55%	2,47	179	11%	4	-
	0,15 à < 0,25	4 550	729	85%	3 904	0,20%	13,31%	1,13	313	8%	1	-
	0,25 à < 0,50	1 529	724	50%	1 695	0,28%	37,84%	2,29	524	31%	2	-
	0,50 à < 0,75	873	1 011	52%	3 084	0,52%	34,69%	2,72	1 326	43%	6	-
	0,75 à < 2,50	12 071	1 795	53%	11 257	1,48%	29,01%	3,49	6 331	56%	49	-
	2,50 à < 10,00	9 210	1 190	55%	9 323	4,50%	31,91%	2,75	7 122	76%	132	-
	10,00 à < 100,00	2 706	234	51%	2 631	16,64%	31,33%	2,51	2 935	112%	135	-
	100,00 (défaut)	1 560	192	42%	1 617	100,00%	38,56%	2,03	1 347	83%	728	-
<b>Sous-total</b>	<b>33 627</b>	<b>6 464</b>	<b>56%</b>	<b>35 098</b>	<b>7,61%</b>	<b>29,74%</b>	<b>2,72</b>	<b>20 076</b>	<b>57%</b>	<b>1 057</b>	<b>(1 111)</b>	
Entreprises – Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	4 979	2 446	41%	10 334	0,06%	18,93%	2,93	842	8%	1	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	0	0,16%	45,00%	1,00	0	27%	0	-
	0,25 à < 0,50	4 110	1 523	51%	4 437	0,26%	14,21%	3,35	839	19%	2	-
	0,50 à < 0,75	6 559	2 679	46%	8 402	0,50%	14,26%	3,85	2 286	27%	6	-
	0,75 à < 2,50	16 338	6 526	41%	14 214	1,48%	14,03%	3,41	5 715	40%	33	-
	2,50 à < 10,00	9 103	2 370	42%	6 074	4,37%	13,65%	2,80	2 986	49%	43	-
	10,00 à < 100,00	707	104	40%	375	15,23%	19,30%	3,57	375	100%	12	-
	100,00 (défaut)	1 282	41	60%	1 091	100,00%	38,62%	1,91	268	25%	575	-
<b>Sous-total</b>	<b>43 079</b>	<b>15 690</b>	<b>43%</b>	<b>44 927</b>	<b>3,75%</b>	<b>15,80%</b>	<b>3,26</b>	<b>13 311</b>	<b>30%</b>	<b>671</b>	<b>(811)</b>	
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	20 215	77 753	46%	64 556	0,07%	32,52%	2,37	10 239	16%	14	-
	0,15 à < 0,25	44	6	53%	41	0,16%	34,17%	2,69	11	28%	0	-
	0,25 à < 0,50	8 042	19 505	46%	17 112	0,26%	32,54%	2,34	6 307	37%	14	-
	0,50 à < 0,75	21 457	13 831	49%	14 108	0,50%	29,40%	2,31	6 604	47%	21	-
	0,75 à < 2,50	22 332	17 124	47%	27 146	1,51%	26,39%	2,32	17 148	63%	109	-
	2,50 à < 10,00	15 234	7 723	48%	17 813	4,45%	27,71%	2,29	16 379	92%	229	-
	10,00 à < 100,00	4 025	1 449	41%	3 552	14,50%	28,91%	2,10	4 926	139%	148	-
	100,00 (défaut)	2 722	586	50%	2 720	100,00%	43,53%	1,71	1 569	58%	1 486	-
<b>Sous-total</b>	<b>94 070</b>	<b>137 978</b>	<b>46%</b>	<b>147 049</b>	<b>3,12%</b>	<b>30,60%</b>	<b>2,32</b>	<b>63 183</b>	<b>43%</b>	<b>2 022</b>	<b>(2 503)</b>	
Clientèle de détail – Expositions garanties par des biens immobiliers PME	0,00 à < 0,15	14	5	100%	103	0,02%	12,89%	-	32	31%	0	-
	0,15 à < 0,25	0	-	-	0	0,19%	15,60%	-	0	5%	0	-
	0,25 à < 0,50	836	26	57%	850	0,27%	16,19%	-	56	7%	0	-
	0,50 à < 0,75	1 591	29	100%	1 621	0,62%	9,70%	-	114	7%	1	-
	0,75 à < 2,50	2 322	37	100%	2 340	1,11%	13,98%	-	342	15%	3	-
	2,50 à < 10,00	702	7	100%	709	3,01%	14,80%	-	208	29%	3	-
	10,00 à < 100,00	353	8	100%	360	16,30%	10,13%	-	159	44%	7	-
100,00 (défaut)	255	1	93%	201	100,00%	43,18%	-	189	94%	94	-	
<b>Sous-total</b>	<b>6 073</b>	<b>113</b>	<b>90%</b>	<b>6 185</b>	<b>5,17%</b>	<b>13,96%</b>	<b>-</b>	<b>1 100</b>	<b>18%</b>	<b>108</b>	<b>(103)</b>	

30.06.2020												
(En M EUR)	Échelle de PD	Exposition initiale bilan avant CCF	Exposition hors bilan avant CCF	CCF moyen	EAD après CRM et après CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Maturité moyenne	RWA	RW moyen	Pertes anticipées	Provisions
Clientèle de détail – Expositions garanties par des biens immobiliers non PME	0,00 à < 0,15	27 468	1 052	100%	30 017	0,06%	13,88%	-	2 069	7%	3	-
	0,15 à < 0,25	23 601	695	90%	24 079	0,22%	14,33%	-	1 551	6%	8	-
	0,25 à < 0,50	7 657	228	73%	7 721	0,41%	17,48%	-	968	13%	6	-
	0,50 à < 0,75	11 942	542	83%	12 506	0,62%	10,67%	-	1 248	10%	8	-
	0,75 à < 2,50	21 891	766	87%	21 756	1,45%	10,84%	-	3 867	18%	30	-
	2,50 à < 10,00	6 868	147	94%	6 946	4,88%	12,24%	-	2 759	40%	38	-
	10,00 à < 100,00	1 282	26	99%	1 293	17,97%	9,46%	-	694	54%	24	-
	100,00 (défaut)	1 873	3	93%	1 181	100,00%	40,16%	-	1 509	128%	439	-
<b>Sous-total</b>	<b>102 583</b>	<b>3 458</b>	<b>90%</b>	<b>105 499</b>	<b>2,13%</b>	<b>13,37%</b>	-	<b>14 665</b>	<b>14%</b>	<b>556</b>	<b>(544)</b>	
Clientèle de détail – Expositions renouvelables éligibles	0,00 à < 0,15	50	1 160	38%	586	0,10%	42,44%	-	15	3%	0	-
	0,15 à < 0,25	-	273	41%	112	0,23%	35,62%	-	5	5%	0	-
	0,25 à < 0,50	69	214	37%	295	0,41%	48,87%	-	29	10%	1	-
	0,50 à < 0,75	110	590	37%	327	0,60%	35,99%	-	32	10%	1	-
	0,75 à < 2,50	326	528	36%	767	1,49%	43,59%	-	179	23%	5	-
	2,50 à < 10,00	634	276	37%	1 284	4,79%	45,57%	-	843	66%	28	-
	10,00 à < 100,00	387	34	36%	482	21,65%	43,30%	-	533	111%	43	-
	100,00 (défaut)	382	7	41%	383	100,00%	61,82%	-	164	43%	242	-
<b>Sous-total</b>	<b>1 958</b>	<b>3 082</b>	<b>37%</b>	<b>4 236</b>	<b>13,33%</b>	<b>45,22%</b>	-	<b>1 802</b>	<b>43%</b>	<b>319</b>	<b>(307)</b>	
Clientèle de détail – Autres PME	0,00 à < 0,15	37	1	100%	38	0,03%	6,92%	-	0	1%	0	-
	0,15 à < 0,25	13	6	8%	14	0,24%	31,05%	-	2	11%	0	-
	0,25 à < 0,50	2 588	384	49%	2 458	0,37%	26,66%	-	323	13%	2	-
	0,50 à < 0,75	904	28	79%	1 661	0,57%	29,46%	-	306	18%	3	-
	0,75 à < 2,50	9 537	633	64%	9 699	1,47%	23,80%	-	2 173	22%	35	-
	2,50 à < 10,00	4 553	269	57%	4 628	5,06%	26,89%	-	1 975	43%	64	-
	10,00 à < 100,00	1 373	220	45%	1 446	19,71%	30,59%	-	746	52%	86	-
	100,00 (défaut)	1 585	18	62%	1 581	100,00%	47,01%	-	585	37%	962	-
<b>Sous-total</b>	<b>20 590</b>	<b>1 558</b>	<b>56%</b>	<b>21 526</b>	<b>10,51%</b>	<b>27,36%</b>	-	<b>6 109</b>	<b>28%</b>	<b>1 152</b>	<b>(1 182)</b>	
Clientèle de détail – Autres non PME	0,00 à < 0,15	1 661	163	100%	1 960	0,09%	18,45%	-	90	5%	0	-
	0,15 à < 0,25	6 845	1 277	99%	7 236	0,20%	13,49%	-	407	6%	2	-
	0,25 à < 0,50	4 510	588	100%	5 132	0,38%	30,74%	-	990	19%	6	-
	0,50 à < 0,75	1 458	49	99%	2 393	0,62%	36,18%	-	739	31%	5	-
	0,75 à < 2,50	7 711	659	100%	8 462	1,35%	32,08%	-	3 227	38%	37	-
	2,50 à < 10,00	5 418	272	100%	5 800	4,26%	33,31%	-	3 073	53%	84	-
	10,00 à < 100,00	1 336	40	64%	1 366	24,79%	33,73%	-	1 056	77%	109	-
	100,00 (défaut)	1 823	17	86%	1 833	100,00%	51,13%	-	467	25%	1 056	-
<b>Sous-total</b>	<b>30 762</b>	<b>3 064</b>	<b>99%</b>	<b>34 181</b>	<b>7,56%</b>	<b>28,74%</b>	-	<b>10 048</b>	<b>29%</b>	<b>1 299</b>	<b>(1 289)</b>	
<b>CRITÈRES DE CLASSEMENT PRUDENTIEL DU FINANCEMENT SPÉCIALISÉ</b>	<b>Sous-total</b>	<b>708</b>	<b>1 756</b>	-	<b>1 333</b>	-	-	-	<b>772</b>	<b>58%</b>	<b>12</b>	<b>(4)</b>
<b>ACTIFS AUTRES QUE DES OBLIGATIONS DE CRÉDIT</b>	<b>Sous-total</b>	<b>825</b>	-	-	<b>825</b>	-	-	-	<b>101</b>	<b>12%</b>	<b>6</b>	-
<b>POSITIONS DE TITRISATION</b>	<b>Sous-total</b>	<b>10 623</b>	<b>20 622</b>	-	<b>30 958</b>	-	-	-	<b>5 023</b>	<b>16%</b>	-	-
<b>ACTIONS</b>	<b>Sous-total</b>	<b>5 638</b>	-	-	<b>5 638</b>	-	-	-	<b>20 301</b>	<b>360%</b>	<b>130</b>	-
<b>TOTAL</b>		<b>603 772</b>	<b>209 771</b>	<b>44%</b>	<b>713 363</b>	<b>2,57%</b>	<b>15,98%</b>	<b>1,95</b>	<b>166 344</b>	<b>23%</b>	<b>7 469</b>	<b>(8 007)</b>

31.12.2019

(En M EUR)	Échelle de PD	Exposition initiale bilan avant CCF	Exposition hors-bilan avant CCF	CCF moyen	EAD après CRM et après CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Maturité moyenne	RWA	RW moyen	Pertes anticipées	Provisions
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15	147 518	1 692	64%	173 727	0,01%	3,22%	1,50	1 742	1%	3	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	1 618	23	75%	3 174	0,26%	16,07%	2,93	681	21%	1	-
	0,50 à < 0,75	13 998	0	0%	2 307	0,50%	30,02%	1,61	1 084	47%	3	-
	0,75 à < 2,50	1 946	877	75%	2 042	1,79%	24,64%	2,65	996	49%	9	-
	2,50 à < 10,00	1 854	722	67%	1 025	4,40%	18,22%	3,12	649	63%	9	-
	10,00 à < 100,00	297	410	50%	237	11,78%	19,73%	1,94	222	94%	6	-
	100,00 (défaut)	115	0	75%	70	100,00%	77,99%	1,49	21	30%	61	-
<b>Sous-total</b>	<b>167 346</b>	<b>3 724</b>	<b>66%</b>	<b>182 582</b>	<b>0,12%</b>	<b>4,15%</b>	<b>1,55</b>	<b>5 396</b>	<b>3%</b>	<b>93</b>	<b>(70)</b>	
Établissements	0,00 à < 0,15	25 538	8 090	62%	37 548	0,04%	12,72%	2,46	2 111	6%	3	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	509	636	60%	922	0,26%	24,66%	1,97	229	25%	1	-
	0,50 à < 0,75	6 093	1 608	8%	732	0,50%	32,32%	1,66	321	44%	1	-
	0,75 à < 2,50	3 656	967	53%	1 682	1,50%	19,00%	1,59	822	49%	5	-
	2,50 à < 10,00	1 248	602	33%	764	4,03%	24,64%	1,21	578	76%	7	-
	10,00 à < 100,00	245	214	38%	170	15,20%	11,79%	1,27	191	113%	6	-
	100,00 (défaut)	47	0	89%	46	100,00%	29,09%	4,23	49	106%	13	-
<b>Sous-total</b>	<b>37 336</b>	<b>12 116</b>	<b>52%</b>	<b>41 864</b>	<b>0,36%</b>	<b>14,01%</b>	<b>2,37</b>	<b>4 302</b>	<b>10%</b>	<b>35</b>	<b>(62)</b>	
Entreprises – PME	0,00 à < 0,15	752	590	52%	1 274	0,09%	35,87%	2,47	236	19%	2	-
	0,15 à < 0,25	3 358	500	93%	3 872	0,20%	12,36%	1,05	285	7%	1	-
	0,25 à < 0,50	1 383	773	49%	1 775	0,28%	37,03%	2,16	614	35%	2	-
	0,50 à < 0,75	3 836	1 006	48%	3 169	0,51%	33,22%	2,43	1 365	43%	5	-
	0,75 à < 2,50	9 948	2 421	46%	11 174	1,48%	27,76%	3,34	6 544	59%	47	-
	2,50 à < 10,00	7 947	1 221	58%	8 876	4,56%	30,24%	2,48	7 055	79%	121	-
	10,00 à < 100,00	2 349	204	48%	2 500	17,14%	27,01%	2,35	2 558	102%	113	-
	100,00 (défaut)	1 408	167	40%	1 459	100,00%	38,99%	2,04	1 126	77%	689	-
<b>Sous-total</b>	<b>30 981</b>	<b>6 883</b>	<b>53%</b>	<b>34 099</b>	<b>7,30%</b>	<b>28,38%</b>	<b>2,55</b>	<b>19 784</b>	<b>58%</b>	<b>980</b>	<b>(918)</b>	
Entreprises – Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	5 223	2 911	35%	10 924	0,07%	17,89%	2,94	1 099	10%	1	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	3 268	2 096	40%	3 696	0,26%	14,49%	2,68	652	18%	1	-
	0,50 à < 0,75	7 727	2 274	50%	8 947	0,50%	13,45%	3,65	2 268	25%	6	-
	0,75 à < 2,50	15 826	7 114	40%	13 464	1,51%	13,50%	3,22	5 336	40%	32	-
	2,50 à < 10,00	8 377	3 031	37%	5 811	4,07%	14,80%	2,80	3 183	55%	39	-
	10,00 à < 100,00	469	56	49%	215	13,76%	17,95%	2,43	180	83%	5	-
	100,00 (défaut)	668	32	60%	602	100,00%	35,87%	2,20	33	5%	359	-
<b>Sous-total</b>	<b>41 560</b>	<b>17 514</b>	<b>40%</b>	<b>43 660</b>	<b>2,60%</b>	<b>15,16%</b>	<b>3,12</b>	<b>12 751</b>	<b>29%</b>	<b>443</b>	<b>(446)</b>	
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	19 116	73 155	46%	60 138	0,07%	32,54%	2,50	10 048	17%	13	-
	0,15 à < 0,25	12	2	53%	12	0,16%	33,35%	3,21	4	32%	0	-
	0,25 à < 0,50	7 629	20 631	44%	15 774	0,26%	30,98%	2,45	5 689	36%	13	-
	0,50 à < 0,75	21 101	9 581	59%	13 715	0,50%	27,63%	2,39	5 831	43%	18	-
	0,75 à < 2,50	21 775	16 420	44%	26 166	1,55%	24,82%	2,31	15 695	60%	102	-
	2,50 à < 10,00	12 024	7 798	46%	15 528	4,25%	26,22%	2,18	13 195	85%	178	-
	10,00 à < 100,00	2 419	932	39%	2 186	15,35%	27,55%	2,09	2 912	133%	93	-
	100,00 (défaut)	2 512	717	50%	2 703	100,00%	34,90%	1,76	1 333	49%	1 258	-
<b>Sous-total</b>	<b>86 588</b>	<b>129 237</b>	<b>47%</b>	<b>136 223</b>	<b>3,12%</b>	<b>29,60%</b>	<b>2,39</b>	<b>54 707</b>	<b>40%</b>	<b>1 676</b>	<b>(1 717)</b>	
Clientèle de détail – Expositions garanties par des biens immobiliers PME	0,00 à < 0,15	17	5	100%	80	0,03%	11,73%	-	31	39%	0	-
	0,15 à < 0,25	0	0	0%	0	0,19%	15,74%	-	0	5%	0	-
	0,25 à < 0,50	863	13	100%	876	0,27%	16,19%	-	57	7%	0	-
	0,50 à < 0,75	1 606	26	100%	1 592	0,62%	9,65%	-	112	7%	1	-
	0,75 à < 2,50	2 428	39	100%	2 503	1,11%	13,91%	-	368	15%	4	-
	2,50 à < 10,00	754	13	100%	767	3,02%	14,75%	-	224	29%	3	-
	10,00 à < 100,00	360	9	100%	369	16,05%	10,17%	-	163	44%	7	-
	100,00 (défaut)	260	0	100%	207	100,00%	44,17%	-	191	92%	98	-
<b>Sous-total</b>	<b>6 288</b>	<b>105</b>	<b>100%</b>	<b>6 393</b>	<b>5,15%</b>	<b>14,00%</b>	<b>-</b>	<b>1 146</b>	<b>18%</b>	<b>113</b>	<b>(106)</b>	

31.12.2019

(En M EUR)	Échelle de PD	Exposition initiale bilan avant CCF	Exposition hors-bilan avant CCF	CCF moyen	EAD après CRM et après CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Maturité moyenne	RWA	RW moyen	Pertes anticipées	Provisions
Clientèle de détail – Expositions garanties par des biens immobiliers non PME	0,00 à < 0,15	24 742	984	100%	26 897	0,06%	13,85%	-	2 077	8%	2	-
	0,15 à < 0,25	22 289	632	88%	22 815	0,22%	14,35%	-	1 481	6%	7	-
	0,25 à < 0,50	7 625	229	74%	7 686	0,41%	17,59%	-	977	13%	6	-
	0,50 à < 0,75	12 527	508	83%	12 510	0,62%	10,52%	-	1 247	10%	8	-
	0,75 à < 2,50	23 467	866	89%	24 179	1,44%	10,62%	-	4 250	18%	33	-
	2,50 à < 10,00	7 620	156	94%	7 755	4,94%	12,17%	-	3 141	41%	43	-
	10,00 à < 100,00	1 403	34	99%	1 431	17,93%	9,19%	-	758	53%	26	-
	100,00 (défaut)	1 795	3	97%	1 092	100,00%	42,12%	-	1 128	103%	448	-
	<b>Sous-total</b>	<b>101 467</b>	<b>3 412</b>	<b>91%</b>	<b>104 366</b>	<b>2,16%</b>	<b>13,19%</b>	-	<b>15 060</b>	<b>14%</b>	<b>573</b>	<b>(559)</b>
Clientèle de détail – Expositions renouvelables éligibles	0,00 à < 0,15	62	1 111	38%	607	0,10%	43,03%	-	16	3%	0	-
	0,15 à < 0,25	0	286	41%	118	0,23%	35,70%	-	5	5%	0	-
	0,25 à < 0,50	87	232	37%	356	0,42%	48,77%	-	36	10%	1	-
	0,50 à < 0,75	108	604	37%	331	0,60%	36,14%	-	33	10%	1	-
	0,75 à < 2,50	359	567	37%	871	1,48%	44,18%	-	207	24%	6	-
	2,50 à < 10,00	729	307	38%	1 537	4,77%	45,85%	-	1 036	67%	33	-
	10,00 à < 100,00	456	36	37%	569	21,77%	43,54%	-	641	113%	52	-
	100,00 (défaut)	403	8	38%	405	100,00%	61,04%	-	196	48%	248	-
	<b>Sous-total</b>	<b>2 203</b>	<b>3 150</b>	<b>38%</b>	<b>4 794</b>	<b>12,93%</b>	<b>45,50%</b>	-	<b>2 170</b>	<b>45%</b>	<b>340</b>	<b>(315)</b>
Clientèle de détail – Autres PME	0,00 à < 0,15	35	1	100%	36	0,03%	7,90%	-	0	1%	0	-
	0,15 à < 0,25	15	6	10%	15	0,24%	31,01%	-	2	11%	0	-
	0,25 à < 0,50	1 291	357	49%	1 530	0,36%	29,93%	-	224	15%	2	-
	0,50 à < 0,75	1 382	29	73%	1 320	0,57%	31,86%	-	263	20%	2	-
	0,75 à < 2,50	8 518	596	66%	8 968	1,46%	24,91%	-	2 101	23%	34	-
	2,50 à < 10,00	4 229	235	65%	4 464	5,00%	28,79%	-	2 015	45%	65	-
	10,00 à < 100,00	1 465	195	75%	1 680	19,16%	34,00%	-	952	57%	107	-
	100,00 (défaut)	1 551	16	84%	1 565	100,00%	47,77%	-	553	35%	981	-
	<b>Sous-total</b>	<b>18 485</b>	<b>1 435</b>	<b>63%</b>	<b>19 577</b>	<b>11,52%</b>	<b>29,24%</b>	-	<b>6 110</b>	<b>31%</b>	<b>1 192</b>	<b>(1 151)</b>
Clientèle de détail – Autres que PME	0,00 à < 0,15	1 573	125	100%	1 807	0,09%	18,46%	-	84	5%	0	-
	0,15 à < 0,25	6 463	1 267	99%	7 708	0,20%	13,30%	-	432	6%	2	-
	0,25 à < 0,50	4 304	546	100%	4 921	0,38%	30,24%	-	935	19%	5	-
	0,50 à < 0,75	2 510	102	100%	2 612	0,60%	37,46%	-	816	31%	6	-
	0,75 à < 2,50	7 769	892	100%	8 732	1,34%	32,06%	-	3 344	38%	39	-
	2,50 à < 10,00	5 824	229	100%	6 186	4,30%	33,30%	-	3 310	54%	90	-
	10,00 à < 100,00	1 383	36	58%	1 406	25,32%	33,67%	-	1 094	78%	114	-
	100,00 (défaut)	1 851	9	96%	1 859	100,00%	49,82%	-	737	40%	1 018	-
	<b>Sous-total</b>	<b>31 677</b>	<b>3 205</b>	<b>99%</b>	<b>35 231</b>	<b>7,52%</b>	<b>28,62%</b>	-	<b>10 752</b>	<b>31%</b>	<b>1 275</b>	<b>(1 245)</b>
<b>CRITÈRES DE CLASSEMENT PRUDENTIEL DU FINANCEMENT SPÉCIALISÉ</b>	<b>Sous-total</b>	<b>684</b>	<b>2 196</b>	<b>0%</b>	<b>1 430</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	-	<b>827</b>	<b>58%</b>	<b>10</b>	<b>(3)</b>
<b>ACTIFS AUTRES QUE DES OBLIGATIONS DE CRÉDIT</b>	<b>Sous-total</b>	<b>35</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>24</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	-	<b>21</b>	<b>88%</b>	<b>0</b>	-
<b>POSITIONS DE TITRISATION</b>	<b>Sous-total</b>	<b>6 612</b>	<b>24 588</b>	<b>0%</b>	<b>30 978</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	-	<b>3 695</b>	<b>12%</b>	<b>0</b>	-
<b>ACTIONS</b>	<b>Sous-total</b>	<b>5 520</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>5 520</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	-	<b>20 061</b>	<b>363%</b>	<b>129</b>	-
<b>TOTAL</b>		<b>536 782</b>	<b>207 565</b>	<b>43%</b>	<b>646 740</b>	<b>2,69%</b>	<b>16,84%</b>	<b>2,12</b>	<b>156 782</b>	<b>24%</b>	<b>6 859</b>	<b>(6 593)</b>

**TABLEAU 31 : APPROCHE INTERNE - EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT PAR CATÉGORIE D'EXPOSITIONS ET PAR ÉCHELLE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (CR6) - IRBF**

30.06.2020												
(En M EUR)	Échelle de PD	Exposition initiale bilan avant CCF	Exposition hors-bilan avant CCF	CCF moyen	EAD après CRM et après CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Maturité moyenne	RWA	RW moyen	Pertes anticipées	Provisions
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15	40	5	75%	44	0,01%	43,98%	2,50	4	10%	0	
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	<b>Sous-total</b>	<b>40</b>	<b>5</b>	<b>75%</b>	<b>44</b>	<b>0,01%</b>	<b>43,98%</b>	<b>2,50</b>	<b>4</b>	<b>10%</b>	<b>0</b>	<b>(0)</b>
Établissements	0,00 à < 0,15	3	-	-	4	0,03%	44,72%	2,50	1	16%	0	
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	0,25 à < 0,50	0	-	-	0	0,26%	45,00%	2,50	0	53%	0	
	0,50 à < 0,75	0	-	-	0	0,50%	45,00%	2,50	0	74%	0	
	0,75 à < 2,50	0	-	-	0	1,35%	41,06%	2,50	0	125%	0	
	2,50 à < 10,00	1	-	-	1	3,28%	44,93%	2,50	1	140%	0	
	10,00 à < 100,00	0	-	-	0	14,33%	42,86%	2,50	0	221%	0	
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	<b>Sous-total</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>5</b>	<b>0,41%</b>	<b>44,75%</b>	<b>2,50</b>	<b>1</b>	<b>31%</b>	<b>0</b>	<b>(0)</b>
Entreprises – PME	0,00 à < 0,15	74	6	46%	76	0,12%	42,92%	2,50	17	22%	0	
	0,15 à < 0,25	112	8	75%	118	0,16%	42,72%	2,50	32	27%	0	
	0,25 à < 0,50	137	12	75%	146	0,29%	42,65%	2,50	54	37%	0	
	0,50 à < 0,75	311	16	75%	321	0,55%	42,63%	2,50	162	51%	1	
	0,75 à < 2,50	818	43	75%	853	1,56%	42,70%	2,50	631	74%	6	
	2,50 à < 10,00	805	48	75%	841	4,32%	42,85%	2,50	811	96%	16	
	10,00 à < 100,00	185	4	75%	184	16,05%	42,80%	2,50	270	147%	13	
	100,00 (défaut)	103	0	75%	102	100,00%	44,12%	2,50	-	-	45	
	<b>Sous-total</b>	<b>2 545</b>	<b>137</b>	<b>74%</b>	<b>2 642</b>	<b>6,96%</b>	<b>42,81%</b>	<b>2,50</b>	<b>1 977</b>	<b>75%</b>	<b>80</b>	<b>(80)</b>
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	1 034	7	75%	1 044	0,08%	44,11%	2,50	250	24%	0	
	0,15 à < 0,25	3	0	75%	3	0,16%	42,68%	2,50	1	27%	0	
	0,25 à < 0,50	144	6	75%	149	0,26%	43,90%	2,50	76	51%	0	
	0,50 à < 0,75	519	12	75%	529	0,51%	43,39%	2,50	368	70%	1	
	0,75 à < 2,50	650	36	75%	676	1,57%	43,39%	2,50	691	102%	5	
	2,50 à < 10,00	688	43	75%	723	4,80%	43,19%	2,50	1 034	143%	15	
	10,00 à < 100,00	111	1	75%	107	14,99%	43,35%	2,50	220	206%	7	
	100,00 (défaut)	61	-	0%	61	100,00%	44,07%	2,50	-	-	27	
	<b>Sous-total</b>	<b>3 210</b>	<b>105</b>	<b>75%</b>	<b>3 292</b>	<b>3,82%</b>	<b>43,61%</b>	<b>2,50</b>	<b>2 640</b>	<b>80%</b>	<b>55</b>	<b>(58)</b>
<b>TRAITEMENT ALTERNATIF : GARANTI PAR UN BIEN IMMOBILIER</b>	<b>Sous-total</b>	<b>398</b>	<b>-</b>	<b>100%</b>	<b>398</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>170</b>	<b>43%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>		<b>6 197</b>	<b>247</b>	<b>74%</b>	<b>6 380</b>	<b>5,18%</b>	<b>43,26%</b>	<b>2,50</b>	<b>4 793</b>	<b>75%</b>	<b>135</b>	<b>(138)</b>

31.12.2019

(En M EUR)	Échelle de PD	Exposition initiale bilan avant CCF	Exposition hors-bilan avant CCF	CCF moyen	EAD après CRM et CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Maturité moyenne	RWA	RW moyen	Pertes anticipées	Provisions
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15	30	5	75%	46	0,02%	44,85%	2,50	0	0%	-	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,50 à < 0,75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>30</b>	<b>5</b>	<b>75%</b>	<b>46</b>	<b>0,02%</b>	<b>44,85%</b>	<b>2,50</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>-</b>	<b>(0)</b>	
Établissements	0,00 à < 0,15	4	0	75%	4	0,03%	44,68%	2,50	1	16%	0	-
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	0	-	0%	0	0,26%	45,00%	2,50	0	53%	0	-
	0,50 à < 0,75	0	-	0%	0	0,50%	45,00%	2,50	0	74%	0	-
	0,75 à < 2,50	0	-	0%	0	1,10%	45,00%	2,50	0	2%	0	-
	2,50 à < 10,00	0	-	0%	0	3,28%	44,70%	2,50	1	139%	0	-
	10,00 à < 100,00	0	-	0%	0	14,33%	45,00%	2,50	0	232%	0	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>75%</b>	<b>5</b>	<b>0,40%</b>	<b>44,69%</b>	<b>2,50</b>	<b>1</b>	<b>29%</b>	<b>0</b>	<b>(0)</b>	
Entreprises – PME	0,00 à < 0,15	88	7	50%	92	0,12%	42,83%	2,50	1	2%	0	-
	0,15 à < 0,25	94	7	75%	99	0,16%	42,56%	2,50	29	30%	0	-
	0,25 à < 0,50	127	14	75%	137	0,27%	42,68%	2,50	55	40%	0	-
	0,50 à < 0,75	318	22	75%	332	0,53%	42,50%	2,50	183	55%	1	-
	0,75 à < 2,50	849	52	75%	890	1,54%	42,60%	2,50	693	78%	6	-
	2,50 à < 10,00	770	38	75%	792	4,37%	42,75%	2,50	855	108%	15	-
	10,00 à < 100,00	164	2	75%	160	16,09%	42,72%	2,50	250	156%	11	-
	100,00 (défaut)	102	0	75%	100	100,00%	44,04%	2,50	-	-	44	-
<b>Sous-total</b>	<b>2 512</b>	<b>142</b>	<b>74%</b>	<b>2 603</b>	<b>6,79%</b>	<b>42,71%</b>	<b>2,50</b>	<b>2 067</b>	<b>79%</b>	<b>77</b>	<b>(66)</b>	
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	955	48	75%	997	0,07%	44,02%	2,50	232	23%	0	-
	0,15 à < 0,25	3	0	75%	3	0,16%	42,27%	2,50	1	26%	0	-
	0,25 à < 0,50	165	10	75%	173	0,26%	43,90%	2,50	88	51%	0	-
	0,50 à < 0,75	548	13	75%	559	0,51%	43,43%	2,50	393	70%	1	-
	0,75 à < 2,50	632	47	75%	663	1,58%	43,21%	2,50	681	103%	5	-
	2,50 à < 10,00	636	21	75%	650	4,49%	43,15%	2,50	917	141%	13	-
	10,00 à < 100,00	86	1	75%	86	15,34%	43,37%	2,50	166	193%	6	-
	100,00 (défaut)	66	0	75%	66	100,00%	43,93%	2,50	-	-	29	-
<b>Sous-total</b>	<b>3 091</b>	<b>140</b>	<b>75%</b>	<b>3 196</b>	<b>3,83%</b>	<b>43,54%</b>	<b>2,50</b>	<b>2 477</b>	<b>77%</b>	<b>53</b>	<b>(40)</b>	
<b>TRAITEMENT ALTERNATIF : GARANTI PAR UN BIEN IMMOBILIER</b>	<b>Sous-total</b>	<b>386</b>	<b>-</b>	<b>100%</b>	<b>386</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>-</b>	<b>179</b>	<b>46%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>		<b>6 023</b>	<b>287</b>	<b>74%</b>	<b>6 237</b>	<b>5,12%</b>	<b>43,18%</b>	<b>2,50</b>	<b>4 725</b>	<b>76%</b>	<b>130</b>	<b>(107)</b>

**TABLEAU 32 : ÉVOLUTION DES RWA ET DES EXIGENCES DE FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT EN APPROCHE IRB (CR8)**

(En M EUR)	RWA	Exigences de fonds propres
<b>RWA de fin de la période précédente (31.03.2020)</b>	<b>166 751</b>	<b>13 340</b>
Volume	7 657	613
Qualité des actifs	1 016	81
Mise à jour des modèles	-	-
Méthodologie	(3 484)	(279)
Acquisitions et cessions	-	-
Change	(424)	(34)
Autre	(379)	(30)
<b>RWA de fin de la période de reporting (30.06.2020)</b>	<b>171 137</b>	<b>13 691</b>

## VENTILATION DU RISQUE DE CRÉDIT - EXPOSITIONS DÉPRÉCIÉES ET DÉPRÉCIATIONS

**TABLEAU 33 : VARIATION DES DÉPRÉCIATIONS (CR2-A)**

(En M EUR)	30.06.2020			
	Stage 1	Stage 2	Stage 3	Total
<b>Solde d'ouverture (31.12.2019)</b>	<b>(999)</b>	<b>(1 248)</b>	<b>(9 163)</b>	<b>(11 409)</b>
Augmentations dues à l'initiation et à l'acquisition	(340)	(319)	(71)	(730)
Diminutions dues à la décomptabilisation	196	182	186	564
Variations dues à des variations du risque de crédit (net)	(242)	(410)	(1 424)	(2 075)
Diminutions du compte de correction de valeur dues à des sorties de bilan	-	-	474	474
Autres ajustements	14	9	98	120
<b>Solde de clôture (30.06.2020)</b>	<b>(1 371)</b>	<b>(1 785)</b>	<b>(9 899)</b>	<b>(13 056)</b>
Recouvrements de montants précédemment sortis du bilan portés directement au résultat net	-	-	37	37
Montants sortis du bilan directement portés au résultat net	-	-	(71)	(71)



## 3.4 DÉTAIL RISQUE DE CONTREPARTIE

Dans cette section, les montants indiqués correspondent au strict risque de contrepartie (i.e. n'incluant pas le risque de crédit).

### VENTILATION DU RISQUE DE CONTREPARTIE - SYNTHÈSE

**TABLEAU 34 : EXPOSITION, EAD ET RWA AU TITRE DU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR MÉTHODE ET CATÉGORIE D'EXPOSITIONS**

30.06.2020									
(En M EUR)	IRB			Standard			Total		
Catégorie d'expositions	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA
Souverains	27 302	27 414	442	43	43	1	27 344	27 457	444
Établissements	20 270	20 274	2 909	25 825	25 833	802	46 094	46 108	3 712
Entreprises	48 557	48 447	12 516	1 027	1 012	769	49 584	49 459	13 285
Clientèle de détail	106	106	8	16	2	2	122	108	10
Autres	2	2	0	202	202	212	204	204	213
<b>TOTAL</b>	<b>96 236</b>	<b>96 243</b>	<b>15 876</b>	<b>27 112</b>	<b>27 092</b>	<b>1 787</b>	<b>123 349</b>	<b>123 335</b>	<b>17 663</b>

31.12.2019									
(En M EUR)	IRB			Standard			Total		
Catégorie d'expositions	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA	Exposition	EAD	RWA
Souverains	22 843	22 954	302	3	3	-	22 845	22 956	302
Établissements	20 006	20 005	2 901	29 209	29 209	1 035	49 215	49 215	3 936
Entreprises	44 030	43 919	10 639	1 042	1 042	826	45 072	44 961	11 465
Clientèle de détail	189	189	9	1	1	1	190	190	11
Autres	9	9	-	189	189	189	199	199	189
<b>TOTAL</b>	<b>87 077</b>	<b>87 077</b>	<b>13 852</b>	<b>30 444</b>	<b>30 444</b>	<b>2 052</b>	<b>117 521</b>	<b>117 521</b>	<b>15 904</b>

Les deux années présentent les données sans la CVA (Credit Valuation Adjustment). Celle-ci représente 3,4 milliards d'euros d'encours pondérés (RWA) au 30 juin 2020 (contre 2,6 milliards d'euros au 31 décembre 2019).

## VENTILATION DU RISQUE DE CONTREPARTIE - DÉTAIL

**TABLEAU 35 : RISQUE DE CONTREPARTIE EN APPROCHE INTERNE PAR CATÉGORIE D'EXPOSITIONS ET PAR ÉCHELLE DE PROBABILITÉ DE DÉFAUT (CCR4)**

Le tableau suivant présente les expositions du Groupe soumises au risque de contrepartie et faisant l'objet d'un modèle interne pour la détermination des RWA. Conformément aux recommandations de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE), la CVA et les expositions traitées *via* une contrepartie centrale sont exclues.

		30.06.2020					
(En M EUR)	Échelle de PD	EAD après CRM et après CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Maturité moyenne	RWA	RW moyen
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15	26 998	0,01%	1,14%	1,17	70	0,26%
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	16	0,26%	44,17%	1,18	6	38,57%
	0,50 à < 0,75	31	0,50%	45,00%	3,59	27	87,38%
	0,75 à < 2,50	247	2,12%	32,98%	0,49	169	68,57%
	2,50 à < 10,00	122	4,66%	45,00%	1,25	170	139,26%
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	<b>Sous-total</b>	<b>27 414</b>	<b>0,05%</b>	<b>1,69%</b>	<b>1,17</b>	<b>442</b>	<b>1,61%</b>
Établissements	0,00 à < 0,15	18 002	0,04%	24,94%	1,65	1 650	9,16%
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	1 178	0,26%	23,90%	1,80	360	30,58%
	0,50 à < 0,75	480	0,50%	39,78%	1,99	308	64,13%
	0,75 à < 2,50	427	1,70%	38,81%	1,51	348	81,37%
	2,50 à < 10,00	160	3,92%	34,60%	1,32	172	107,48%
	10,00 à < 100,00	15	13,67%	31,40%	2,45	34	228,87%
	100,00 (défaut)	7	100,00%	42,98%	3,03	37	537,25%
	<b>Sous-total</b>	<b>20 270</b>	<b>0,18%</b>	<b>25,92%</b>	<b>1,66</b>	<b>2 909</b>	<b>14,35%</b>
Entreprises – PME	0,00 à < 0,15	61	0,12%	33,86%	2,56	8	13,62%
	0,15 à < 0,25	180	0,20%	11,70%	1,56	15	8,14%
	0,25 à < 0,50	26	0,30%	37,24%	3,37	14	53,83%
	0,50 à < 0,75	52	0,51%	33,63%	2,47	23	43,25%
	0,75 à < 2,50	72	1,52%	33,84%	2,21	41	56,35%
	2,50 à < 10,00	213	3,55%	30,24%	1,54	148	69,48%
	10,00 à < 100,00	14	18,50%	35,01%	2,19	18	124,69%
	100,00 (défaut)	3	100,00%	36,30%	2,74	13	453,79%
	<b>Sous-total</b>	<b>623</b>	<b>2,39%</b>	<b>26,36%</b>	<b>1,90</b>	<b>279</b>	<b>44,82%</b>
Entreprises – Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	314	0,09%	29,75%	3,29	72	22,84%
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	135	0,26%	7,37%	3,66	17	12,36%
	0,50 à < 0,75	114	0,50%	12,10%	2,79	23	19,81%
	0,75 à < 2,50	489	1,99%	13,57%	1,90	155	31,74%
	2,50 à < 10,00	281	4,09%	10,25%	1,46	85	30,13%
	10,00 à < 100,00	13	11,42%	2,56%	3,10	2	12,64%
	100,00 (défaut)	0	0,00%	0,00%	0,00	0	0,00%
	<b>Sous-total</b>	<b>1 346</b>	<b>1,78%</b>	<b>15,80%</b>	<b>2,40</b>	<b>353</b>	<b>26,19%</b>
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	32 677	0,05%	33,25%	1,38	3 878	11,87%
	0,15 à < 0,25	0	0,17%	35,00%	1,39	0	24,59%
	0,25 à < 0,50	3 792	0,26%	29,27%	2,40	1 293	34,11%
	0,50 à < 0,75	3 761	0,50%	23,79%	2,36	1 364	36,27%
	0,75 à < 2,50	3 800	1,49%	29,17%	2,10	2 593	68,24%
	2,50 à < 10,00	2 042	4,82%	32,60%	1,80	2 107	103,18%
	10,00 à < 100,00	240	13,26%	31,49%	1,86	359	149,74%
	100,00 (défaut)	151	100,00%	31,11%	2,60	279	184,56%
	<b>Sous-total</b>	<b>46 464</b>	<b>0,83%</b>	<b>31,63%</b>	<b>1,63</b>	<b>11 874</b>	<b>25,56%</b>

30.06.2020

(En M EUR)	Échelle de PD	EAD après CRM et après CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Maturité moyenne	RWA	RW moyen
Clientèle de détail – Autres non PME	0,00 à < 0,15	9	0,01%	11,50%	5,00	0	4,94%
	0,15 à < 0,25	89	0,20%	11,50%	5,00	4	4,94%
	0,25 à < 0,50	5	0,34%	46,00%	5,00	1	27,90%
	0,50 à < 0,75	1	0,53%	28,75%	5,00	0	22,64%
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	3	24,71%	24,00%	5,00	2	61,40%
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	<b>Sous-total</b>	<b>106</b>	<b>0,80%</b>	<b>13,61%</b>	<b>5,00</b>	<b>8</b>	<b>7,57%</b>
<b>POSITIONS DE TITRISATION</b>	<b>Sous-total</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>20,00%</b>
<b>TOTAL</b>		<b>96 224</b>	<b>0,49%</b>	<b>20,21%</b>	<b>1,52</b>	<b>15 865</b>	<b>16,49%</b>

31.12.2019

(En M EUR)	Échelle de PD	EAD après CRM et après CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Maturité moyenne	RWA	RW moyen
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15	22 651	0,00%	2,59%	1,21	109	0,48%
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	18	0,26%	39,33%	1,31	6	35,91%
	0,50 à < 0,75	30	0,50%	45,00%	3,95	27	91,72%
	0,75 à < 2,50	201	1,10%	20,24%	0,89	73	36,35%
	2,50 à < 10,00	55	4,61%	45,00%	1,21	87	157,63%
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	<b>Sous-total</b>	<b>22 954</b>	<b>0,03%</b>	<b>2,91%</b>	<b>1,21</b>	<b>302</b>	<b>1,32%</b>
Établissements	0,00 à < 0,15	17 019	0,04%	24,20%	1,53	1 517	8,91%
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	1 203	0,26%	27,90%	1,66	375	31,17%
	0,50 à < 0,75	455	0,50%	38,81%	1,78	293	64,28%
	0,75 à < 2,50	615	1,75%	40,21%	1,56	450	73,20%
	2,50 à < 10,00	163	4,06%	30,80%	1,36	168	102,86%
	10,00 à < 100,00	38	12,80%	23,81%	1,06	71	185,34%
	100,00 (défaut)	4	100,00%	35,00%	2,88	19	437,50%
	<b>Sous-total</b>	<b>19 498</b>	<b>0,20%</b>	<b>25,86%</b>	<b>1,55</b>	<b>2 893</b>	<b>14,84%</b>
Entreprises – PME	0,00 à < 0,15	55	0,10%	30,79%	3,58	10	18,12%
	0,15 à < 0,25	79	0,20%	11,72%	4,98	14	18,22%
	0,25 à < 0,50	11	0,26%	30,28%	1,74	3	23,98%
	0,50 à < 0,75	34	0,51%	34,16%	2,63	16	47,61%
	0,75 à < 2,50	53	1,47%	34,82%	2,40	36	67,80%
	2,50 à < 10,00	116	6,29%	31,12%	3,67	113	97,16%
	10,00 à < 100,00	8	19,18%	35,09%	2,03	12	145,12%
	100,00 (défaut)	2	100,00%	38,47%	1,68	5	250,30%
	<b>Sous-total</b>	<b>358</b>	<b>3,30%</b>	<b>27,74%</b>	<b>3,55</b>	<b>208</b>	<b>58,13%</b>
Entreprises – Financement spécialisé	0,00 à < 0,15	203	0,07%	30,00%	3,75	57	28,15%
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	27	0,26%	10,24%	4,13	4	16,06%
	0,50 à < 0,75	50	0,50%	10,00%	4,22	11	21,13%
	0,75 à < 2,50	483	1,86%	9,25%	2,37	113	23,37%
	2,50 à < 10,00	451	3,90%	9,87%	1,71	135	29,85%
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	<b>Sous-total</b>	<b>1 214</b>	<b>2,23%</b>	<b>13,00%</b>	<b>2,47</b>	<b>319</b>	<b>26,32%</b>

31.12.2019

(En M EUR)	Échelle de PD	EAD après CRM et après CCF	PD moyenne	LGD moyenne	Maturité moyenne	RWA	RW moyen
Entreprises – Autres	0,00 à < 0,15	30 744	0,05%	33,36%	1,36	3 634	11,82%
	0,15 à < 0,25	-	-	-	-	-	-
	0,25 à < 0,50	3 574	0,26%	29,54%	2,48	1 141	31,94%
	0,50 à < 0,75	3 106	0,50%	25,64%	2,33	1 180	37,98%
	0,75 à < 2,50	2 775	1,48%	28,50%	2,42	1 890	68,11%
	2,50 à < 10,00	1 948	4,31%	31,89%	1,60	1 910	98,06%
	10,00 à < 100,00	91	13,86%	32,68%	1,68	143	156,49%
	100,00 (défaut)	107	100,00%	29,43%	3,20	211	196,79%
	<b>Sous-total</b>	<b>42 345</b>	<b>0,67%</b>	<b>31,93%</b>	<b>1,61</b>	<b>10 110</b>	<b>23,87%</b>
Clientèle de détail – Autres non PME	0,00 à < 0,15	11	0,03%	12,30%	5,00	0	1,29%
	0,15 à < 0,25	177	0,20%	11,50%	5,00	9	4,94%
	0,25 à < 0,50	1	0,34%	46,00%	5,00	0	27,90%
	0,50 à < 0,75	0	0,53%	28,75%	5,00	0	22,64%
	0,75 à < 2,50	-	-	-	-	-	-
	2,50 à < 10,00	-	-	-	-	-	-
	10,00 à < 100,00	-	-	-	-	-	-
	100,00 (défaut)	-	-	-	-	-	-
	<b>Sous-total</b>	<b>189</b>	<b>0,19%</b>	<b>11,79%</b>	<b>5,00</b>	<b>9</b>	<b>4,90%</b>
<b>POSITIONS DE TITRISATION</b>	<b>Sous-total</b>	<b>9</b>	<b>0,00%</b>	<b>0,00%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0,00%</b>
<b>TOTAL</b>		<b>86 567</b>	<b>0,43%</b>	<b>21,15%</b>	<b>1,52</b>	<b>13 841</b>	<b>15,99%</b>

TABLEAU 36 : EAD ET RWA SUR LES CONTREPARTIES CENTRALES (CCP) (CCR8)

(En M EUR)	30.06.2020		31.12.2019	
	EAD	RWA	EAD	RWA
Expositions sur les CCP éligibles	30 241	1 057	32 252	1 454
Expositions sur opérations auprès de CCP éligibles (hors dépôt de garantie initial et contributions aux fonds de garantie) ; dont :	14 743	295	16 225	326
■ Dérivés de gré à gré	789	16	1 108	23
■ Marchés dérivés organisés	12 819	256	13 551	271
■ Cessions temporaires de titres	1 034	21	1 323	26
■ Ensembles de compensation si la compensation multiproduit a été approuvée	102	2	243	6
Dépôt de garantie initial séparé	9 966	-	9 731	-
Dépôt de garantie initial non séparé	1 863	37	2 525	51
Contributions aux fonds de garantie préfinancées	3 669	725	3 771	1 077
Calcul alternatif d'exigences de fonds propres	-	-	-	-
Expositions sur les CCP non éligibles	-	-	-	-
Expositions sur opérations auprès de CCP non éligibles (hors dépôt de garantie initial et contributions aux fonds de garantie) ; dont :	-	-	-	-
■ Dérivés de gré à gré	-	-	-	-
■ Marchés dérivés organisés	-	-	-	-
■ Cessions temporaires de titres	-	-	-	-
■ Ensembles de compensation si la compensation multiproduit a été approuvée	-	-	-	-
Dépôt de garantie initial séparé	-	-	-	-
Dépôt de garantie initial non séparé	-	-	-	-
Contributions aux fonds de garantie préfinancées	-	-	-	-
Contributions aux fonds de garantie non financées	-	-	-	-

**TABLEAU 37 : INCIDENCES DES COMPENSATIONS ET SÛRETÉS DÉTENUES SUR LES VALEURS EXPOSÉES (CCR5-A)**

	30.06.2020				
(En M EUR)	Juste valeur brute positive ou valeur comptable nette	Bénéfices de la compensation	Exposition de crédit courante après compensation	Sûretés détenues	Expositions de crédit nettes
Dérivés	335 515	298 145	56 399	24 402	29 056
SFTs	1 229 670	568 021	713 963	593 706	87 781
Compensation multiproduits	36 601	43 158	49 258	5 182	918
<b>TOTAL</b>	<b>1 601 786</b>	<b>909 324</b>	<b>819 620</b>	<b>623 290</b>	<b>117 755</b>

La notion d'exposition de crédit nette présentée dans ce tableau diffère de celle d'EAD, dans la mesure où d'autres paramètres non inclus ici (*haircuts* réglementaires, *add-ons...*) peuvent intervenir dans le calcul de l'exposition réglementaire.

**TABLEAU 38 : COMPOSITION DES SÛRETÉS POUR LES EXPOSITIONS AU RISQUE DE CONTREPARTIE (CCR5-B)**

	30.06.2020			
	Sûretés utilisées dans des contrats dérivés		Sûretés utilisées dans des SFT	
(En M EUR)	Juste valeur des sûretés reçues	Juste valeur des sûretés données	Juste valeur des sûretés reçues	Juste valeur des sûretés données
Liquidité	54 768	27 451	22 371	32 842
Banques/Agents	32	608	90 647	97 593
Contreparties Centrales	-	9 201	10 960	5 925
Organismes soutenus par un gouvernement / Organismes gouvernementaux	-	-	-	-
Fonds spéculatifs	-	-	5	107
Sociétés d'assurance et de garantie financière	11	5	711	2 747
Fonds Communs de Placement	157	-	909	2 672
Sociétés non financières	658	29	24 024	57 415
Caisses de retraite	-	-	-	-
Administrations centrales	4 175	2 763	289 101	318 073
Fonds Commun de Créances	-	-	-	-
Supranationales	-	-	2 283	1 701
Autres	-	-	15	213

**TABLEAU 39 : ÉVOLUTION DES RWA ET DES EXIGENCES DE FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CONTREPARTIE EN APPROCHE IRB (CCR7)**

L'IMM est la méthode interne appliquée pour la détermination de l'exposition sur le risque de contrepartie. Les modèles bancaires utilisés sont soumis à la validation du superviseur.

L'application de ces modèles internes a un impact sur la méthode de calcul de l'EAD des opérations de marché mais également sur la méthode de calcul de la maturité bâloise.

(En M EUR)	RWA – IRB IMM	RWA – IRB hors IMM	RWA – Total IRB	Exigences de fonds propres – IRB IMM	Exigences de fonds propres – IRB hors IMM	Exigences de fonds propres – Total IRB
<b>RWA de fin de la période précédente (31.03.2020)</b>	<b>13 385</b>	<b>2 405</b>	<b>15 789</b>	<b>1 071</b>	<b>192</b>	<b>1 263</b>
Volume	(513)	269	(245)	(41)	21	(20)
Qualité des contreparties	17	120	137	1	10	11
Mise à jour des modèles	-	-	-	-	-	-
Méthodologie	358	-	358	29	-	29
Acquisitions et cessions	-	-	-	-	-	-
Change	(141)	(20)	(161)	(11)	(2)	(13)
Autre	81	(84)	(3)	7	(7)	(0)
<b>RWA de fin de la période de reporting (30.06.2020)</b>	<b>13 187</b>	<b>2 689</b>	<b>15 876</b>	<b>1 055</b>	<b>215</b>	<b>1 270</b>

Le tableau ci-dessus présente les données sans la CVA (*Credit Valuation Adjustment*) qui est de 3,0 milliards d'euros en approche avancée.

# 4

## TITRISATION

### EXIGENCES DE FONDS PROPRES

**TABLEAU 40 : POSITIONS DE TITRISATION CONSERVÉES OU ACQUISES DANS LE PORTEFEUILLE BANCAIRE PAR APPROCHE ET PAR PONDÉRATION**

		30.06.2020							
(En M EUR)		Valeur exposée au risque (EAD)				Exigences de fonds propres			
		Titrisation		Retitrisation		Titrisation		Retitrisation	
Approches et pondérations		STS	Non STS	STS	Non STS	STS	Non STS	STS	Non STS
Montant d'exposition par tranches de pondération/ Déduction	≤ 20% RW	6 884	26 252	-	-	49	353	-	-
	> 20% à 50% RW	-	544	-	-	-	15	-	-
	> 50% à 100% RW	-	190	-	-	-	10	-	-
	> 100% à 1250% RW	-	-	-	-	-	-	-	-
	1250% RW	-	-	-	-	-	-	-	-
	Déductions	5	2	-	-	-	-	-	-
Montant d'expositions par méthode réglementaire	SEC IRBA	-	10 423	-	-	-	146	-	-
	SEC ERBA (including IAA)	6 092	14 437	-	-	49	207	-	-
	SEC SA	792	2 125	-	-	-	25	-	-
	1250% RW	-	-	-	-	-	-	-	-
	Déductions	5	2	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL PORTEFEUILLE BANCAIRE</b>	<b>6 889</b>	<b>26 988</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>49</b>	<b>379</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	

Au 30 juin 2020, 80% des expositions de titrisation du portefeuille bancaire étaient non STS. 61% des expositions étaient évaluées selon la méthode IAA / SEC-ERBA et 31% en SEC-IRBA.

Le tableau du 31 décembre 2019 a été modifié comme suit :

		31.12.2019							
(En MEUR)		Valeur exposée au risque (EAD)				Exigences de fonds propres			
		Titrisation		Retitrisation		Titrisation		Retitrisation	
		STS	Non STS	STS	Non STS	STS	Non STS	STS	Non STS
Montant d'exposition par tranches de pondération/ Dédution	Approches et pondérations								
	≤ 20% RW	946	30 722	-	-	-	288	-	-
	> 20% à 50% RW	-	544	-	-	-	10	-	-
	> 50% à 100% RW	-	48	-	-	-	3	-	-
	> 100% à 1 250% RW	-	-	-	-	-	-	-	-
	1 250% RW	-	-	-	-	-	-	-	-
Déductions		-	16	-	-	-	-	-	-
Montant d'expositions par méthode réglementaire	SEC IRBA	-	10 104	-	-	-	149	-	-
	SEC ERBA (including IAA)	-	20 873	-	-	-	147	-	-
	SEC SA	946	336	-	-	-	5	-	-
	1 250% RW	-	-	-	-	-	-	-	-
	Déductions	-	16	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL PORTEFEUILLE BANCAIRE</b>		<b>946</b>	<b>31 330</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>301</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

**TABLEAU 41 : POSITIONS DE TITRISATIONS CONSERVÉES OU ACQUISES DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION PAR APPROCHE ET PAR PONDÉRATION**

		30.06.2020							
(En MEUR)		Valeur exposée au risque (EAD)				Exigences de fonds propres			
		Titrisation		Retitrisation		Titrisation		Retitrisation	
		STS	Non STS	STS	Non STS	STS	Non STS	STS	Non STS
Montant d'exposition par tranches de pondération/ Dédution	Approches et pondérations								
	≤ 20% RW	1	539	-	-	0	7	-	-
	> 20% à 50% RW	-	33	-	-	-	1	-	-
	> 50% à 100% RW	-	24	-	-	-	1	-	-
	> 100% à 1 250% RW	-	79	-	-	-	17	-	-
	1 250% RW	-	0	-	-	-	-	-	-
Déductions		-	1	-	-	-	-	-	-
Montant d'expositions par méthode réglementaire	SEC IRBA	-	-	-	-	-	-	-	-
	SEC ERBA (including IAA)	1	230	-	-	0	21	-	-
	SEC SA	-	446	-	-	-	5	-	-
	1 250% RW	-	0	-	-	-	-	-	-
	Déductions	-	1	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION</b>		<b>1</b>	<b>676</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>26</b>	<b>-</b>	<b>-</b>



Le tableau du 31 décembre 2019 a été modifié comme suit :

		31.12.2019							
(En M EUR)		Valeur exposée au risque (EAD)				Exigences de fonds propres			
		Titrisation		Retitrisation		Titrisation		Retitrisation	
Approches et pondérations		STS	Non STS	STS	Non STS	STS	Non STS	STS	Non STS
Montant d'exposition par tranches de pondération/ Déduction	≤ 20% RW	-	108	-	-	-	1	-	-
	> 20% à 50% RW	29	375	-	-	0	6	-	-
	> 50% à 100% RW	-	59	-	-	-	6	-	-
	> 100% à 1 250% RW	-	62	-	-	-	7	-	-
	1 250% RW	-	3	-	-	-	3	-	-
	Déductions	-	9	-	-	-	-	-	-
Montant d'expositions par méthode réglementaire	SEC IRBA	-	-	-	-	-	-	-	-
	SEC ERBA (including IAA)	29	604	-	-	0	19	-	-
	SEC SA	-	-	-	-	-	-	-	-
	1 250% RW	-	3	-	-	-	3	-	-
	Déductions	-	9	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION</b>	<b>29</b>	<b>616</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	

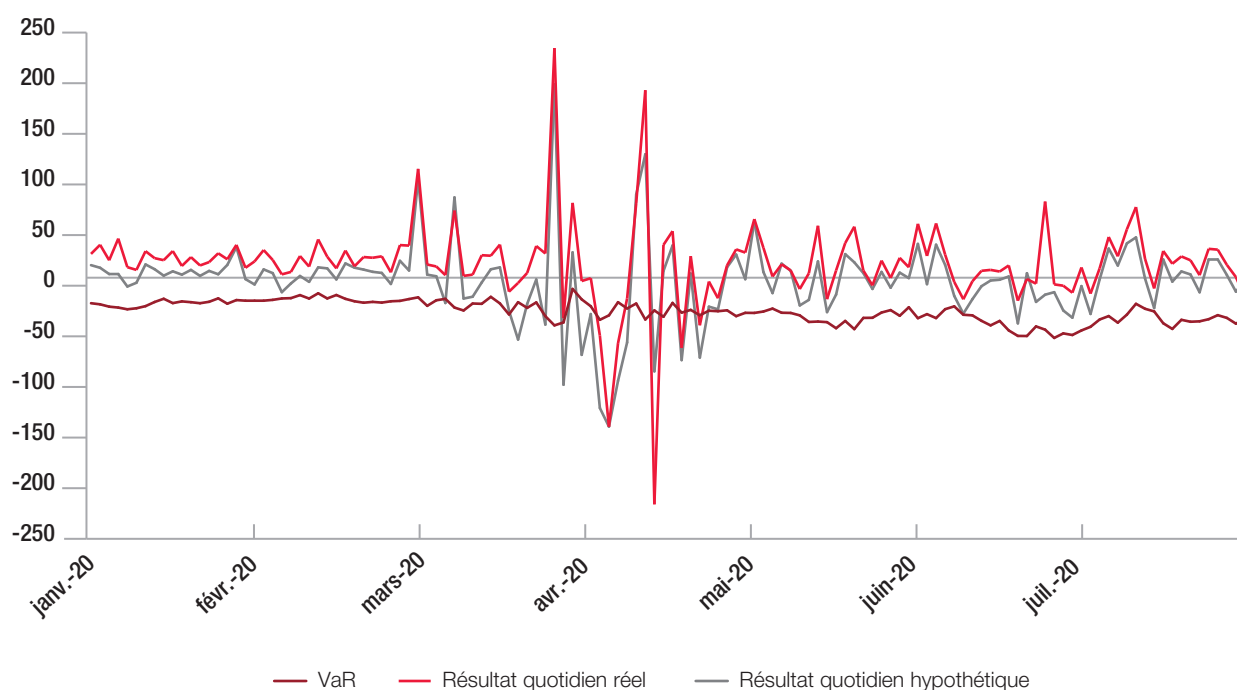


# 5

## RISQUE DE MARCHÉ

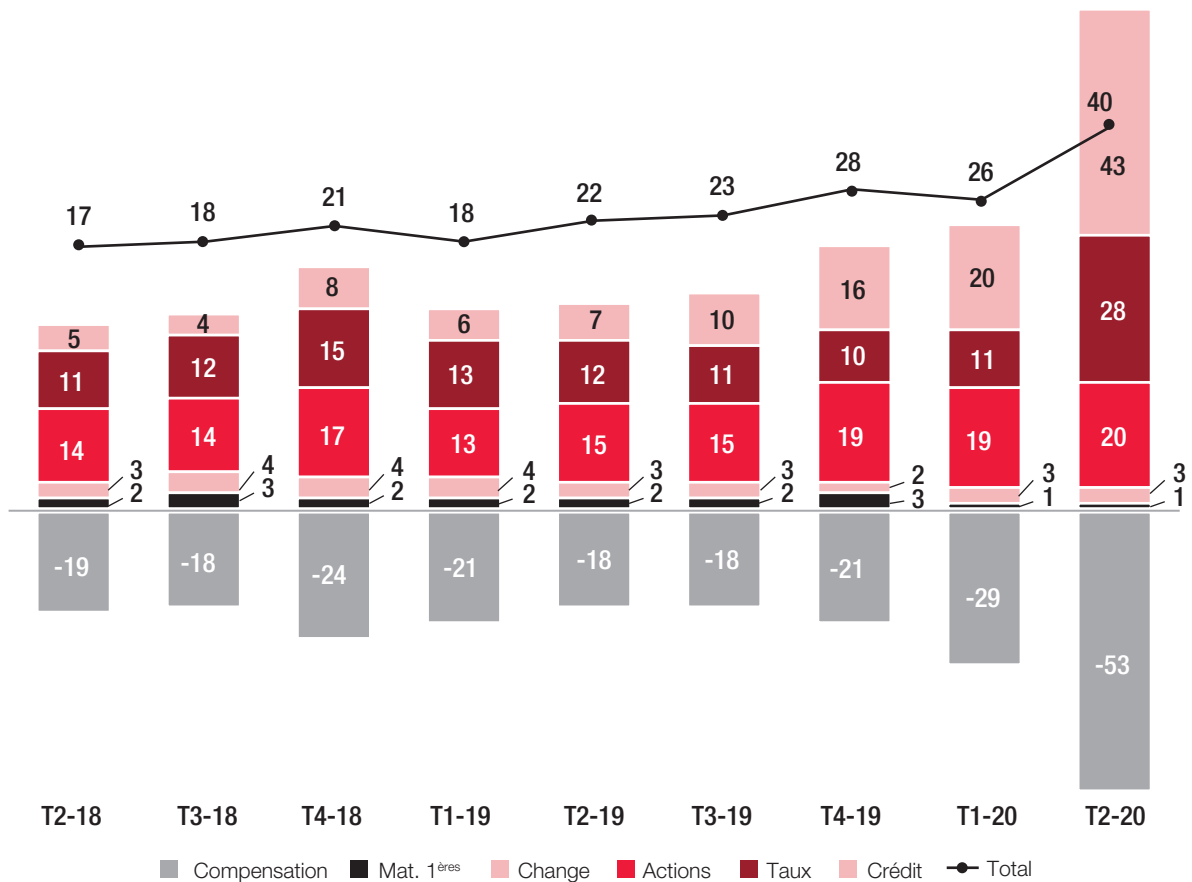
### 5.1 VALUE AT RISK 99% (VaR)

**VAR (UN JOUR, 99%), RÉSULTAT QUOTIDIEN RÉEL<sup>(1)</sup> ET RÉSULTAT QUOTIDIEN HYPOTHÉTIQUE<sup>(2)</sup> DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (2020, EN M EUR)**



(1) Résultat quotidien utilisé pour le backtesting de la VaR contre la valeur effective du portefeuille tel que défini dans le paragraphe « Value at risk » 99% (VaR).

(2) Résultat quotidien utilisé pour le backtesting de la VaR contre la valeur hypothétique du portefeuille tel que défini dans le paragraphe « Value at risk » 99% (VaR).

**VENTILATION PAR FACTEUR DE RISQUE DE LA VAR DE TRADING (UN JOUR, 99%) - ÉVOLUTION 2018-2020 DE LA MOYENNE TRIMESTRIELLE (EN M EUR)**


La VaR a augmenté sur les 6 premiers mois de l'année (40 millions d'euros au deuxième trimestre 2020 contre 28 millions d'euros au quatrième trimestre 2019 en moyenne). Partant d'un niveau bas en janvier / février, elle s'est ensuite inscrite à la hausse tout le reste du semestre consécutivement aux effets de la crise de la Covid-19 sur les marchés. Ce sont essentiellement les périmètres taux et crédit qui ont contribué à cette augmentation en raison de l'entrée en milieu de semestre de nouveaux scénarios dans la fenêtre de calcul appliquant des chocs de hausse de taux d'intérêt et de resserrement des spreads de crédit, qui pénalisent les positions de couverture de la CVA ainsi que les activités exotiques de crédit.

Les activités actions, sensibles pour leur part à des scénarios de rebond des marchés actions associés à des hausses de taux, sont à l'origine de la volatilité de la VaR, sans impact majeur toutefois sur la hausse observée, leur contribution restant stable en moyenne.

En répercussion de la crise de la Covid-19, les marchés ont été marqués au premier semestre 2020 par une forte volatilité, toutes classes d'actifs confondues. Ainsi, sur cette période, un dépassement de backtesting de VaR a été observé au niveau du groupe Société Générale lors de 13 journées. Suite à la décision du Parlement européen d'autoriser les institutions à exclure les événements de backtesting intervenus entre le 1er janvier 2020 et le 31 décembre 2021 non imputables à leur modèle interne, les autorités compétentes ont validé l'exclusion de tels événements du calcul des actifs pondérés de la Société Générale pour le risque de marché.

## 5.2 ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES DE FOND PROPRES

**TABLEAU 42 : ENCOURS PONDÉRÉS ET EXIGENCES DE FOND PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE MARCHÉ PAR COMPOSANTE DE RISQUES**

(En MEUR)	Encours pondérés (RWA)			Exigences de fonds propres		
	30.06.2020	31.12.2019	Variation	30.06.2020	31.12.2019	Variation
VaR	5 659	3 881	1 778	453	310	142
Stressed VaR	10 822	6 678	4 143	866	534	331
Risque additionnel de défaut et de migration (IRC)	1 354	1 361	(7)	108	109	(1)
Portefeuille de corrélation (CRM)	1 402	1 220	182	112	98	15
<b>Total risque de marché évalué par modèle interne</b>	<b>19 236</b>	<b>13 140</b>	<b>6 096</b>	<b>1 539</b>	<b>1 051</b>	<b>488</b>
Risque spécifique aux positions de titrisation du portefeuille de négociation	326	277	49	26	22	4
Risque de change	409	865	(456)	33	69	(36)
Risque de taux d'intérêt (hors titrisation)	1 013	231	782	81	18	63
Risque de positions sur titres de propriété	0	-	0	0	-	0
Risque de positions sur produits de base	0	0	0	0	0	0
<b>Total risque de marché en approche standard</b>	<b>1 748</b>	<b>1 373</b>	<b>375</b>	<b>140</b>	<b>110</b>	<b>30</b>
<b>TOTAL</b>	<b>20 984</b>	<b>14 513</b>	<b>6 471</b>	<b>1 679</b>	<b>1 161</b>	<b>518</b>

Les RWA marché ont augmenté de près de 50% au cours du premier semestre 2020 (21,0 milliards d'euros au T2 2020 contre 14,5 milliards d'euros au T4 2019) dans un environnement marqué par une forte volatilité toutes classes d'actifs confondues en raison des incertitudes liées à la crise Covid-19. Cette hausse s'explique essentiellement par :

- une augmentation au niveau de la SVaR dès le première trimestre, concentrée sur le périmètre actions, qui se maintient par la suite à des niveaux élevés en raison des contributions des activités de crédit exotique et de taux (impact de +4,1 milliards d'euros sur les RWA) ;
- un accroissement de la VaR (Cf. supra – impact de +1.8 milliard d'euros sur les RWA) ;

- une hausse de la contribution en approche standard résultant principalement de l'intégration des *mutual funds* dans son assiette de calcul.

À noter que les diverses mesures prises par la BCE ont permis de limiter l'impact des dépassements de backtesting de VaR résultant de mouvements de marché exceptionnels en lien avec la crise de la Covid-19 sur le niveau du coefficient multiplicateur utilisé pour le calcul des RWA au titre de la VaR et de la SVaR (cf. supra).

## 5.3 ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE MARCHÉ - INFORMATIONS QUANTITATIVES COMPLÉMENTAIRES

**TABLEAU 43 : RISQUE DE MARCHÉ EN APPROCHE STANDARD (MR1)**

(En M EUR)	30.06.2020	31.12.2019	30.06.2020	31.12.2019
	Encours pondérés (RWA)	Encours pondérés (RWA)	Exigences de fonds propres	Exigences de fonds propres
<b>Produits</b>	<b>1 422</b>	<b>1 096</b>	<b>114</b>	<b>88</b>
Risque de taux (général et spécifique)	1 013	231	81	18
Risque sur actions (général et spécifique)	0	-	0	-
Risque de change	409	865	33	69
Risque sur produits de base	0	0	0	0
<b>Options</b>	<b>326</b>	<b>277</b>	<b>26</b>	<b>22</b>
Approche simplifiée	-	-	-	-
Méthode Delta-plus	-	-	-	-
Approche par scénario	-	-	-	-
Titrisation (risque spécifique)	326	277	26	22
<b>TOTAL</b>	<b>1 748</b>	<b>1 373</b>	<b>140</b>	<b>110</b>

La ligne « Produits » se réfère aux positions sur les produits non optionnels.

**TABLEAU 44 : RISQUE DE MARCHÉ EN APPROCHE MODÈLE INTERNE (MR2-A)**

(En M EUR)	30.06.2020	31.12.2019	30.06.2020	31.12.2019
	Encours pondérés (RWA)	Encours pondérés (RWA)	Exigences de fonds propres	Exigences de fonds propres
<b>1 VaR (maximum entre a et b)</b>	<b>5 659</b>	<b>3 881</b>	<b>453</b>	<b>310</b>
(a) VaR du jour précédent (article 365 (1) (VaRt-1))			128	85
Moyenne des VaR quotidiennes (article 365 (1)) sur chacun des soixante jours ouvrables précédents (VaRav) facteur multiplicatif (mc) conformément à l'article 366			453	310
(b) <b>2 SVaR (maximum entre a et b)</b>	<b>10 822</b>	<b>6 678</b>	<b>866</b>	<b>534</b>
(a) Dernière SVaR (article 365 (2) (sVaRt-1))			293	229
Moyenne des SVaR (article 365 (2)) pendant les soixante jours ouvrables précédents (sVaRav) x facteur multiplicatif (ms) (article 366)			866	534
<b>3 Risque additionnel de défaut et de migration - IRC (maximum entre a et b)</b>	<b>1 354</b>	<b>1 361</b>	<b>108</b>	<b>109</b>
(a) Valeur d'IRC la plus récente (Risque additionnel de défaut et de migration (IRC) section 3 calculé conformément à la section 3 articles 370/371)			108	83
(b) Moyenne des valeurs d'IRC au cours des 12 semaines précédentes			83	109
<b>4 Portefeuille de corrélation - CRM (maximum entre a, b et c)</b>	<b>1 402</b>	<b>1 220</b>	<b>112</b>	<b>98</b>
(a) Valeur de risque la plus récente du portefeuille de corrélation (article 377)			51	95
Moyenne du risque du portefeuille de corrélation sur les 12 semaines précédentes			112	98
(c) 8% de l'exigence de fonds propres en méthode SA sur la valeur de risque la plus récente du portefeuille de corrélation (article 338 (4))			112	79
<b>5 TOTAL</b>	<b>19 236</b>	<b>13 140</b>	<b>1 539</b>	<b>1 051</b>

**TABLEAU 45 : VALEURS DANS LE PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION SELON L'APPROCHE DES MODÈLES INTERNES (MR3)**

(En M EUR)	30.06.2020	31.12.2019
<b>VaR (10 jours, 99%)<sup>(1)</sup></b>		
Début de période	103	49
Maximum	188	113
Moyenne	129	71
Minimum	82	40
Fin de période	127	85
<b>Stressed VaR (10 jours, 99%)<sup>(1)</sup></b>		
Début de période	231	108
Maximum	281	213
Moyenne	208	119
Minimum	162	49
Fin de période	177	112
<b>Incremental Risk Charge (99,9%)</b>		
Début de période	58	317
Maximum	111	352
Moyenne	85	192
Minimum	58	58
Fin de période	108	83
<b>Comprehensive Risk Capital Charge (99,9%)</b>		
Début de période	157	164
Maximum	167	211
Moyenne	107	144
Minimum	51	73
Fin de période	51	95
<b>Floor (méthode de mesure standard)</b>	112	79

(1) Sur le périmètre pour lequel les exigences de fonds propres sont déterminées par modèle interne.

**TABLEAU 46 : VARIATION TRIMESTRIELLE DES RWA RISQUE DE MARCHÉ EN APPROCHE DU MODÈLE INTERNE (MR2-B)**

(En M EUR)	VaR	SVaR	IRC	CRM	Autre	Total RWA	Exigences de fonds propres
<b>RWA à la fin de la période précédente (31.03.2020)</b>	<b>4 071</b>	<b>10 300</b>	<b>1 153</b>	<b>2 276</b>	-	<b>17 800</b>	<b>1 424</b>
<i>Ajustement réglementaire</i>	2 546	6 700	488	0	-	9 734	779
<i>RWA fin de journée du trimestre précédent</i>	1 525	3 600	665	2 276	-	8 066	645
Changement dans les niveaux de risque	1 744	670	201	(874)	-	1 740	139
Mises à jour / changements dans les modèles	(151)	(141)	-	-	-	(292)	(23)
Méthodologie et politique	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions	-	-	-	-	-	-	-
Mouvements sur le change	(4)	(8)	-	-	-	(12)	(1)
Autre	-	-	-	-	-	-	-
<i>RWA fin de journée du trimestre</i>	1 604	1 956	1 354	635	-	5 549	444
<i>Ajustement réglementaire</i>	4 055	8 866	-	767	-	13 688	1 095
<b>RWA à la fin de la période (30.06.2020)</b>	<b>5 659</b>	<b>10 822</b>	<b>1 354</b>	<b>1 402</b>	-	<b>19 236</b>	<b>1 539</b>

Les effets sont définis comme suit :

- ajustement réglementaire : delta entre les RWA utilisés pour le calcul des RWA réglementaires et les RWA du dernier jour ou de la dernière semaine de la période ;
- changements dans les niveaux de risque : évolutions liées aux caractéristiques de marché ;
- mises à jour/changements dans les modèles : évolutions relatives à la mise à jour significative du modèle liée aux observations (recalibrage) et à l'évolution du périmètre de calcul ;
- méthodologie et politique : changements découlant de l'évolution de la réglementation ;
- acquisitions et cessions : évolutions dues à l'achat ou à la vente de lignes métiers ;
- mouvements sur le change : évolutions découlant de la fluctuation des devises.



# 6

## RISQUE OPÉRATIONNEL

### ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES

Les exigences de fonds propres de Société Générale relatives au risque opérationnel sont déterminées essentiellement en approche de mesure avancée (AMA) par le modèle interne (95% au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019). Le montant des encours pondérés sur le périmètre

AMA est stable. La légère baisse des encours pondérés en approche standard fait suite à la prise en compte d'indicateurs plus pertinents pour le calcul, en lien avec les articles 317 et 318 du règlement (UE) no 575/2013.

Le tableau ci-dessous présente les encours pondérés du Groupe et les exigences de fonds propres correspondantes au 30 juin 2020.

**TABLEAU 47 : ENCOURS PONDÉRÉS ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE OPÉRATIONNEL**

	30.06.2020				31.12.2019			
	Encours pondérés en Approche standard	Encours pondérés en Approche interne (AMA)	Total des encours pondérés	Exigences de fonds propres	Encours pondérés en Approche standard	Encours pondérés en Approche interne (AMA)	Total des encours pondérés	Exigences de fonds propres
(en M EUR)								
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	155	32 007	32 162	2 573	189	32 007	32 196	2 576
Hors Pôles	309	3 141	3 450	276	364	3 141	3 505	280
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	1 788	5 029	6 817	545	1 884	5 029	6 913	553
Banque de détail en France	111	5 313	5 424	434	33	5 313	5 346	428
<b>TOTAL</b>	<b>2 362</b>	<b>45 491</b>	<b>47 853</b>	<b>3 828</b>	<b>2 470</b>	<b>45 491</b>	<b>47 961</b>	<b>3 837</b>



# 7

## RISQUES STRUCTURELS DE TAUX ET DE CHANGE

La sensibilité de la valeur du Groupe aux variations de taux au 31 mai 2020 est de +162 millions d'euros (pour une hausse des taux instantanée et parallèle de 0,1%).

**TABLEAU 48 : SENSIBILITÉ DE LA VALEUR DU GROUPE À UNE VARIATION DE TAUX DE +10 PB**

(En M EUR)

	<b>TOTAL</b>
<b>Montant de la sensibilité (31.05.2020)</b>	<b>162</b>
Montant de la sensibilité (31.12.2019)	(54)

**TABLEAU 49 : SENSIBILITÉ DE LA MARGE D'INTÉRÊT DU GROUPE**

(En M EUR)

	<b>31.05.2020</b>	<b>31.12.2019</b>
Hausse parallèle des taux de 10 pb		
Année 1	50	9
Année 2	94	48
Année 3	155	115
Baisse parallèle des taux de 10 pb		
Année 1	(55)	(15)
Année 2	(100)	(56)
Année 3	(162)	(122)



# 8

## RISQUE DE LIQUIDITÉ

### 8.1 ACTIFS GREVÉS ET NON GREVÉS (ENCUMBERED ASSETS)

TABLEAU 50 : ACTIFS GREVÉS ET ACTIFS NON GREVÉS (AE-ASS)

(En M EUR)	30.06.2020 <sup>(1)</sup>							
	Valeur comptable des actifs grevés		Juste valeur des actifs grevés		Valeur comptable des actifs non grevés		Juste valeur des actifs non grevés	
		dont EHQLA & HQLA		dont EHQLA & HQLA		dont EHQLA & HQLA		dont EHQLA & HQLA
<b>Total Actifs de l'établissement déclarant</b>	<b>163 839</b>	<b>53 998</b>			<b>1 112 871</b>	<b>145 011</b>		
Instrument de capitaux propres	28 092	25 864			38 734	7 504		
Titres de créance	36 259	28 134	36 259	28 134	65 439	45 451	65 439	45 451
<i>dont obligations garanties</i>	59	9	59	9	340	247	340	247
<i>dont titres adossés à des actifs</i>	239	135	239	135	2 074	54	2 074	54
<i>dont émis par des administrations publiques</i>	31 414	27 087	31 414	27 087	39 007	39 007	39 007	39 007
<i>dont émis par des entreprises financières</i>	2 444	388	2 444	388	14 659	4 874	14 659	4 874
<i>dont émis par des entreprises non financières</i>	1 508	659	1 508	659	5 693	416	5 693	416
Autres actifs	100 548	-			1 010 055	92 056		
<i>dont prêts à vue</i>	4 779	-	-	-	134 671	88 316	-	-
<i>dont prêts et avances autres que les prêts à vue</i>	94 220	-	-	-	572 265	1 273	-	-
<i>dont autres</i>	1 551	-	-	-	300 650	2 466	-	-

(1) Les valeurs du tableau sont calculées comme la médiane des quatre derniers trimestres.

TABLEAU 51 : SÛRETÉS REÇUES (AE-COL)

(En M EUR)	30.06.2020 <sup>(1)</sup>			
	Juste valeur des sûretés grevées reçues ou des propres titres de créance grevés émis		Juste valeur des sûretés non grevées reçues ou des propres titres de créance émis pouvant être grevés	
		dont EHQLA & HQLA <sup>(1)</sup>		dont EHQLA & HQLA <sup>(1)</sup>
<b>Sûretés reçues par l'établissement déclarant</b>	<b>379 066</b>	<b>336 878</b>	<b>78 116</b>	<b>63 657</b>
Prêts à vue	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	60 284	42 044	12 381	6 692
Titres de créance	318 782	294 834	66 664	56 965
<i>dont obligations garanties</i>	2 094	862	7 926	7 859
<i>dont titres adossés à des actifs</i>	8 970	7 285	7 565	2 523
<i>dont émis par des administrations publiques</i>	289 163	283 174	45 087	45 087
<i>dont émis par des entreprises financières</i>	15 707	1 821	17 122	8 575
<i>dont émis par des entreprises non financières</i>	12 137	9 839	4 444	3 000
Prêts et avances autres que les prêts à vue	-	-	-	-
Autres sûretés reçues	-	-	-	-
<b>Propres titres de créance émis autres que propres obligations garanties ou titres adossés à des actifs</b>	-	-	<b>24</b>	-
<b>Propres obligations garanties et titres adossés à des actifs émis et non encore donnés en nantissement</b>			<b>16 719</b>	-
<b>TOTAL ACTIFS, SÛRETÉS REÇUES ET PROPRES TITRES DE CRÉANCE ÉMIS</b>	<b>542 887</b>	<b>390 876</b>		

(1) Les valeurs du tableau sont calculées comme la médiane des quatre derniers trimestres.

TABLEAU 52 : SOURCES DES CHARGES GREVANT LES ACTIFS (AE-SOU)

(En M EUR)	30.06.2020 <sup>(1)</sup>	
	Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés	Actifs, sûretés reçues et propres titres de créance émis autres qu'obligations garanties grevées et titres adossés à des actifs grevés
<b>Valeur comptable de passifs financiers sélectionnés</b>	<b>354 014</b>	<b>374 654</b>

(1) Les valeurs du tableau sont calculées comme la médiane des quatre derniers trimestres.

## 8.2 RÉSERVE DE LIQUIDITÉ

**TABLEAU 53 : RÉSERVE DE LIQUIDITÉ**

(En Md EUR)	30.06.2020	31.12.2019
Dépôts en banques centrales (hors réserves obligatoires)	130	88
Titres HQLA disponibles négociables sur le marché (après décote)	82	81
Autres actifs disponibles éligibles en banques centrales (après décote)	15	21
<b>TOTAL</b>	<b>227</b>	<b>190</b>

## 8.3 RATIOS RÉGLEMENTAIRES

Le Groupe gère son risque de liquidité au moyen du LCR et des impasses de liquidité, sous stress et en conditions normales d'activité, en cumul (toutes devises confondues) et par devise. Et ce, en s'assurant à tout moment de la transférabilité de la liquidité entre les principales devises.

Depuis la mise en place de la contrainte réglementaire européenne LCR en octobre 2015, le ratio LCR de Société Générale s'est toujours établi à un niveau supérieur à 100% : 180% au 30 juin 2020 contre 119% à fin 2019.

**TABLEAU 54 : RATIO LCR (EU-LIQ1)**

Le ratio de couverture des besoins de liquidité est calculé sur 12 mois glissants (sur la base des valeurs fin de mois). Le nombre de points de données utilisés pour le calcul des moyennes est de 12.

(En M EUR)	Total de la valeur pondérée (moyenne)			
	30.09.2019	31.12.2019	31.03.2020	30.06.2020
<b>Trimestre se terminant le</b>				
Coussin de liquidité*	156 563	160 082	164 784	175 241
Total des sorties nettes de trésorerie*	117 385	119 669	122 052	122 889
Ratio de couverture des besoins de liquidité* (%)	134%	134%	135%	143%

\* Le ratio de couverture des besoins de liquidité est calculé sur 12 mois glissants (sur la base des valeurs fin de mois).

## 8.4 BILAN ÉCHÉANCÉ

Les principales lignes des passifs et des actifs financiers sous périmètre comptable sont présentées dans la Note 3.13 des états financiers consolidés.

**TABLEAU 55 : BILAN ÉCHÉANCÉ**

### PASSIFS FINANCIERS

30.06.2020						
(En M EUR)	Note aux états financiers consolidés	0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Banques centrales		2 980	-	-	-	2 980
Passifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	Notes 3.1 et 3.4	156 697	18 007	23 838	29 895	228 437
Dettes envers les établissements de crédit	Note 3.6	77 877	22 867	19 446	1 352	121 542
Dettes envers la clientèle	Note 3.6	395 588	21 645	17 326	9 911	444 470
Dettes représentées par un titre	Note 3.6	30 637	27 158	61 071	17 395	136 261
Dettes subordonnées	Note 3.9	5	2	2 783	11 872	14 662

NB : Les hypothèses d'échéancement de ces passifs sont exposées dans la Note 3.13 des états financiers consolidés. En particulier, les données sont présentées hors intérêts provisionnels et hors dérivés.

31.12.2019						
(En M EUR)	Note aux états financiers consolidés	0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Banques centrales		4 097	-	-	-	4 097
Passifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	Notes 3.1 et 3.4	155 032	17 815	23 584	29 578	226 009
Dettes envers les établissements de crédit	Note 3.6	69 155	20 306	17 268	1 200	107 929
Dettes envers la clientèle	Note 3.6	372 574	20 385	16 318	9 335	418 612
Dettes représentées par un titre	Note 3.6	28 143	24 947	56 099	15 979	125 168
Dettes subordonnées	Note 3.9	5	2	2 746	11 712	14 465

NB : Les hypothèses d'échéancement de ces passifs sont exposées dans la Note 3.13 des états financiers consolidés. En particulier, les données sont présentées hors intérêts provisionnels et hors dérivés.



## ACTIFS FINANCIERS

30.06.2020

(En M EUR)	Note aux états financiers consolidés	0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Caisse et banques centrales		140 882	946	1 632	957	144 417
Actifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	Note 3.4	240 288	9 371	-	-	249 659
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	Note 3.4	54 485	860	-	261	55 606
Titre au coût amorti	Note 3.5	13 833	176	540	328	14 877
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	Note 3.5	46 803	1 897	4 861	1 731	55 292
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	Note 3.5	80 751	73 920	171 018	103 342	429 031
Opérations de location financement*	Note 3.5	2 511	6 208	16 131	4 619	29 469

\* Montants présentés nets de dépréciation.

31.12.2019

(En M EUR)	Note aux états financiers consolidés	0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Caisse et banques centrales		98 967	735	1 609	1 000	102 311
Actifs financiers à la juste valeur par résultat, hors dérivés	Note 3.4	242 879	7 011	-	-	249 890
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	Note 3.4	51 730	1 282	-	244	53 256
Titre au coût amorti	Note 3.5	11 012	200	973	304	12 489
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	Note 3.5	47 260	1 957	6 257	892	56 366
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	Note 3.5	87 877	58 318	162 795	111 234	420 224
Opérations de location financement*	Note 3.5	2 487	6 050	16 727	4 756	30 020

\* Montants présentés nets de dépréciation.

Il convient de relever que la nature de l'activité de Société Générale la conduit à détenir des titres ou des produits dérivés dont les durées contractuelles restant à courir ne sont pas représentatives de son activité ou de ses risques.

Pour le classement des actifs financiers, il a été, par convention, retenu les durées restant à courir suivantes :

**1.** actifs évalués en juste valeur par résultat, hors dérivés (portefeuille de négoce avec la clientèle) :

- positions évaluées par des prix cotés sur des marchés actifs (classement comptable N1) : échéance inférieure à 3 mois,
- positions évaluées à l'aide de données observables autres que des prix cotés (classement comptable N2) : échéance inférieure à 3 mois,
- positions évaluées en utilisant principalement des données non observables de marché (N3) : fourchette d'échéance comprise entre 3 mois et 1 an ;

**2.** actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres :

- les titres disponibles à la vente évalués par des prix cotés sur des marchés actifs ont été échéancés à moins de 3 mois,
- les titres obligataires valorisés à l'aide de données observables autres que des prix cotés (N2) ont été classés parmi les actifs négociables à échéance 3 mois à 1 an,
- enfin, les autres titres (actions détenues à long terme notamment) ont été classés dans la catégorie de détention supérieure à 5 ans.

En ce qui concerne les autres postes du bilan, la décomposition des autres actifs et passifs ainsi que les conventions y afférentes sont les suivantes :

### AUTRES PASSIFS

30.06.2020							
(En M EUR)	Note aux états financiers consolidés	Non échéancé	0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Passifs d'impôts	Note 6.3	-	-	826	-	413	1 239
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		8 629	-	-	-	-	8 629
Autres passifs	Note 4.4	-	82 664	2 742	5 824	2 885	94 115
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	Note 2.5	-	-	928	-	-	928
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	Note 4.3	-	15 042	9 525	36 574	79 560	140 701
Provisions	Note 8.3	4 348	-	-	-	-	4 348
Capitaux propres		65 679	-	-	-	-	65 679

31.12.2019							
(En M EUR)	Note aux états financiers consolidés	Non échéancé	0-3 mois	3 mois-1 an	1-5 ans	> 5 ans	Total
Passifs d'impôts	Note 6.3	-	-	939	-	470	1 409
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		6 671	-	-	-	-	6 671
Autres passifs	Note 4.4	-	85 062	-	-	-	85 062
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	Note 2.5	-	-	1 333	-	-	1 333
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	Note 4.3	-	19 392	9 291	37 018	78 558	144 259
Provisions	Note 8.3	4 387	-	-	-	-	4 387
Capitaux propres		68 570	-	-	-	-	68 570

**AUTRES ACTIFS**

<b>30.06.2020</b>							
<i>(En M EUR)</i>	<b>Note aux états financiers consolidés</b>	<b>Non échéancé</b>	<b>0-3 mois</b>	<b>3 mois-1 an</b>	<b>1-5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>Total</b>
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		470	-	-	-	-	470
Autres actifs	Note 4.4	-	77 196	-	-	-	77 196
Actifs d'impôts	Note 6	5 052	-	-	-	-	5 052
Participations dans les entreprises mises en équivalence		-	-	-	-	106	106
Immobilisations corporelles et incorporelles	Note 8.4	-	-	-	-	29 812	29 812
Écarts d'acquisition	Note 2.2	-	-	-	-	4 045	4 045
Actifs non courants destinés à être cédés	Note 2.5	-	-	3 788	-	-	3 788
Placements des activités d'assurances	Note 4.3	-	36 644	9 797	30 987	85 791	163 219

<b>31.12.2019</b>							
<i>(En M EUR)</i>	<b>Note aux états financiers consolidés</b>	<b>Non échéancé</b>	<b>0-3 mois</b>	<b>3 mois-1 an</b>	<b>1-5 ans</b>	<b>&gt; 5 ans</b>	<b>Total</b>
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		401	-	-	-	-	401
Autres actifs	Note 4.4	-	68 045	-	-	-	68 045
Actifs d'impôts	Note 6	5 779	-	-	-	-	5 779
Participations dans les entreprises mises en équivalence		-	-	-	-	112	112
Immobilisations corporelles et incorporelles	Note 8.4	-	-	-	-	30 652	30 652
Écarts d'acquisition	Note 2.2	-	-	-	-	4 627	4 627
Actifs non courants destinés à être cédés	Note 2.5	-	6	4 501	-	-	4 507
Placements des activités d'assurances	Note 4.3	-	39 514	8 289	33 193	83 942	164 938

1. Les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux ont été exclus de l'assiette, s'agissant d'opérations adossées aux portefeuilles concernés. De même, les actifs d'impôt dont l'échéancement aboutirait à communiquer par anticipation des flux de résultat n'ont pas fait l'objet d'un échéancement publié.
2. Les postes « autres actifs » et « autres passifs » (dépôts de garantie et comptes de règlements, débiteurs divers) ont été considérés comme exigibles.
3. Les échéances notionnelles des engagements sur instruments dérivés figurent dans la Note 3.13 des états financiers consolidés du Groupe.
4. Les participations et immobilisations ont été classées à plus de cinq ans.
5. Les capitaux propres et les provisions n'ont pas été échéancés.



# 9



## **ANNEXES**



## 9.1 INDEX DES TABLEAUX DU RAPPORT SUR LES RISQUES

Chapitre	N° tableau Pilier 3	N° tableau DEU 2020 <sup>(1)</sup>	Titre	Page Rapport sur les risques 2019	Page Rapport sur les risques 30.06.2020	Page DEU 2020 <sup>(1)</sup>	Références réglementaires orientations EBA
2	1	1	Différence entre périmètre statutaire et périmètre prudentiel	37	15	173	
2	2	2	Rapprochement du périmètre statutaire et du périmètre prudentiel du bilan consolidé	38	16	174	
2	3	3	Entités exclues du périmètre prudentiel	42	17	176	
2	4	6	Fonds propres prudentiels et ratios de solvabilité CRR/CRD4	45	17	178	
2	5	7	Déductions et retraitements prudentiels au titre de CRR/CRD4	46	18	179	
2	6	8	Exigences de fonds propres et encours pondérés du Groupe	47	19	180	OV1
2	7	9	Ventilation par pôle des encours pondérés (RWA) par type de risque	47	20	180	
2	8		Calcul du ratio TLAC	49	20		
2	9	10	Synthèse du ratio de levier et passage du bilan comptable sur périmètre prudentiel à l'exposition levier	50	21	182	
2	10		Exigences au titre du coussin contracyclique	59	21		CCyB2
2	11		Participations non déduites dans des entreprises d'assurance	58	22		INS1
2	9A		Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier	56	22		LRSUM
2	9B		Tableau 13B : Ratio de levier – Déclaration commune	57	23		LRCOM
2	9C		Tableau 13C : Ratio de levier – Ventilation des expositions au bilan (excepté dérivés, SFT et expositions exemptées)	58	24		LRSPL
2	12		Rapprochement du bilan consolidé sous périmètre statutaire et du bilan consolidé sous périmètre prudentiel et affectation dans les catégories de risques réglementaires	60	25		LI1
3	13	14	Échelle de notation interne de Société Générale et correspondance indicative avec celle des agences	76	28	193	
3	14		Qualité de crédit des expositions restructurées	90	33		Modèle 1 NPL
3	15		Expositions performantes et non performantes par nombre de jours d'impayés	91	34		Modèle 3 NPL
3	16		Expositions performantes et non performantes et provisions correspondantes	92	35		Modèle 4 NPL
3	17		Ventilation géographique des actifs par lieu de résidence de la contrepartie	93	36		Modèle 5 NPL
3	18		Qualité de crédit des prêts et avances par secteur d'activité	94	37		Modèle 6 NPL
3	19		Évolution du solde des prêts et titres de créance en défaut et ayant fait l'objet d'une réduction de valeur	95	38		CR2-B
3	20		Sûretés obtenues par prise de possession	95	38		Modèle 9 NPL
3	21		Informations sur les prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs		39		
3	22		Ventilation des prêts et avances soumis à des moratoires législatifs et non législatifs par échéance résiduelle des moratoires		40		
3	23		Informations sur les prêts et avances nouvellement consentis fournis dans le cadre des nouveaux régimes de garantie publique applicables introduits en réponse à la crise Covid-19		41		
3	24		Catégories d'expositions	96	42		
3	25		Exposition, EAD et RWA au titre du risque de crédit global par méthode et catégorie d'expositions	97	43		
3	26		Exposition, EAD et RWA au titre du risque de crédit de la clientèle de détail par méthode et catégorie d'expositions	98	44		
3	27		EAD par zone géographique et principaux pays par catégorie d'expositions	102	45		
3	28		EAD par zone géographique et principaux pays de la clientèle de détail	104	46		
3	29		Exposition, EAD et RWA au titre du risque de crédit par méthode et catégorie d'expositions	107	47		
3	30		Approche interne - exposition au risque de crédit par catégorie d'expositions et par échelle de probabilité de défaut - IRBA	112	48		CR6
3	31		Approche interne - exposition au risque de crédit par catégorie d'expositions et par échelle de probabilité de défaut - IRBF	116	52		CR6
3	32		Évolution des RWA et des exigences de fonds propres au titre du risque de crédit en approche IRB	133	54		CR8
3	33		Variation des dépréciations	133	54		CR2-A

Chapitre	N° tableau Pilier 3	N° tableau DEU 2020 <sup>(1)</sup>	Titre	Page Rapport sur les risques 2019	Page Rapport sur les risques 30.06.2020	Page DEU 2020 <sup>(1)</sup>	Références réglementaires orientations EBA
3	34	22	Exposition, EAD et RWA au titre du risque de contrepartie par méthode et catégorie d'expositions	134	55	203	
3	35		Risque de contrepartie en approche interne par catégorie d'expositions et par échelle de probabilité de défaut	135	56		CCR4
3	36	24	EAD et RWA sur les contreparties centrales (CCP)	141	58	204	CCR8
3	37		Incidences des compensations et sûretés détenues sur les valeurs exposées	143	59		CCR5-A
3	38	25	Composition des sûretés pour les expositions au risque de contrepartie	143	59	205	CCR5-B
3	39	27	Évolution des RWA et des exigences de fonds propres au titre du risque de contrepartie en approche IRB	144	60	206	CCR7
4	40		Positions de titrisation conservées ou acquises dans le portefeuille bancaire par approche et par pondération	159	61		
4	41		Positions de titrisations conservées ou acquises dans le portefeuille de négociation par approche et par pondération	160	62		
5	42	36	Encours pondérés et exigences de fonds propres au titre du risque de marché par composante de risques	175	67	222	
5	43		Risque de marché en approche standard	176	68		MR1
5	44		Risque de marché en approche modèle interne	176	68		MR2-A
5	45		Valeurs dans le portefeuille de négociation selon l'approche des modèles internes	177	69		MR3
5	46		Variation trimestrielle des RWA risque de marché en approche modèle interne	178	70		MR2-B
6	47	38	Encours pondérés et exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel	186	71	230	
7	48	39	Sensibilité de la valeur du Groupe à une variation de taux de +10 pb	192	73	233	
7	49	40	Sensibilité de la marge d'intérêt du Groupe	192	73	233	
8	50		Actifs grevés et actifs non grevés	200	75		AE-ASS
8	51		Sûretés reçues	200	76		AE-COL
8	52		Sources des charges grevant les actifs	201	76		AE-SOU
8	53	42	Réserve de liquidité	202	77	237	
8	54		Ratio LCR	203	77		EU-LIQ1
8	55	43	Bilan échéancé	204	78	238	

(1) Document d'Enregistrement Universel







